

CAF : une amende de 5.000 dollars infligée à la FAF P. 16

AFFAIRE DU GROUPE METIDJI
5 ans de prison pour Sellal
et 8 ans pour Mansour Metidji P. 2

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

ILS EN APPELLENT À TEBBOUNE **1.000 milliards de pertes pour** **les concessionnaires automobiles**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR **Plus de retrait de permis** **à compter du 1^{er} février**

Lire l'article de R. N. page 2



ENFANTS ATTEINTS
DE COVID-19

Des spécialistes **rassurent**

Lire l'article de A. Zerzouri page 4

Burkina:
situation confuse
concernant le sort
du président
Kaboré P. 5

Ministère de l'intérieur Plus de retrait de permis à compter du 1^{er} février



R. N.

Une circulaire interministérielle du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et celui des Transports annonce la suspension des retraits de permis de conduire et son remplacement par une mesure transitoire jusqu'à la généralisation du permis biométrique à points. Cette mesure sera appliquée à partir du 1^{er} février 2022.

Le document, daté du 20 janvier dernier, stipule qu'en attendant la mise en service du système d'octroi de points, en cas d'infraction au code de la route le permis de conduire sera retenu par les services de sécurité concernés et non pas transmis aux commissions de wilaya territorialement compétentes. L'agent ayant constaté la violation du code de la route doit donc garder le permis de conduire en échange d'un document prouvant sa rétention qui permet au propriétaire de conduire pendant une période de 10 jours à compter de la date de délivrance du constat d'infraction. L'auteur de l'infraction devra s'acquitter de l'amende forfaitaire minimum correspondante à l'infraction dans un délai maximum de 45 jours.

Le concerné peut dès la présentation du reçu de paiement de l'amende récupérer son permis de conduire. Dans le cas contraire, l'agent ayant constaté l'infraction envoie la déclaration du délit accompagnée du permis de conduire à l'autorité judiciaire compétente. Le montant de l'amende forfaitaire sera, ainsi, porté à son maximum, ajoute le document.

La circulaire interministérielle explique cette décision de ne plus recourir au retrait de permis de conduire par les commissions de wilayas, par une volonté de «faciliter les démarches administratives au profit des conducteurs», de

«réduire la charge aux services de sécurité et aux administrations dans le traitement des dossiers relatifs aux infractions au code de la route, pour qu'elles concentrent leurs actions dans la lutte contre l'insécurité routière». Il est également attendu à travers cette mesure «d'encourager les contrevenants à s'acquitter immédiatement des amendes forfaitaires en échange de la récupération immédiate du permis de conduire».

La circulaire explique aussi que la démarche d'annulation de la suspension du retrait du permis de conduire par les commissions de wilayas, dans le cadre de la procédure prévue aux articles 93 à 96 de l'ordonnance n°09-03 de juillet 2009 vise à dissuader les comportements irresponsables des conducteurs, «n'ayant pas permis d'atteindre l'objectif recherché de dissuasion et de réduction des accidents de la route avec une hausse sensible du nombre de décès atteignant les 4.600 morts par an».

L'application de l'ordonnance n°09-03 de juillet 2009 a aussi eu «des répercussions négatives sur les plans professionnel et social des conducteurs qui commettent des infractions sans gravité», «ainsi que sur les services administratifs et sécuritaires» et «contribué à perturber les intérêts des citoyens, notamment ceux commettant des infractions dans des lieux éloignés de leurs wilayas de résidence, ce qui les affecte financièrement, professionnellement et au niveau familial».

Le document stipule également que pour les permis retirés dont les dossiers n'ont pas encore été traités en commission de wilaya, les services de wilayas sont appelés à prendre contact avec les conducteurs concernés pour qu'ils puissent les récupérer immédiatement après avoir payé l'amende forfaitaire dans un délai de deux mois.

Affaire du groupe Metidji 5 ans de prison pour Sellal et 8 ans pour Mansour Metidji

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné, lundi, l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal à 5 ans de prison ferme et l'ancien chef de Protocole à la Présidence de la République, Mokhtar Reguieg à 6 ans de prison ferme, alors que l'ancien P-dg du groupe Metidji, Mansour Metidji a été condamné à 8 ans de prison ferme dans l'affaire de ce groupe (Metidji). Une peine de 3 ans de prison ferme a été prononcée à l'encontre de l'ancien directeur de Cabinet du Premier ministre, Mustapha Abdelkrim Rahiel dans le cadre de la même affaire.

L'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, l'ancien ministre des Transports et des travaux publics, Abdelghani Zaalane, et l'ancien chef de cabinet du Premier ministre, Amrani Hafnaoui ont été acquittés.

Le procureur de la République avait requis une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million de DA avec priva-

tion du droit de présenter leur candidature pendant 5 ans contre l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal et l'ancien chef de Protocole à la Présidence de la République, Mokhtar Reguieg, poursuivis avec d'autres anciens ministres et responsables pour corruption dans l'affaire du groupe Metidji.

Une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de DA a été également requise contre le P-dg du groupe Metidji, Mansour Metidji et son fils Hamza.

Une peine de 5 ans de prison ferme et une amende d'un (1) million de DA ont été requises contre l'ancien directeur de cabinet du Premier ministre, Mustapha Abdelkrim Rahiel, l'ancien chef de cabinet du Premier ministre, Amrani Hafnaoui, l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaalane.

Les accusés sont poursuivis pour octroi d'indus avantages, finance-



ment occulte de la campagne électorale, abus de fonctions et dilapidation de deniers publics.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

L'Algérie est-elle en voie de quitter le top 5 des importateurs mondiaux de blé ? Si tout va comme on

L'enjeu céréaliier

le souhaite, le pays pourrait réduire ses importations céréalières de 25%. On table dans ce contexte sur une production nationale de céréales, pour la saison 2021/2022, entre 2,7 et 3 millions de tonnes, alors que la consommation devait tourner, en 2020/2021, entre 10,7 et 11 millions de tonnes. Ainsi, pour augmenter la production nationale des céréales, le ministère de l'Agriculture mise en particulier sur l'augmentation de la superficie agricole dédiée aux céréales qui est actuellement de l'ordre de 3,3 millions d'hectares, l'amélioration des rendements agricoles à 60/70 quintaux par hectare, la généralisation de l'irrigation notamment dans les zones ouest et centre du pays. Et, on ne sait pas à quel niveau se situerait l'apport de «l'agriculture saharienne», un avenir sûr en matière de sécurité alimentaire pour le pays, qui pourrait, effectivement, «beaucoup apporter à la filière au vu de ses atouts et son rendement fort qui peut atteindre 100 quintaux par hectare», comme l'a souligné le ministre de l'Agriculture. Et sur quoi mise-t-on encore ? Sur l'augmentation du rythme de développement de la filière des céréales, à travers plus de sueur et plus d'investissement, notamment à la suite de la majoration conséquente du prix d'achat du blé tendre et blé dur aux agriculteurs (blé dur de 4.500 DA à 6.000 DA, le prix du blé tendre de 3.500 DA à 5.000 DA, le prix de l'orge de 2.500 DA à 3.400 DA, et le prix de l'avoine

de 1.800 DA à 3.400 DA). Des prix d'achat qui devraient inciter les agriculteurs à produire plus, et per-

mettre de réduire la lourde facture des importations des céréales, qui a atteint 2,7 milliards de dollars, en 2019. Il s'agit de prévisions qui peuvent être faussées par plusieurs facteurs, dont les aléas du climat, mais le pas est fait en direction du renforcement des capacités du pays sur le plan de la production des céréales. Une filière très importante qui pèse en matière de sécurité alimentaire, quand on sait que la consommation de blé en Algérie augmente au même rythme d'une population qui adopte un régime alimentaire où le pain est essentiel. L'enjeu de produire plus de céréales et en importer moins reste, donc, indiscutablement de taille pour l'Algérie. Mais, selon les prévisions de spécialistes étrangers, qui ignorent certainement les encouragements à l'investissement et l'élargissement de la superficie dédiée aux céréales, les importations algériennes de céréales resteront capitales pour subvenir aux besoins de l'ensemble de la population algérienne. D'après le département américain de l'Agriculture (USDA), l'Algérie n'est en mesure de satisfaire qu'entre 34% et 36% de ses besoins en blé. Et si les Américains, eux-mêmes intéressés par l'investissement dans le domaine de l'Agriculture en Algérie (une délégation US a récemment effectué, dans ce sens, une tournée dans le pays), participaient au développement de la filière ?

Justice Le procès de Chakib Khelil reporté

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, lundi, au 31 janvier le procès de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil et de l'ancien P-dg du groupe Sonatrach, Mohamed Meziane, en raison de la grève des avocats.

Le procès a déjà été reporté par le tribunal le 17 janvier dernier pour le même motif. Les accusés sont poursuivis pour des faits de corruption dans l'affaire du complexe gazier d'Arzew (Oran) et

pour octroi d'indus privilèges, abus de fonction et conclusion de contrats, de marchés et d'avenants, en violation de la loi et de la réglementation, conformément à la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption.

Plusieurs anciens cadres du groupe Sonatrach et de nombreuses firmes étrangères activant dans le secteur énergétique sont également poursuivis dans cette affaire. Le Trésor public et le Groupe Sonatrach se sont constitués parties civiles.

Le procès de Tayeb Louh et Kouninef reporté

Le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, lundi, au 7 février prochain le procès de l'ancien ministre de la Justice Tayeb Louh et de l'homme d'affaires Kouninef ainsi que d'autres accusés.

Les accusés sont poursuivis pour abus de fonction et entrave au bon fonctionnement de la justice.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE au Capital
de 195.923.000,00 DA**Président Directeur
Général Directeur
de la Publication**Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration
Rédaction centrale**63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran Tél.
041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21 **Fax et
Rédaction:** 041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie

"Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie

"Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**

Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57

Pub Tél. : 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**

Tél. : 031.92.12.11

Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

Ils en appellent à Tebboune 1.000 milliards de pertes pour les concessionnaires automobiles

Les concessionnaires automobiles algériens sont encore montés au créneau pour interpellier le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sur le retard accusé dans la délivrance des autorisations d'importation.

El-Houari Dilmî

En effet, les concessionnaires automobiles, dans une lettre adressée au président Tebboune, rappellent que « 48 jours ont passé depuis la dernière instruction du président de la République relative à l'accélération de l'annonce des concessionnaires agréés ». Dans leur missive, ils font état de pertes globales estimées à plus de 1.000 milliards de centimes. « Nous avons accueilli avec soulagement les mesures que vous avez annoncées lors du Conseil des ministres du 05 décembre dernier, surtout en ce qui concerne l'accélération de l'annonce des concessionnaires agréés, or 48 jours après, rien de concret n'a été réalisé, à commencer par le cahier des charges qui n'a toujours pas été révisé », écrivent les concessionnaires automobiles.

Rappelant l'engagement du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, au sujet du nouveau cahier des charges qui devait être prêt à la fin de ce mois de janvier au plus tard pour être publié au Journal officiel, « plusieurs semaines après, un flou total entoure toujours ce dossier », déplorent-ils dans leur lettre. Appelant à « l'application immédiate » des instructions du chef de l'Etat pour l'accélération de la délivrance des autorisations d'importation, les concessionnaires automobiles rappellent égale-

ment que «neuf concessionnaires ont reçu des autorisations provisoires d'importation depuis une année, avant leur annulation et la révision du cahier des charges». «L'une des clauses du cahier des charges rappelle justement que les concessionnaires doivent recevoir une réponse du comité technique interministériel dans un délai maximum de vingt jours », est-il encore souligné dans la lettre adressée au président de la République. « Jusqu'à fin décembre dernier, 65 dossiers ont été déposés au niveau du comité technique interministériel, et à ce jour aucune suite, qu'elle soit positive ou négative, n'a été réservée aux concessionnaires », regrettent les soixante-dix concessionnaires automobiles.

«Avec les frais engagés pour la location des locaux et showrooms et le coût de l'assurance, la main-d'œuvre et le service après-vente, nous sommes à plus de 1.000 milliards de centimes de pertes globales », écrivent-ils à l'adresse du président de la République. «Une situation qui ne sera pas sans conséquences sur les prix des véhicules en augmentation de plus de 200% depuis 2016, sans parler des perturbations enregistrées sur le marché de la pièce détachée», selon les concessionnaires automobiles, pour lesquels «au moins 500.000 voitures doivent être importées pour réguler le marché des voitures et stabiliser les prix».

Tebboune entame une visite en Egypte

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a entamé, lundi, une visite de travail et de fraternité de deux jours en République arabe d'Egypte. Le Président Tebboune a été accueilli, à l'aéroport international du Caire, par le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi et de hauts responsables égyptiens.

Le président de la République est accompagné d'une délégation ministérielle composée du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des startups, Yacine El-Mahdi Oualid et de la ministre de la Culture et

des Arts, Wafaa Chaalal.

Cette visite vise à hisser les relations bilatérales à la hauteur des relations historiques et politiques unissant les deux pays.

La visite du président Tebboune en Egypte, pays frère, intervient après celle effectuée, il y a environ une semaine, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, en qualité d'Envoyé personnel du président de la République.

Auparavant, le Général de Corps d'Armée Saïd Chane-griha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'était également rendu en Egypte, en qualité de représentant du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, pour prendre part au 2e Salon de défense "EDEX-2021".

Algérie-Qatar Mémorandum d'entente de coopération dans le domaine juridique

Un mémorandum d'entente pour la coopération juridique a été signé, lundi à Alger, entre l'Algérie et le Qatar, dans le cadre du renforcement des relations de coopération bilatérale dans le domaine juridique et la promotion de l'action judiciaire dans les deux pays.

Le mémorandum a été signé du côté algérien par le ministre de la Justice, garde des sceaux, Abderrachid Tabi et du côté qatari par son homologue Messaoud Ben Mohamed el Amiri.

A l'issue de la cérémonie de signature, M. Tabi a déclaré que «l'efficacité de l'action judiciaire passe inévitablement par l'ouverture sur les expériences internationales, d'où la signature de cet accord qui se veut un jalon important qui vient s'ajouter à une série d'accords signés entre l'Algérie et le Qatar.

Il a ajouté que «ce mécanisme juridique institutionnel favorisera l'échange entre les corps des magistrats des deux pays, concernant notamment les pratiques idoines visant à améliorer leur formation pour concrétiser les valeurs de justice et la souveraineté de la loi, au mieux des intérêts des citoyens des deux pays».

M. Tabi a souligné, en outre, que ce document «marquera un nouveau départ, en sus d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération entre les ministères de la Justice des deux pays et qui profitera notamment aux avocats, aux experts judiciaires et aux centres de recherches et écoles de formation des magistrats».

Le ministre a également mis en avant «l'importance du mécanisme

d'activation des dispositions du mémorandum qui prévoient l'élaboration de programmes annuels dans divers domaines.

M. Tabi a évoqué «les relations historiques exceptionnelles unissant les peuples algérien et qatari, ajoutant «qu'il s'agit de relations profondes consolidées par des décennies de coopération entre les dirigeants des deux pays frères».

Après avoir rappelé "le soutien de l'Etat du Qatar à la lutte du peuple algérien et à sa Glorieuse guerre de libération, un soutien qui se poursuit à nos jours et qui reflète les relations de fraternité entre les deux peuples ainsi que la confiance mutuelle entre les deux Etats", M. Tabi a affirmé que ces relations "ont été renforcées et consolidées par un échange de visites entre les dirigeants des deux pays, tout en oeuvrant à leur promotion dans tous les domaines".

Il a souligné, en outre, "la spécificité de la relation entre l'Algérie et le Qatar, sachant que les deux pays comptent parmi les pays exportateurs de gaz naturel dans le monde, et sont des Etats pivots au sein de la Ligue arabe et dans la région du monde arabe, et partagent les mêmes positions sur nombre de questions".

Ce mémorandum intervient alors que le secteur de la justice en Algérie connaît des réformes qui traduisent clairement les aspirations du peuple algérien, des réformes issues de la Constitution initiée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en 2020 et qui a été cautionnée par les Algériens, a poursuivi le ministre, ajoutant que cette

constitution prévoit des dispositions sans précédent qui consacrent l'indépendance du pouvoir judiciaire ce qui est à même de rétablir la confiance du citoyen en la justice de son pays.

Pour sa part, le ministre qatari de la Justice, Masoud Bin Mohammed Al Ameri, a rappelé que son pays "partageait avec l'Algérie des valeurs nobles en matière de justice et oeuvrent à consacrer les principes de l'Etat de droit et d'institutions".

Il a indiqué que sa visite en Algérie et sa rencontre avec son homologue M. Tabi, "vient consolider le riche parcours de coopération bilatérale dans les domaines judiciaire et juridique", soulignant que la signature du mémorandum d'entente constitue "un pas important" dans la coopération entre les deux pays et "augure de perspectives prometteuses pour le partenariat stratégique dont les assises ont été jetées par son altesse l'émir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani et son frère le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Le ministre qatari a en outre indiqué que "ce mémorandum ouvrira de nouvelles perspectives dans le cadre des aspirations communes et des orientations des dirigeants des deux pays".

Le mémorandum d'entente juridique signé entre l'Algérie et le Qatar prévoit, outre le préambule, une vingtaine d'articles portant sur l'échange d'expériences et d'expertises dans divers domaines juridiques pour la promotion de la formation notamment en matière d'élaboration de projets de conventions et de mémorandums d'entente.



Kamal Guerroua

Eloge de l'amitié

L'ami est celui qui répond présent quand on a besoin de lui. Qui ne nous

juge pas, qui ne nous sous-estime pas, qui ne nous méprise pas. Qui, à la veille d'un souci majeur, sait nous effacer une larme sur la joue, nous rendre le sourire, égayer notre cœur. Il est toujours là, tel un confident intime, qui, d'une rive lointaine, sait enjamber les distances pour parvenir au bord de nos trêves; pour réhabiliter le vide de notre existence; pour nous prêter main-forte; pour nous conseiller; pour nous soulager; pour nous accompagner; pour nous guérir des maux, combien nombreux, d'un monde, le nôtre, qui marche à l'envers. L'ami tient un peu du frère qu'on peine à avoir; du père qu'on a perdu; d'un proche parent que les aléas du temps ont fait éloigner du territoire de notre bonheur. L'ami est une feuille de jasmin, qui, par ses effluves odorants, parfume nos jours et les rend une

oasis de merveilles et de joies. Ne cessant d'être lui-même, il nous incite à être nous-mêmes; nous renvoyant, à chaque fois que l'occasion se présente, l'image qu'il se fait de nous. L'ami, c'est notre miroir; c'est notre œil critique; notre vis-à-vis; notre double-moi; notre âme sœur, qui, même nageant en plein bonheur, pense à nos galères; à nos détresses, à nos malheurs qu'il fait siens. Il n'est pas dans un rapport de réciprocité, mais de complémentarité. Il est fraternel; il est solidaire; il est compatissant; il est même, dirais-je, une âme télépathique, qui, quoiqu'il fasse, ne change pas de regard sur nous: il sent ce que nous ressentons, il comprend ce que nous pensons; il réagit à ce qui nous réjouit ou nous torture de l'intérieur. L'ami, c'est notre lettre d'espoir quand tout nous paraît gris, quand on est seuls face à l'adversité, quand tout le monde nous tourne le dos...

DGSN Concours de recrutement des personnels assimilés

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture d'un concours de recrutement des personnels assimilés au profit des services de police des dix (10) nouvelles wilayas du sud.

«La DGSN annonce l'ouverture d'un concours de recrutement de personnels assimilés, au titre de l'année 2021, au profit des

services de police des dix (10) nouvelles wilayas du Sud, à savoir Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Beni Abbès, In Salah, In Guezam, Touggourt, Djanet, El Meghaier et El Meniaa», lit-on dans le communiqué. Les candidats désirant participer au concours «peuvent télécharger et imprimer le formulaire d'inscription et s'enquérir du dossier à fournir et des conditions de re-

crutement via le site web de la DGSN et les plateformes numériques de la police algérienne (Facebook, Instagram et Twitter), indique la même source.

Le dossier de candidature doit être déposé au niveau des services locaux de la police (services de wilaya des ressources humaines) de la Sécurité des dix wilayas concernées par cette opération, a ajouté la DGSN.

Enfants atteints de Covid-19 Des spécialistes rassurent

A. Zerzouri

La particularité de cette 4^e vague de Covid-19, marquée par une circulation active du virus, se manifeste au niveau du nombre important de contaminations chez les enfants. En l'absence de détails statistiques, on ne connaît pas avec exactitude le taux d'incidence chez les différentes tranches d'âge des enfants, mais on sait par le biais de différents canaux d'information, le canal médical notamment, que ces derniers, contrairement aux précédentes vagues, ne sont pas du tout épargnés par le nouveau variant Omicron.

Un état de fait qui a semé la panique chez les parents dont les enfants ont été contaminés par ce variant. Une panique due au manque d'informations et de conseils d'orientation à l'égard des concernés, notamment. C'est à peine si les pédiatres, qui se tenaient un peu à l'écart de l'actualité sanitaire, tant que leurs patients n'étaient pas trop exposés à la maladie, commencent à s'investir dans ce domaine.

Dans ce contexte, la radio nationale a donné le micro à une spécialiste en pédiatrie, Nawal Atidjal, qui a saisi l'occasion pour adresser un message rassurant aux parents, les appelant à ne pas s'inquiéter en cas d'apparition de symptômes de la Covid-19 chez leurs enfants. Insistant sur le fait que ces symptômes ne sont « pas dangereux ». Expliquant que les symptômes de Covid-19 chez les enfants sont semblables, dans tous les cas, en l'occurrence de la fièvre et de la toux, ce qui est « loin d'être inquiétant », a-t-elle tranquilisé les parents.

D'autres spécialistes signalent sur ce registre d'autres symptômes, comme la fatigue, le nez qui coule et les maux de tête. Aussi, pour la pédiatre Nawal Atidjal, qui a signalé une hausse considérable du nom-



bre de cas de Covid-19 chez les enfants, les parents n'ont pas à cacher la contamination de leurs enfants, « ce n'est pas du tout une honte », dira-t-elle. Pour l'avoir certainement expérimentée, cette tendance à vouloir cacher la maladie de leurs enfants, qui existe même chez les malades adultes, n'a pas lieu d'être, selon la spécialiste en pédiatrie. C'est une manière d'éviter de contaminer l'entourage en déclarant sa maladie, cela porte le message d'éviter les contacts avec les camarades et autres proches de la famille, ainsi que les membres d'une même famille.

Pour rappel, le ministère de l'Éducation, après consultation du Comité scientifique de suivi de la propagation du Covid-19, a suspendu les cours pendant dix jours, dans le but évident de casser la chaîne de transmission du virus.

Enfin, jusqu'à présent, le variant Omicron, qui se propage à une vitesse fulgurante, demeure moins grave que Delta, mais des spécialistes plaident pour des précautions, jugées indispensables, le respect des gestes barrières et la vaccination des adultes, en attendant la décision concernant la vaccination des enfants.

AADL

La réception des souscripteurs suspendue jusqu'en février

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a annoncé, lundi, la suspension des rendez-vous de réception des souscripteurs et des locataires des cités AADL jusqu'au 1er février prochain en raison de la pandémie de Covid-19.

«L'AADL tient à informer l'ensemble de ses souscripteurs et locataires des cités AADL, que les rendez-vous de réception et de suivi de leurs dossiers sont suspendus pour

une semaine dans toutes les directions régionales, à partir de lundi 24 janvier à mardi 1er février 2022", a indiqué l'AADL sur sa page Facebook.

Cette décision intervient suite à la recrudescence des cas de contamination au covid-19 au sein de l'agence, précise l'AADL rappelant que le numéro vert 3040 est à la disposition des souscripteurs et locataires des cités «AADL» pour toute information.

El Bayadh

Une personne tuée par le monoxyde de carbone

Une personne est morte par asphyxie au monoxyde de carbone lundi à El Bayadh, a-t-on appris auprès des services de la protection civile de la wilaya. Les éléments de la protection civile qui sont intervenus aux environs de 13 heures à hai "Oued Ferrane" au chef-lieu de wilaya ont trouvé un jeune âgé de 24

ans mort par asphyxie au monoxyde de carbone émanant d'un chauffage. Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'EPH "Mohamed Boudiaf" d'El Bayadh. Une enquête a été ouverte par les services de la sûreté compétents pour déterminer sur les circonstances de l'accident, a-t-on fait savoir.

Malgré sa contamination Le personnel médical continue de braver la pandémie

Le personnel médical et paramédical qui compte plusieurs cas de contamination au Coronavirus, continue de braver la pandémie en assurant le service au niveau des établissements et structures de santé publique et privés, lesquels se trouvent submergés par les personnes affectées par le Covid-19.

Face à la recrudescence des cas à travers l'ensemble du pays, notamment avec le nouveau variant Omicron qui se caractérise par une contagiosité rapide, les établissements et structures de santé se retrouvent dépassés par une affluence grandissante de patients. Ces derniers sont difficilement pris en charge faute de personnel médical et paramédical, touché par le Covid-19.

Au Centre hospitalo-universitaire de Constantine, quelque 200 cas de contamination, parmi le corps médical, ont été enregistrés, a indiqué à l'APS le professeur Nadir Boussouf qui qualifie cette situation de "compliquée". "Nous sommes en train de gérer la pandémie et nous sommes dans l'obligation d'y faire face", a-t-il rassuré, relevant que cette 4^e vague coïncide aussi avec la période de la grippe saisonnière. S'exprimant sur la vaccination anti-Covid-19, Pr Boussouf qui est également membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, a fait observer que "la majorité des cas compliqués sont ceux qui ne sont pas vaccinés", regrettant en outre que "20% seulement du corps médical ont reçu le vaccin". Il a rappelé, à ce propos, que différents types de vaccins existent depuis plus d'un siècle et que les gens se font vacciner le plus normalement du monde depuis leur enfance, avant de s'interroger sur "l'hésitation de certaines personnes par rapport au vaccin anti-Covid-19, alors qu'elles devraient plutôt craindre ce virus mortel". Même son de cloche du côté de l'hôpital de Ain-Taya (Alger), dont le directeur général, Said Mechat, déplore la conta-

mination d'un "nombre important du personnel médical". "Il y a un véritable problème de prise en charge des malades atteints du Covid-19 qui se présentent quotidiennement en grand nombre, alors que plusieurs employés du corps médical sont confinés suite à leur contamination", a-t-il dit, faisant part de la "difficulté de palier ces absences". Il a indiqué avoir saisi la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Alger, rassurant toutefois que "le personnel médical qui est en place, ne baisse pas les bras et fait de son mieux pour relever le défi et faire face à cette situation critique". M. Mechat, qui se présente chaque matin à son bureau malgré sa contamination au Covid-19, a affirmé que le personnel médical non atteint continue de mener "une bataille sans merci contre cette pandémie", car "il s'agit de sauver des vies humaines". De son côté, le président de la Société de la médecine générale, Abdelkader Tafat, également médecin généraliste, a affirmé que le secteur de la santé "traverse une période difficile, car le variant Omicron est très contagieux puisqu'une personne atteinte peut contaminer jusqu'à dix personnes".

"Les structures de santé publique sont submergées en raison du nombre impressionnant de malades, mais en parallèle les cabinets médicaux privés sont d'une aide précieuse d'autant plus qu'il s'agit de consultations externes", a-t-il indiqué, mais malheureusement, a-t-il déploré, "plusieurs médecins se retrouvent atteints de Covid-19". "Moi-même j'en suis atteint et je continue de travailler à l'instar de mes collègues et confrères qui poursuivent, eux aussi, leur noble mission pour vaincre cette pandémie et porter aide et assistance aux patients", a-t-il dit. "Plusieurs médecins atteints du coronavirus se sont retrouvés dans l'obligation de travailler, car il n'est pas possible de désert

les structures de santé d'autant plus que le variant Omicron n'est pas aussi virulent et meurtrier que le Delta", a-t-il confié.

S'exprimant sur le personnel de la santé non vacciné, M. Tafat a qualifié cela de "regrettable", affirmant par ailleurs avoir mené des campagnes de sensibilisation auprès des citoyens pour leur expliquer que "la vaccination permet d'éviter les formes graves ou compliquées du Covid-19".

Pour sa part, le directeur général du CHU Mustapha-Pacha, Pr Kamel Hayel, a affirmé que le nombre de consultations a augmenté de 95% et que le service qui accueillait en décembre dernier de 8 à 9 cas par jour, reçoit désormais une moyenne quotidienne de 17 à 20 cas, mais avec des formes bénignes.

S'agissant du personnel médical et paramédical, il a signalé qu'un grand nombre d'employés présentent quotidiennement des arrêts de travail et que la totalité des services sont touchés par la pandémie.

De son côté, le chef de service orthopédie à l'hôpital de Ben Aknoun, Pr Mustapha Yakoubi, a indiqué que près de la moitié du personnel est confinée après sa contamination, relevant qu'il enregistre quotidiennement un à deux cas positifs. "Nous nous retrouvons, à chaque fois, dans la contrainte de changer la liste des gardes", a-t-il dit, ce qui l'a contraint à arrêter carrément le service de la chirurgie froide "faute de personnel". Par ailleurs, il a exhorté les parents à garder les enfants à la maison durant la période de la suspension des cours, soulignant que les enfants sont des porteurs de virus et le transmettent facilement et rapidement. Il a en outre exhorté les citoyens à faire montre de vigilance et de respect des gestes barrières pour juguler la pandémie, car le personnel médical, a-t-il fait savoir, est épuisé après deux longues années de pandémie.

Coronavirus

2215 nouveaux cas et 13 décès

Deux mille deux cent quinze (2215) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 988 guérisons et 13 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 238.885,

celui des décès à 6.508 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 160.624. Par ailleurs, 39 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 9 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que

25 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen "vigilance et respect" des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

L'Algérie envoie une aide humanitaire au Mali

L'Algérie a envoyé ce lundi une aide humanitaire constituée de 108 tonnes de nourriture et 400.000 doses de vaccin anti-Covid-19, par étapes, vers le Mali et ce, dans le cadre de la solidarité de l'Algérie avec les pays voisins, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

L'opération d'expédition et de transport de cette aide humanitaire s'est faite à la base aérienne de Boufarik (1^{ère} Région militaire) à bord d'avions cargo militaires de l'armée de l'air algérienne en direction de l'aéroport de Bamako au Mali.

Il s'agit de la première phase de cette aide humanitaire, don

du Croissant rouge algérien au Croissant rouge malien, qui a vu l'envoi de 23 tonnes de nourriture et 300.000 doses de vaccin anti-Covid-19. Cet élan de solidarité vise à "renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les deux peuples frère algérien et malien", précise le communiqué du MDN.

Burkina: situation confuse concernant le sort du président Kaboré

La situation était confuse lundi concernant le sort du président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré, dont des sources sécuritaires ont annoncé qu'il était détenu par des soldats qui se sont mutinés face à la dégradation dans leur pays en proie aux violences jihadistes.

Les Etats d'Afrique de l'Ouest ont indiqué suivre "avec une grande préoccupation" l'évolution de la situation au Burkina Faso, "caractérisée" depuis dimanche "par une tentative de coup d'Etat". Le président Kaboré, le chef du Parlement (Alasane Bala Sakandé) et des ministres sont effectivement aux mains des soldats", à la caserne Sangoulé Lamizana de Ouagadougou, a déclaré à l'AFP une source sécuritaire, information confirmée par une autre source au sein des services de sécurité. Mais une source gouvernementale a ensuite affirmé que le président avait été "exfiltré" de sa résidence dimanche soir par des gendarmes de sa garde "avant l'arrivée d'éléments armés qui ont tiré sur les véhicules de son convoi". Un journaliste de l'AFP a vu dans la matinée près de la résidence du chef de l'Etat trois véhicules criblés de balles. Des traces de sang étaient visibles sur l'un d'eux. Selon cette source "la situation est confuse", une confusion alimentée par l'absence à la mi-journée lundi de toute déclaration de la part des soldats mutins ou de proches du chef de l'Etat.

Sur le compte Twitter de M. Kaboré, un message posté en début d'après-midi, dont il était impossible de savoir s'il avait été écrit par lui directement, ni dans quelles circonstances, invite "ceux qui ont pris les armes à les déposer dans l'intérêt supérieur de la Nation". "C'est par le dialogue et l'écoute que nous devons régler nos contradictions", ajoute-t-il. Au pouvoir depuis 2015, le président Kaboré, réélu en 2020 sur la promesse de faire de la lutte antijihadiste sa priorité, était de plus en plus contesté par une population excédée par les violences jihadistes et son impuissance à y faire face.

SOLDATS À LA TV NATIONALE

Un journaliste de l'AFP a constaté qu'une dizaine de soldats encagoulés et armés s'étaient postés lundi matin devant le siège de la Radio télévision du Burkina (RTB) qui a diffusé à son journal de la mi-journée un reportage sur les habitants de Ouagadougou vaquant normalement à leurs occupations. La France a appelé lundi ses ressortissants à la prudence et à éviter tout déplacement au Burkina. Des soldats se sont mutinés dimanche dans plusieurs casernes pour réclamer le départ des chefs de l'armée et des "moyens adaptés" à la lutte contre les jihadistes qui frappent ce pays depuis 2015.

Des tirs avaient été entendus en fin de journée près de la résidence du chef de l'Etat et un hélicoptère avait survolé la zone tous feux éteints, selon des résidents. Ces mutineries sont survenues alors que le Sahel est de plus en plus déstabilisé par les jihadistes qui frappent aussi le Niger et le Mali voisin, pays qui a été le théâtre de deux coups d'Etat en quelques mois.

Au-delà, en Afrique de l'Ouest, la fragilité des Etats s'est aussi manifestée avec un putsch en Guinée. Plusieurs manifestations de colère ont eu lieu depuis plusieurs mois dans les villes du Burkina pour dénoncer l'incapacité du pouvoir à contrer les attaques jihadistes que se multiplient, souvent interdites et dispersées par les policiers anti-émeutes. Tout au long de la journée de dimanche, des manifestants ont apporté leur soutien aux mutins, avant d'être dispersés par la police. De nouvelles manifestations de soutien ont eu lieu lundi.



«MOYENS ADAPTÉS»

Le gouvernement avait reconnu des tirs dans plusieurs casernes, démentant "une prise de pouvoir par l'armée". "Nous voulons des moyens adaptés à la lutte" anti-jihadiste "et des effectifs conséquents", ainsi que le "remplacement" des plus hauts gradés de l'armée nationale, a affirmé dans un enregistrement sonore parvenu à l'AFP un militaire de la caserne Sangoulé Lamizana, sous couvert de l'anonymat.

Des discussions infructueuses ont eu lieu entre les représentants des mutins et le ministre de la Défense, le général Barthélémy Simporté. Le camp Sangoulé Lamizana de Ouagadougou où pourrait se trouver le président Kaboré est aussi celui où est incarcéré le général Gilbert Diendéré, proche de l'an-

cien président Blaise Compaoré renversé en 2014. Le général Diendéré a été condamné à 20 ans de prison pour une tentative de putsch en 2015 contre le président Kaboré et est actuellement jugé pour son rôle présumé dans l'assassinat, en 1987, du président d'alors Thomas Sankara, icône panafricaine. Le procès des assassins présumés de Sankara, qui devait entrer lundi dans la phase des réquisitoires et plaidoiries devant le tribunal militaire de Ouagadougou, a été reporté à une date indéterminée, selon une source judiciaire. Dans le sillage du Mali et du Niger, le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences attribuées à des groupes armés jihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique qui ont fait en près de sept ans plus de 2.000 morts et contraint 1,5 million de personnes à fuir leurs foyers.

Ukraine Washington dramatise, Moscou dénonce une hystérie



Les Etats-Unis ont dramatisé lundi la situation en Ukraine avec l'annonce d'une invasion russe "à tout moment" et l'Otan a annoncé un renforcement de ses défenses à l'Est, dénoncé par Moscou comme une volonté "d'exacerber les tensions" avec des informations "hystériques". Surpris, les pays de

l'UE attendaient lundi des explications du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken sur la décision d'ordonner l'évacuation des familles des diplomates américains dans ce pays, un rappel critiqué par Kiev. Londres a également annoncé le retrait d'une partie du personnel de son ambassade à Kiev et la France

a conseillé de reporter les voyages non essentiels en Ukraine. Dans ce climat tendu, l'Otan a annoncé placer des forces en attente et envoyer des navires et des avions de combat pour renforcer ses défenses en Europe de l'Est. L'Alliance dispose d'une force de réaction rapide de 40.000 soldats actuellement sous commandement français. "Les tensions sont exacerbées par les annonces et les actions concrètes des Etats-Unis et l'Otan", a déploré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, dénonçant "une hystérie" en Europe sur une supposée invasion russe imminente de l'Ukraine. Il a jugé "très élevé" le risque d'une offensive des troupes ukrainiennes contre les séparatistes pro-russes. Le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, avait dit il y a une semaine redouter une "intégration de fait" de ces régions à la Russie. Antony Blinken devait intervenir en visioconférence pendant une réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept. "Il nous expliquera les raisons de cette annonce. Nous n'allons pas faire la même chose, car nous ne connaissons pas les raisons spécifiques", a déclaré Josep Borrell. La décision de Washington a été jugée "prématurée" et "excessive" par les autorités ukrainiennes. "Je ne pense pas qu'on devrait dramatiser dans la mesure où les négociations se poursuivent et elles se poursuivent", a affirmé Josep Borrell. "Il ne faut pas se mettre dans la logique d'une

guerre. Il faut éviter la guerre", a estimé le doyen des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le Luxembourgeois Jean Asselborn. Antony Blinken doit informer les membres de l'UE des "pourparlers francs" qu'il a tenus vendredi avec son homologue russe Sergueï Lavrov. Russes et Américains sont convenus d'un nouveau rendez-vous, et Antony Blinken s'est engagé à "coucher des idées sur le papier" en réponse aux demandes de Moscou pour la sécurité en Europe. La Russie exige un engagement écrit sur le non-élargissement de l'Otan à l'Ukraine et à la Géorgie et demande un retrait des forces et des armements de l'Alliance atlantique des pays d'Europe de l'Est ayant rejoint l'Otan après 1997, notamment de Roumanie et Bulgarie.

Des demandes inacceptables pour les Occidentaux. La situation sécuritaire est jugée préoccupante. Moscou assure ne pas avoir l'intention d'intervenir en Ukraine, mais soutient les revendications des séparatistes pro-russes des républiques autoproclamées de Lougansk et Donetsk dans le Donbass (est) et a massé plus de 100.000 soldats, des chars et de l'artillerie aux frontières avec l'Ukraine.

«SANCTIONS SANS PRÉCÉDENT»

"Si la Russie envahit une nouvelle fois l'Ukraine, nous adopterons

des sanctions sans précédent et la Russie sera totalement isolée", a averti lundi le ministre danois Jeppe Kofod. Une série d'options ont été préparées par la Commission. La réduction des achats de gaz et de pétrole, respectivement 43% et 20% de l'approvisionnement de l'UE, et qui financent largement le budget russe, est sur la table, a confié à l'AFP une source européenne. L'UE discute par ailleurs d'un soutien financier de 1,2 milliard d'euros pour aider l'Ukraine. "Le processus des sanctions est en cours pour être sûr que tout sera prêt en cas de besoin", a assuré Josep Borrell. "Rien de concret ne sera approuvé aujourd'hui", a-t-il toutefois précisé. La réduction des achats d'énergie divise l'UE.

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban doit se rendre à Moscou en février pour discuter notamment des approvisionnements en gaz de son pays. L'Allemagne aurait par ailleurs fait retirer une proposition visant à couper Moscou du système mondial de paiement SWIFT, selon une source diplomatique européenne. Et Berlin refuse de livrer des armes à Kiev, contrairement aux Etats-Unis qui ont envoyé 80 tonnes d'armements, a annoncé le ministre ukrainien de la Défense Oleksii Reznikov. Le chancelier Olaf Scholz a appelé dimanche à la "sagesse" dans l'examen des sanctions possibles et des "conséquences" pour l'Allemagne.

Les déterminants du cours du pétrole et leurs impacts sur l'économie algérienne

Par Abderrahmane Mebtoul*

Cependant, attention à l'euphorie. Aucun pays du monde ne s'est développé grâce aux exportations de matières premières brutes mais grâce à la bonne gouvernance et la valorisation du savoir. Regardez le Venezuela, première réserve mondiale de pétrole avant l'Arabie Saoudite, une économie en récession (interventions du professeur Abderrahmane Mebtoul : conférence devant le Parlement européen octobre 2013; Ecole supérieure de guerre, ministère de la Défense nationale mars 2019; conférence en juin 2019 à Marseille où il a présidé au nom de l'Algérie la Commission transition énergétique des 5+5 de la Méditerranée orientale + Allemagne et en juin 2020 conférence devant l'ensemble des attachés économiques et politiques des ambassades accrédités à Alger au siège de l'ambassade de l'Union européenne sur l'impact du cours des hydrocarbures sur l'économie algérienne et les relations Algérie/Europe).

1.- Quels sont les principaux déterminants du cours du pétrole ? Premièrement, outre la demande, le cours du pétrole est déterminé par les facteurs géopolitiques qui exercent une pression à la hausse au niveau du marché et la croissance de l'économie mondiale, notamment de la Chine et de l'Inde, croissance incertaine en fonction de la maîtrise de l'actuelle épidémie. Pour le gaz et le pétrole, le marché naturel de l'Algérie est l'Europe, étant impossible d'avoir des prix concurrentiels en Asie (coût de transport exorbitant devant contourner toute la corniche de l'Afrique avec la forte concurrence de pays proches de cette zone dont le Qatar, l'Iran, l'Irak récemment, la Russie a accru sa production et ouvert de nouveaux gisements en Sibérie avec le gazoduc Sibérie-Chine, témoignant d'une stratégie agressive qui d'ailleurs est le pays le plus concurrent dans le domaine du gaz pour l'Algérie dans l'approvisionnement en Europe.

Deuxièmement, du côté de l'offre, nous assistons à une hausse plus rapide que prévu de la production de pétrole (non conventionnel) des USA qui bouleverse toute la carte énergétique mondiale. Selon The Telegraph, les Etats-Unis devraient pénétrer fortement le marché mondial avec des quantités sans précédent de gaz naturel liquéfié (GNL). Troisièmement, la position de l'OPEP qui a adopté la prudence par une augmentation progressive de sa production. L'Arabie Saoudite avec la Russie et les USA, les trois plus grands producteurs mondiaux, est le seul pays producteur au monde actuellement qui est en mesure de peser sur l'offre mondiale, et donc sur les prix, tout dépend d'une entente entre les USA et l'Arabie Saoudite pour déterminer le prix plancher, encore que cette entente pourrait se déplacer dans un proche avenir avec une entente avec l'Iran.

Quatrièmement, la stratégie expansionniste russe dont le géant Gazprom, pour le gaz (45.000 milliards de mètres cubes gazeux de réserve) à travers le North Stream 1 et 2 (ce dernier en négociation) et le South Stream d'une capacité prévue de plus de 150 milliards de mètres cubes gazeux pour les trois canalisations pour approvisionner l'Europe, sans compter les nouvelles canalisations vers l'Asie. La Russie a besoin de financement, les tensions en Ukraine n'ayant en rien influé sur ses exportations en Europe où sa part de marché a été de 30%. Cinquièmement, du retour sur le marché de la Libye pouvant aller facilement vers 2 millions de barils/jour, de l'Irak avec 3,7 millions de barils jour (réservoir mondial à un coût de production inférieur à 20% par rapport à ses concurrents) pouvant aller vers plus de 8 millions/jour. Et surtout l'Iran si les accords récents se concrétisent ayant des réserves de 160 milliards de barils de pétrole lui permettant facilement d'exporter entre 4/5 millions de barils/jour. Sixièmement, les nouvelles découvertes dans le monde notamment en offshore en Méditerranée orientale (20.000 milliards de mètres cubes gazeux expliquant en partie les tensions au niveau de cette région) et en Afrique dont le Mozambique qui pourrait être le troi-

sième réservoir d'or noir en Afrique et n'oublions pas l'important gisement en production du Kazakhstan. Septièmement, la transition énergétique où d'ici 2030-2035, les investissements prévus dans le cadre de la transition énergétique USA/Europe/Chine/Inde devraient dépasser les 4.000 milliards de dollars où les grosses compagnies devraient réorienter leurs investissements. Avec la nouvelle administration américaine, le retour aux accords de Paris COP21 sur le réchauffement climatique. Bien que le nouveau président dise ne pas vouloir interdire le développement du pétrole/gaz de schiste dont les USA sont le premier producteur mondial, s'engageant avec les nouvelles techniques à améliorer les effets de la fracturation hydraulique, le programme de Joe Biden prévoit 2.000 milliards de dollars sur les 20/30 prochaines années. La Commission européenne a fixé une trajectoire indicative pour la période 2021-2030, avec des points de référence, devant mobiliser au moins 1.000 milliards d'euros d'investissements durables. La Chine prévoit d'investir massivement dans les énergies renouvelables: pays leader, elle prévoit d'investir d'ici 2030 entre 375/400 milliards de dollars et l'Inde près de 190 milliards de dollars. Les USA/Europe représentent actuellement plus de 40% du PIB mondial pour une population inférieure à un milliard d'habitants. Et si les Chinois, les Indiens et les Africains avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe, il faudrait cinq fois la planète actuelle. Septièmement, l'évolution des cotations du dollar et l'euro, toute hausse du dollar, bien que n'existant pas de corrélation linéaire, pouvant entraîner une baisse du prix du baril, ainsi que les stocks américains et souvent oubliés les stocks chinois.

2.-En ce mois de janvier 2022, les déterminants du cours du pétrole et du gaz (33% des recettes de Sonatrach, environ 35% GNL et 65% GN par canalisation) influent sur les équilibres macro-économiques et macro-sociaux de l'Algérie, y compris sa place dans les relations internationales. Les réserves en gaz naturel sont estimées entre 2.200 et 2.500 milliards de mètres cubes gazeux et environ 10 milliards de barils pour le pétrole (source APS 2020). Mais attention, le niveau des réserves se calcule en référence au coût et au vecteur prix international pouvant découvrir des milliers de gisements mais non rentables. Il s'agit de ne pas renouveler les erreurs du passé (voir notre interview au quotidien gouvernemental Horizondz du 24/01/2022), les axes stratégiques fondamentaux étant la transition énergétique et numérique (voir Le Quotidien d'Oran : la cybercriminalité, un danger pour la sécurité nationale). Pour l'année 2021, l'Algérie a peu profité des hausses de prix puisque il y a eu une chute en volume de près de 20/25% entre 2008/2021 et pour le gaz étant lié à des contrats à moyen et long terme, la révision éventuelle de certaines clauses des contrats demandant du temps. Selon le rapport de l'Opep, les exportations se situent à environ 500.000 barils/j pour le pétrole et pour le gaz les exportations environ 43/44 pour 2021.

La forte consommation intérieure, selon le ministère de l'Energie, risque de dépasser les 80% des exportations actuelles à l'horizon 2030, représentant pour certains produits énergétiques en 2021 plus de 50% des exportations. Cela rend urgent la publication des décrets d'application de la loi des hydrocarbures, ayant assisté à un net recul des IDE entre 2018/202, le ministère de l'Energie et des mines ayant signé surtout des lettres d'intention qui n'engagent nullement l'investisseur, expliquant que les promesses de bon nombre de projets n'ont pas encore été réali-

sées. Articulée autour de réformes institutionnelles, la relance économique en 2022 passe par une nouvelle stratégie articulée autour d'une autre organisation institutionnelle, loin de l'esprit rentier de distribution de portefeuilles ministériels, qui souvent se télescopent rendant incohérentes les actions alors que les objectifs sont complémentaires : un grand ministère d'Etat ou un Haut-commissariat à la planification stratégique sous l'autorité du président de la République, une unification des institutions de contrôle indépendantes, les organes sous l'égide de l'exécutif étant juge et partie, ne pouvant être impartiaux comme en témoignent les nombreux scandales d'anciens responsables au plus haut niveau de l'Etat, un grand ministère de l'Energie avec trois secrétaires d'Etat techniques, les énergies traditionnelles, les énergies renouvelables et l'environnement étant irrationnel l'existence de trois ministères, regrouper l'industrie, les PME/PME, Mines, et les Start-up, un grand ministère de l'Economie regroupant le commerce et les finances et au niveau local six à sept grands pôles économiques régionaux autour d'espaces relativement homogènes pour attirer les investisseurs. Car, cette hausse actuelle de court terme est bénéfique pour le pays, atténuant les tensions financières devant être utilisée à bon escient afin de diversifier l'économie nationale. Malgré d'importantes entrées en devises, entre 2000/2020, plus de 1.100 milliards de dollars pour une importation en devises d'environ 1.055 milliards de dollars sans compter les dépenses en dinars, les assainissements des entreprises publiques selon le Premier ministre ayant coûté au Trésor durant les trente dernières années environ 250 milliards de dollars et les différentes réévaluations durant seulement les dix dernières années plus de 65 milliards de dollars, l'Algérie reste une économie rentière.

Les recettes des hydrocarbures déterminent le niveau des réserves de change et comme dans tous les rentiers à plus de 70%, la cotation de la monnaie nationale. Les réserves de change sont passées de 194 milliards de dollars en janvier 2014 à 62 fin 2020 et 44 fin 2021 malgré toutes les restrictions ayant eu un impact inflationniste avec la dévaluation du dinar et le gel de bon nombre de projets dénoncé par le président de la République qui, avec de nouveaux projets, auraient donné un niveau de réserves de change plus bas, 90% des entreprises publiques et privées fonctionnant avec de la matière première importée. Car il faut toujours raisonner en dynamique, des projets à valeur ajoutée concurrentiels permettent à terme des économies et entrées de devises qui contrebalancent les sorties de devises à court terme, tout en créant de nombreux emplois productifs. Ainsi, le cours du dinar le 24 janvier 2022 est de 139,849 dinars un dollar et 158,421 dinars un euro avec un écart de plus de 50% sur le marché parallèle.

Selon les prévisions de l'exécutif, après une dévaluation de près de 88% entre 2010 fin 2021, (en 2010 74,31 dinars un dollar), le taux de change du dinar sera de 149,3 DA pour un dollar en 2022, de 156,8 DA/dollar en 2023 et 164,6 DA/dollar en 2024, soit une dévaluation entre 2022 et 2024 encore de 5,12%. Le risque de cette instabilité monétaire est de décourager tout investisseur en amplifiant la sphère informelle dont la masse monétaire hors banque selon la Banque d'Algérie dépasse les 6.100 milliards de dinars fin 2020, le président de la République ayant donné, en mars 2021, une fourchette entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars. Selon le rapport du FMI de fin décembre 2021, les exportations ont atteint en 2021 les 37,1 milliards (32,6 pour les hydrocarbures et environ 4 milliards hors hydrocarbures) dont près

de 2,5 milliards de dollars de dérivés d'hydrocarbures en prenant les estimations récentes du bilan de Sonatrach pour 2021 dont les recettes globales y compris les dérivés sont estimés à 34,5 milliards de dollars. Donc, il reste aux autres rubriques environ 1,5 milliard de dollars et si l'on tient compte des exportations de produits semi-finis à faible valeur ajoutée moins de 1 milliard de dollars pour les exportations hors hydrocarbures à fortes valeurs ajoutées et concurrentielles. Par ailleurs, globalement, pour avoir la balance devises nettes pour l'Algérie, il faudra soustraire les matières premières importées en devises et les exonérations fiscales. Ce dérapage du dinar permet d'atténuer le montant de ce déficit budgétaire car si on avait un dollar pour 100 dinars, le déficit budgétaire serait pour fin 2022 supérieur à 42 milliards de dollars. Malgré ces dépenses, la croissance a été dérisoire en moyenne annuelle de 2/3% entre 2000/2019, alors qu'elle aurait dû dépasser 9/10%, espérant 3,3% pour 2021 après une croissance négative de 6% selon la Banque mondiale et 4,9 négatif selon le FMI en 2020. Mais un taux de croissance se calcule par rapport à la période précédente; ainsi, 3% rapportés à un taux faible donnent cumulé par rapport à la période précédente, inférieur à la pression démographique, plus de 45 millions d'habitants au 1er janvier 2022, où il faut pour réduire les tensions sociales créer 350.000/400.000 emplois productifs par an qui s'ajoutent au taux de chômage qui selon le FMI, en 2021 serait de 14,1% et 14,7% en 2022 incluant les sureffectifs des administrations, entreprises publiques et l'emploi dans la sphère informelle entre 6.000 et 10.000 milliards de dinars, soit entre 44 et 73 milliards de dollars. Pour éviter des remous sociaux, la loi de finances 2022 prévoit près de 20% du budget de l'Etat, pour les subventions, dossier très complexe que le gouvernement a décidé de revoir, mais sans maîtrise du système d'information et la quantification de la sphère informelle, la réforme risque d'avoir des effets pervers.

En résumé, un langage de vérité s'impose sur la situation socioéconomique actuelle, devant éviter, comme par le passé, la fuite en avant. Lors d'une conférence devant le gouvernement en novembre 2014, j'avais attiré l'attention qu'il s'agissait pour comprendre les déterminants du cours du pétrole de raisonner sur le moyen et long terme afin d'éviter d'induire en erreur les hautes autorités du pays. Certains experts, lors de cette conférence, avaient prédit un cours de plus de 100 dollars entre 2015/2019, erreur d'appréciation et de prévision que certains veulent reconduire en 2022, qui a conduit le pays à l'impasse que nous connaissons depuis. Dans le domaine énergétique et informationnel, le monde devrait connaître entre 2022/2025/ 2030/2040, un profond bouleversement et donc du pouvoir économique mondial, le numérique et l'énergie étant au cœur de la sécurité des Nations (interviews- Pr A. Mebtoul AfricaPresse Paris, American Herald Tribune et Afrik Economy 2019//2020). Aussi, les changements économiques survenus depuis quelques années ainsi que ceux qui sont appelés à se produire dans un proche avenir, doivent nécessairement trouver leur traduction dans des changements d'ordre systémique destinés à les prendre en charge et à organiser leur insertion dans un ordre social qui est lui-même en devenir.

* Professeur des universités
Expert international
(Directeur d'études ministère Energie
Sonatrach 1974-1979-1990-1995- 2000-
2007-2013/2015-membre de plusieurs
organisations internationales)

Stratégie de la BCE et la Fed pour dominer le monde

Menace sur la stabilité de la zone euro, selon les Banquiers centraux France/Allemagne

Par Medjdoub Hamed*

1ère partie

En France comme en Allemagne, certains peuvent avoir le sentiment d'une absence notable de solidarité européenne sur ces deux points. D'autres vont même jusqu'à remettre fondamentalement en question le projet européen, et les tendances nationalistes s'exacerbent dans plusieurs États membres. Pourtant, en tant qu'Européens engagés, nous considérons tous deux que l'avenir de l'Europe ne peut se bâtir sur une renationalisation, mais qu'il passe, au contraire, par un renforcement de ses fondations. Les Européens partagent des valeurs fortes, un modèle social équitable et une monnaie solide. Nous devons nous appuyer sur ces atouts.»

Tout en précisant que la politique monétaire menée par la BCE qui a apporté un grand soutien à l'économie de la zone euro, elle ne peut à elle seule générer une croissance économique durable. Pour apporter une solution à la crise de la dette souveraine en Europe, les Banquiers centraux préconisent : «Pour mener à bien le renforcement de la prospérité et de la stabilité dans la zone euro, il convient d'ériger trois piliers économiques : des programmes de réformes structurelles nationales menées avec détermination, une Union de financement et d'investissement et une meilleure gouvernance économique.

Des programmes de réformes structurelles nationales menés avec détermination sont essentiels pour renforcer la croissance et l'emploi. Commençons par la France. Le fonctionnement du marché du travail doit manifestement être amélioré et il convient de traiter la question de la dualité entre les contrats à durée déterminée et les contrats à durée indéterminée ; au-delà du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), il faut encore réduire le coût des emplois non qualifiés ; le système d'éducation et de formation doit être réorganisé afin de créer des voies d'accès à l'emploi pour les jeunes, et à cet égard, la promotion de l'apprentissage pourrait constituer la meilleure voie à suivre. Sur les marchés des biens et des services, la concurrence doit être renforcée en supprimant les barrières à l'entrée et à la sortie, notamment dans le secteur des services. S'agissant de la dette publique, il convient de poursuivre les efforts engagés afin d'atteindre des niveaux plus soutenables. À cette fin, la discipline budgétaire doit être renforcée au moyen d'une gestion plus rigoureuse des dépenses.

En dépit de sa situation économique plus favorable, l'Allemagne doit, elle aussi, poursuivre sur la voie de la réforme : les évolutions démographiques devraient entraîner une diminution de la population active - et l'afflux de réfugiés que l'on observe actuellement ne changera pas la donne de manière significative. Il en résultera un ralentissement de la croissance à long terme. Deux leviers principaux permettent d'agir sur ce fardeau démographique : relever l'âge du départ à la retraite pour être en phase avec l'augmentation de l'espérance de vie ; accroître le taux d'activité, notamment en encourageant davantage de femmes à rejoindre la population active.» (1)

Les Banquiers centraux donnent des précisions sur la jeunesse et leur intégration dans le marché de l'emploi, ainsi que sur les migrants. «Les infrastructures d'accueil et d'éducation des enfants doivent être améliorées et développées. Le régime fiscal et de redistribution allemand peut être modifié de manière à accroître les incitations à la recherche d'un emploi rémunéré. Des mesures décisives de politique économique doivent être prises afin d'apporter aux réfugiés qui resteront dans le pays les connaissances linguistiques et les compétences professionnelles nécessaires pour réussir sur le marché du travail. Et les obstacles à l'augmentation de la productivité pourraient être supprimés en réduisant les barrières à l'entrée sur le marché, par exemple, par la libéralisation et la déréglementation des professions libérales ou par l'élimination des freins à la création d'entreprise.

Outre les réformes structurelles à l'échelle nationale, des mesures de renforcement de la croissance sont nécessaires au niveau européen.»

Pour ce faire, Jens Weidmann et François Villeroy annoncent, pour renforcer la zone euro,

Dans un rapport de la Banque de France, «L'Europe à la croisée des chemins» (1), Jens Weidmann, président de la Deutsche Bundesbank, et François Villeroy, gouverneur de la Banque de France, ont analysé, aujourd'hui, la situation de l'Europe. «Aujourd'hui, disent-ils, l'Europe se trouve à la croisée des chemins.» Ce qu'on retient : 1. «La crise de la dette n'est pas complètement terminée et, dans de nombreux États membres, le chômage demeure élevé.» 2. «La montée du terrorisme.» 3. «L'afflux massif de réfugiés. Ce sont des questions qui ne pourront rester sans réponse.

la mise en œuvre d'un programme ambitieux qui doit s'appuyer sur une «Union de financement et d'investissement». I.e. le deuxième pilier économique.

«En effet, l'un des principaux défis que doit relever la zone euro concerne le paradoxe d'une épargne abondante qui n'est pas suffisamment mobilisée au bénéfice de l'investissement productif. L'Europe peut mieux faire pour rapprocher les deux, et l'émission d'actions semble être l'évolution la plus prometteuse en ce sens. Chacun sait que le financement des entreprises par émission d'actions est deux fois moins important en Europe qu'aux États-Unis et le financement par endettement deux fois plus élevé. Cela est regrettable car le financement par émission d'actions est le meilleur moyen de partager les risques et les opportunités, et aussi de soutenir l'innovation. Par exemple, le marché boursier américain, qui présente une forte intégration, est capable d'amortir 40% environ d'un choc économique spécifique à un État, les bénéfices et les pertes des entreprises étant distribués à leurs propriétaires sur l'ensemble du territoire américain. Dans la zone euro, cette forme de partage des risques est pratiquement inexistant. En se rapprochant des niveaux américains, la zone euro deviendrait une union monétaire beaucoup plus résistante. Le projet de la Commission européenne de créer une Union des marchés de capitaux apporte des réponses à certains de ces problèmes. Prises individuellement, des initiatives telles que l'Union des marchés de capitaux, le plan Juncker pour l'investissement et l'achèvement de l'Union bancaire - une fois les conditions préalables réunies - ne seraient pas vraiment marquantes, alors que sous une forme plus rationalisée et rebaptisée «Union de financement et d'investissement», elles seront collectivement capables de mieux canaliser l'épargne vers des investissements productifs en Europe.» (1)

Pour le troisième pilier, c'est-à-dire la gouvernance de la zone euro, Jens Weidmann et François Villeroy posent la problématique de la croissance dans la zone euro : «Enfin, s'agissant des politiques budgétaire et économique, l'asymétrie actuelle entre souveraineté nationale et solidarité commune constitue une menace pour la stabilité de notre union monétaire. Malheureusement, le cadre de coordination qui avait été mis en place comme garde-fou n'a pas permis d'éviter la détérioration des finances publiques et l'accumulation de déséquilibres économiques, comme l'a notamment montré la crise grecque. Nous nous trouvons clairement à la croisée des chemins et la question à laquelle nous devons répondre à présent est la suivante : comment sortir de cette situation sous-optimale ?» (1)

On doit comprendre que c'est la gouvernance économique dans la zone euro qui pose problème. Et que, sans le règlement de cette question, les deux piliers économiques préconisés, à savoir les programmes de réformes structurelles nationales, une Union de financement et d'investissement et une meilleure gouvernance économique, ne seraient que des vœux pieux. Et c'est d'ailleurs une mise en garde que Jens Weidmann et François Villeroy adressent à tous les décideurs européens, et qui, en tant que Banquiers centraux, savent ce qui pourrait ressortir de la situation future de l'économie européenne. En s'interrogeant : «Que faire pour sortir de cette situation sous-optimale ?», et en énonçant qu'«une asymétrie est une menace pour la stabilité de notre union monétaire», on remarque néanmoins un paradoxe euphémique qui ne calque pas avec la réalité de la zone euro.

Les propositions des Banquiers centraux pour sortir l'économie de la zone euro de la crise : «Une plus grande intégration semble être la solution la plus simple pour restaurer la confiance dans la zone euro, car elle favoriserait des stratégies communes en matière de finances publiques et de réformes et par là, la croissance. Pour cela, il faudrait clairement que les États membres de la zone euro consentent à un partage

de la souveraineté et des pouvoirs au niveau européen, ce qui exigerait alors une plus grande responsabilité démocratique. Dans ce nouveau cadre, la zone euro reposerait sur une base institutionnelle plus solide, qui devrait se fonder sur l'idée centrale de l'intégration monétaire européenne, selon laquelle l'UEM apporte stabilité et croissance. Il appartient aux hommes politiques de concevoir le nouveau cadre mais ils pourraient partir, par exemple, des éléments suivants : une administration européenne efficace et moins fragmentée pour construire un Trésor commun à la zone euro, conjointement avec un conseil budgétaire indépendant ; et un organe politique plus fort pour prendre les décisions politiques, sous contrôle parlementaire. Ces nouvelles institutions permettraient de rétablir l'équilibre entre responsabilité et contrôle.» (1)

Prenant en compte la situation sociopolitique réelle de la zone euro, les deux Banquiers centraux considèrent «Toutefois, si les gouvernements et les Parlements de la zone euro reculaient devant la dimension politique d'une véritable union, il ne resterait comme option envisageable qu'une approche décentralisée fondée sur la responsabilité individuelle et des règles encore plus fortes. Dans ce scénario, les règles budgétaires, qui ont déjà été renforcées notamment par le biais du pacte budgétaire et du Semestre européen, devraient être complétées. Dans un tel régime de responsabilité individuelle accrue, il faudrait aussi nous assurer que le risque, y compris celui lié aux expositions souveraines, est dûment pris en compte par tous les acteurs, ne fût-ce que pour réduire la vulnérabilité des banques en cas de perturbations affectant la dette souveraine. De plus, il serait nécessaire d'examiner comment mieux associer les investisseurs privés dans les plans de sauvetage du MES et comment concevoir un processus de restructuration des dettes souveraines qui ne mette pas en péril la stabilité financière de la zone euro dans son ensemble. Aller dans cette direction permettrait de conserver la souveraineté nationale au sein de la zone euro, avec un niveau de solidarité proportionnellement réduit. Mais cela constituerait l'autre option vers le rééquilibrage entre responsabilité et contrôle.» (1)

On doit comprendre, à travers cette conclusion, que s'il n'est pas possible de créer un gouvernement central pour l'Europe, c'est-à-dire un Etat supranational, sur le modèle des États-Unis, il faudrait alors une «approche décentralisée fondée sur la responsabilité accrue et des règles encore plus fortes» avec pour conséquence, un niveau de solidarité proportionnellement réduit. Que peut-on répondre aux trois piliers économiques, à savoir des programmes de réformes structurelles nationales menées avec détermination, une Union de financement et d'investissement et une meilleure gouvernance économique.

Tout d'abord, qu'en est-il d'une meilleure gouvernance économique dans la zone euro. Prenons la structure politique, économique et historique de l'Europe et comparons-la à celle des États-Unis. Un point essentiel les différencie. Lorsque les États-Unis se sont unis en une république constitutionnelle fédérale, ils étaient d'abord en cours de naissance. Les États-Unis, à l'époque, n'existaient pas. Un continent découvert à la fin du XVe siècle, au sein duquel des colonies européennes ont été fondées progressivement, à partir du XVIIe siècle. Ce n'est qu'à la veille du XVIIIe siècle, après l'indépendance que les 13 colonies britanniques unies, qu'elles se sont donné des institutions fédérales. La déclaration d'indépendance des États-Unis a eu lieu le 4 juillet 1776. Donc une jeune nation qui s'est construite dès le départ en un Etat fédéral.

Ce n'est pas le cas pour l'Europe, le Vieux Continent, qui reste une mosaïque de vieilles nations qui ont toute une longue histoire. Les langues, les systèmes économiques, les nationalismes fortement imprégnés font que ces dif-

férences ne pourront permettre à ces nations d'abandonner leur souveraineté politique, du moins à court terme. Surtout que la situation des pays économiquement faibles ne suit pas la situation des pays économiquement forts. Et la monnaie unique, l'euro, censée apporter une plus grande cohésion politique et économique au sein de la zone euro, a, au contraire, créé des clivages entre les pays dits vertueux, à faibles déficits, et les pays non vertueux, à forts déficits. Le recul dans l'abandon de leur souveraineté au profit d'une instance supranationale ne peut être que conséquent à cette situation, donc tout à fait naturel. Il est évident que la structure des États-Unis ne peut s'adapter à l'Europe. On peut même dire que les quatre puissances de la zone euro, notamment l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne ne veulent pas d'une Europe fédérale, car celle-ci mettrait fin à leur hégémonie. Un Portugais, un Polonais, ou un Grec, pourrait alors, à l'image de ce qu'était Barack Obama aux États-Unis, supplanter les ténors politiques européens comme furent Angela Merkel, François Hollande, Theresa May, en leur temps, qui occupaient la scène européenne et mondiale. Et encore aujourd'hui avec de nouveaux ténors. Avec une Europe fédérale, ce serait alors un nouveau staff élu démocratiquement dans une Europe devenue les «États-Unis d'Europe», si ceux-ci venaient à exister. Mais alors que proposent Jens Weidmann et François Villeroy pour pallier à ce refus d'abandon de souveraineté ? Sinon à exhorter les pays du Sud à poursuivre les «réformes structurelles» qui complètent la politique monétaire de la BCE. Mais nous ne pouvons oublier le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), qui a été adopté au Conseil européen d'Amsterdam, en 1997. Un ensemble d'engagements économiques que les États de la zone euro doivent respecter vis-à-vis de leurs partenaires. Par ce pacte, les pays de la zone euro doivent coordonner leurs politiques budgétaires afin d'éviter l'apparition des déficits publics. Et ce pacte a subi plusieurs révisions, en 2005, 2011...

Mais la réalité est là, le PSC n'a pas bien fonctionné. Les purges budgétaires n'ont pas donné les résultats escomptés. Des sacrifices considérables ont été consentis par les pays d'Europe, y compris les pays du Nord. Baisse des salaires, de la couverture sociale, inquiétude croissante sur la déflation, endettement élevé, fort taux de chômage. Ce qui nous fait dire que les «réformes structurelles» ou, en clair, les «politiques d'austérité» qu'ils préconisaient étaient difficiles pour les peuples. L'économie non seulement européenne, mais mondiale, est arrivée à la croisée des chemins. Surtout avec l'irruption de la pandémie du coronavirus.

Quand ils tirent la sonnette d'alarme, Jens Weidmann et François Villeroy, énonçant que «l'asymétrie actuelle entre souveraineté nationale et solidarité commune constitue une menace pour la stabilité de notre union monétaire», les deux Banquiers centraux ont entièrement raison. Parce que la BCE ne pourra pas pratiquer indéfiniment les «politiques monétaires non conventionnelles» (quantitative easing ou QE), pour apporter un soutien à l'économie de la zone Euro. Et leur insistance à pousser les pays du Sud de l'Eurozone à plus de rigueur dans leurs dépenses budgétaires qui, en fin de compte, n'apporte pas de croissance ?

Comprenons d'abord ce qu'est le processus des QE, sur le plan économique, financier et monétaire, en Europe. Prenons, par exemple, la «période mars 2015-mars 2017». Rappelons que la Banque centrale européenne (BCE) a pris la décision, le 10 mars 2016, de porter de 60 à 80 milliards d'euros le montant de ses achats mensuels sur les marchés financiers, destinés à injecter des liquidités dans le système financier et à faire baisser les taux de crédit. (2)

Suite en page 8

*Auteur et Chercheur indépendant en Economie mondiale, Relations internationales et Prospective - www.sens-du-monde.com

Stratégie de la BCE et la Fed pour dominer le monde

Menace sur la stabilité de la zone euro, selon les Banquiers centraux France/Allemagne

Suite de la page 7

Ces montants injectés mensuellement serviront à soutenir financièrement les déficits et aussi les banques et entreprises privées, et ce faisant, à faire baisser les taux longs, i.e. les taux des obligations d'État et d'entreprises privées.

Ce vaste programme d'achat de dettes publiques et privées des différents États de la zone euro a démarré en mars 2015, la BCE injectait tous les mois 60 Mdeuros (milliards d'euros) dans l'économie. En décembre 2015, le programme d'actifs a été étendu jusqu'en mars 2017 (au lieu de septembre 2016 initialement). Si on fait le décompte global des injections de mars 2015 à mars 2017, la BCE a injecté d'abord, à raison de 60 Mdeuros par mois, entre mars 2015 et février 2016, une première tranche de 720 Mdeuros et, à raison de 80 Mdeuros par mois, de mars 2016 à mars 2017, une deuxième tranche de 1040 Mdeuros. A la fin du quantitative easing, la BCE a injecté le montant de 1760 Mdeuros.

Prenons le montant des deux tranches qui ont été déjà injectées dans l'économie de la zone euro, durant la période de deux ans, soit 1760 Md euros. Que signifie-il sur le plan financier ? Que les capitaux injectés ont été répartis entre les actionnaires de la BCE, selon leurs parts respectives dans l'Eurozone. Le capital de la Banque centrale européenne n'est en fait que le regroupement des avoirs que les États européens-membres ont souscrit en or et en réserves de change (dollar, yen...) dans l'institution monétaire centrale de la zone euro. D'autre part, les liquidités injectées par la BCE, au travers des QE qui sont à proprement parler émis ex nihilo (planche à billets), et donc « créées » par la BCE, ont servi à acheter de la dette publique des États-membres directement sur le marché primaire ou sur le marché secondaire. Ces deux marchés constituent le marché financier de la zone euro.

Sur le marché primaire, la Banque centrale achète directement les titres publics émis par les Trésors publics des 19 pays de la zone euro. Ce qui n'est en soi qu'une « monétisation de la dette publique ». Des liquidités qui permettent aux États-membres de financer leurs déficits publics. Ne perdons pas de vue le processus de la politique monétaire non conventionnelle où QE n'est possible pour la BCE que parce qu'elle détient un « droit de seigneurage » sur le monde parce que l'euro est la deuxième monnaie mondiale. Certes moindre que le « droit de seigneurage » que détient la Banque centrale américaine, le dollar US étant la première monnaie mondiale.

Le dollar est la première monnaie du monde, utilisée internationalement. Elle compte pour au moins 60% des réserves de change mondiales ; c'est la première monnaie de compte dans les échanges commerciaux dans le monde ; c'est la monnaie de facturation de presque l'ensemble des transactions pétrolières opérées par les pays du cartel pétrolier OPEP. Quant à l'euro, ce n'est pas une monnaie de facturation des exportations pétrolières. Son utilisation en tant que monnaie de compte internationale est limitée. Cependant l'euro compte pour environ 20% dans les réserves de change internationales dans le monde, ce qui en fait la deuxième monnaie mondiale.

On comprend dès lors la facilité pour la BCE d'émettre massivement des liquidités internationales servant à financer les dettes publiques et privées de la zone euro. Financement qui se fait normalement en concertation avec la Réserve fédérale américaine. Cette concertation monétaire entre les deux plus grandes Banques centrale du monde n'est pas seulement nécessaire, elle est vitale pour les États-Unis et l'Europe, et pour l'économie mondiale. L'objectif des deux Banques centrales est d'assurer la stabilité financière et monétaire entre l'Europe et les États-Unis, mais aussi pour les pays du reste du monde qui utilisent les deux monnaies mondiales dans leur commerce extérieur. Et le plus important est d'éviter des fluctuations erratiques des taux de change euro/dollar, ce qui constitue une crainte majeure pour les autorités monétaires des pays du reste du monde.

Sur le marché secondaire, la BCE procède à des achats de dettes publiques mais aussi des dettes privées, émises par les grandes entreprises européennes y compris les créances hypothécaires immobilières. Ce pouvoir d'émission monétaire par la BCE est un « formidable effet de levier » qui assure un soutien

à l'économie européenne basé sur un « endettement sur soi ». Un effet de levier que n'ont que les pays émetteurs de monnaies internationales, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, bien sûr la zone euro, mais aussi, depuis 2016, la Chine.

Un point très important concernant les quantitative easing qui s'opère sur le marché secondaire est le rachat des « dettes extérieures » de la zone euro. En effet, prenant un simple exemple de deux pays, la France et l'Allemagne, et cet exemple est valable pour tous les pays de la zone euro. Les titres publics (bons de Trésor de 3 ans, 10 ans...) donc des dettes souveraines émises et vendues par les Trésors publics français et allemand sur le marché primaire aux seules banques commerciales accréditées européennes ou américaines. Ces banques sont appelées SVT (Spécialistes en Valeurs du Trésor), dont pour l'Agence France Trésor, BNP Paribas, HSBC, J. P. Morgan, Crédit agricole, Société Générale, Citigroup, Deutsch Bank...

Ces banques SVT les revendent, à leur tour, à leurs nationaux (banques commerciales non accréditées, assurances, fonds de pensions ou simples porteurs particuliers) et aux non-résidents qui sont des étrangers. Précisément, le quantitative easing permet de racheter les passifs des titres souverains auprès des banques commerciales occidentales accréditées dont les actifs sont détenus par des pays étrangers (Chine, Russie, Brésil, Arabie saoudite, pays monarchiques arabes...), bien sûr aussi par les pays d'Europe, le Royaume-Uni..., et le Japon.

Ce qui est intéressant pour la BCE est de choisir pour les achats de dettes publiques non pas les résidents mais les non-résidents, et donc racheter de la dette extérieure, ce qui passe par les passifs des titres, puisque les actifs sont détenus par la Chine, la Russie, les riches monarchies arabes du Golfe persique... Les liquidités injectées remises aux banques SVT en échange des passifs sont « stérilisées » et « bloquées » dans les comptes que ces banques détiennent auprès de leurs Banques centrales respectives. Elles serviront à rembourser au fur et à mesure les pays étrangers en échange des actifs de dettes publiques détenues. Et ceci s'opère lorsque, pour différentes raisons, ces pays auront besoin de liquidités. Généralement, lorsque les titres viennent à maturité, ou lorsque les pays étrangers, enregistrant des déficits commerciaux, se trouvent obligés de recourir aux réserves de change qui sont pour la plupart placés en bons de Trésor américain, européen, japonais. Ainsi tout remboursement d'actifs de la dette souveraine européenne à un pays étranger fait mécaniquement baisser la dette extérieure de la zone euro.

Bien entendu les pays qui profitent de cette politique monétaire non conventionnelle sont les pays qui détiennent les plus grandes parts du capital de la BCE. Si on prend la répartition du capital de la BCE, arrêtée en janvier 2011, l'Allemagne et la France détiennent respectivement 27,06 % et 20,32 %. Ils ont par conséquent reçu de la BCE, sur les 1760 Mdeuros, et pour ne prendre que la période depuis le lancement du QE en mars 2015 jusqu'à mars 2017, respectivement les montants de 476,256 Mds euros et 357,632 Mdeuros.

Si on prend les parts de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le capital de la BCE qui sont respectivement 17,86 %, 11,6 %, 2,8 % et 2,5 %, ont reçu respectivement pour la même période (2 ans), 314,336 Mdeuros, 204,16 Mdeuros, 49,28 Mdeuros et 44 Mdeuros. Par l'importance des montants injectés, on constate que les quantitative easing donnent un « formidable » pouvoir à la BCE pour influencer sur l'économie européenne et sur l'économie mondiale. On comprend aussi l'importance de l'Allemagne et de la France en zone euro, qui comptent presque pour 50% dans le capital de la BCE, et par conséquent, sont des prêteurs pour la zone euro, en particulier pour les pays de l'Europe du Sud.

Si, sur le plan interne de la zone euro, le quantitative easing permet de soutenir l'économie européenne, il demeure que, sur le plan externe, il rend aussi des services « paradoxalement et formidablement positifs ». En effet, sur le plan macroéconomique mondial, lorsque la BCE augmente en zone euro 1120 milliards d'euros, elle fait aussi augmenter les liquidités internationales dans le monde. Nonobstant les fluctuations des taux de change des grandes mon-

naies, le QE accorde inévitablement un pouvoir « formidable » d'achat supplémentaire à la zone euro sur le reste du monde.

Nous avons répété le terme « formidable » quatre fois, il est évident dit simplement par les mots, le terme risque d'être incompris. Aussi, pour lui donner plus de compréhension, plus de sens, et étayer que ce terme n'a pas été utilisé vainement, nous allons donner un « exemple concret » qui montre qu'effectivement la BCE comme la Fed ont un pouvoir de frappe unique au monde. Certes le Royaume-Uni, le Japon et la Chine disposent de ce pouvoir mais sans commune mesure avec les deux grandes et premières puissances mondiales à travers leurs Banques centrales, la Fed et la BCE. Etayons la démonstration par deux exemples, le premier porte sur un processus classique, conventionnel pour une situation normale sans rupture, le second sur un processus particulier, non conventionnel pour une situation normale mais avec risque de rupture.

1. SITUATION NORMALE SANS RISQUE DE RUPTURE: PROCESSUS CONVENTIONNEL

Postulons que les Trésors publics de la zone euro ont émis des titres de dettes publiques pour un montant de 100 milliards d'euros et les ont vendus, sur le marché primaire, aux banques occidentales SVT, agréées par les Trésors respectifs des États-membres de la zone euro. Ces banques sont comme on l'a dit plus haut des banques européennes, américaines ou autres et sont BNP Paribas, HSBC, J. P. Morgan, Citigroup, Deutsch Bank... Après les avoir achetés auprès des Trésors publics, ces banques les revendent, à leur tour, sur le marché secondaire, aux nationaux et aux pays étrangers.

Postulons que ces 100 Mdeuros ne concernent qu'une petite partie de la dette publique de la zone euro et vendue aux pays étrangers. Et qu'au final, après leur revente, les banques SVT ne détiennent plus que des « passifs » des dettes publiques, les actifs étant aux mains des pays étrangers (Chine, Russie, Arabie saoudite, Qatar, Brésil, Inde...). Ne prenons pas en compte les actifs de dette publique de la zone euro détenus par les résidents (nationaux) ni par les pays étrangers qui sont dans la sphère géopolitique occidentale (Japon, Royaume-Uni, Corée du Sud, Australie...).

Qu'en est-il des actifs détenus par la Chine, la Russie, les pays arabes exportateurs de pétrole... ? Ces pays qui ont acheté des titres de la dette publique de la zone euro, en bons de Trésor allemands, français, italiens, espagnols..., auprès des banques occidentales SVT, se sont dessaisis d'une partie de leurs avoirs (capitaux) issus de leurs réserves de change. Ces avoirs en devises internationales dont l'euro dans leurs réserves de change proviennent de leurs excédents commerciaux, et donc concrètement d'exportations de biens et services vers la zone euro. Ces capitaux remis aux banques SVT ont constitué aussi le remboursement de dettes publiques, pour le montant de 100 Mdeuros de titres que les banques SVT ont versé aux Trésors publics respectifs de la zone euro pour leur acquisition, sur le marché primaire ; ce qui a permis aux États de la zone euro de financer des dépenses publiques pour ce même montant.

Ces titres vendus, les banques SVT ne détiennent plus que des passifs de 100 Mdeuros d'actifs qu'elles doivent rembourser à leurs détenteurs étrangers lorsque ces titres viennent à maturité ou que ces pays, en besoin de liquidités, viennent leur demander d'être remboursés (en échange de ces actifs de dettes publiques).

Supposons que ce cas est arrivé et que les pays étrangers, pour financer leurs économies, ont présenté les titres de dettes publiques aux banques SVT, pour ce même montant. Dans la « procédure conventionnelle », les banques SVT les remboursent ; elles puisent dans leurs avoirs propres. Pour récupérer les fonds qu'elles ont versés, ces banques s'adressent aux Trésors respectifs de la zone euro ; si les titres viennent à échéance (maturité), les Trésors publics reprennent leurs titres qu'ils ont émis en échange de liquidités. Que peut-on dire sur ce processus conventionnel ?

Qu'il y a eu une « émission de titres-destruction de titres » dans les échanges financiers entre les trois parties (Trésors publics de la zone euro, les banques SVT et les créanciers étran-

gers) ; aucun maillon, qu'il s'agisse des Trésors publics de la zone euro, des banques SVT ou des États étrangers, n'a perdu dans ce processus d'achats et de ventes de dettes publiques de la zone euro ; on constate aussi qu'il n'y a pas eu d'augmentation de la masse monétaire – la base monétaire n'a pas augmenté –, ni d'intervention de la Banque de Frankfort, la BCE, dans le processus. Si les Banques centrales de la zone euro ont intervenu, elles l'ont fait pour d'autres cas ; étant des prêteurs en dernier ressort, elles prêtent des liquidités aux banques contre des gages en titres éligibles, qui sont en fait des opérations légales d'open market.

2. SITUATION NORMALE AVEC RISQUE DE RUPTURE: PROCESSUS NON CONVENTIONNEL

Prenons maintenant la situation en Occident depuis une quinzaine d'années au moins, plus précisément depuis la crise immobilière et financière de 2007-2008. Une situation qui s'est fortement dégradée sur le plan économique, avec des récessions pratiquement généralisées en 2008 et 2009. Elle a été extrêmement difficile pour les économies occidentales.

Et si les Banques centrales occidentales sont passées au « processus non conventionnel », en fait pour être plus juste, elles se sont trouvées « forcées » de le faire compte tenu de la conjoncture historique mondiale due à la reconfiguration du monde avec les nouvelles nations montantes, essentiellement la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil qui ont opéré une véritable métamorphose à leurs économies.

Postulons que la BCE a acheté pour 100 milliards d'euros de dettes publiques auprès des banques occidentales SVT. Rappelons-le, ces banques sont agréées par les Trésors respectifs des États-membres de la zone euro ; comme on l'a dit plus haut, elles peuvent être européennes, américaines ou autres comme BNP Paribas, HSBC, J. P. Morgan, Citigroup, Deutsch Bank... ; ces passifs sont adossés aux actifs détenus par les pays étrangers (Chine, Russie, Arabie saoudite, Qatar, Brésil, Inde... ; nous ne prenons pas en compte les actifs de dette publique de la zone euro détenus par les résidents (nationaux) ni par le Japon, le Royaume-Uni, la Corée du Sud, l'Australie... qui sont dans la sphère géopolitique occidentale.

Dans la politique monétaire non conventionnelle, « il faut tout d'abord se référer à la politique monétaire non conventionnelle qu'a menée la Banque centrale américaine ; sans ce préalable, on ne peut comprendre la politique monétaire non conventionnelle menée par la BCE ». La BCE est certes la deuxième Banque centrale dans le monde, mais elle reste « suiveuse » de la première Banque centrale du monde qu'est la Fed américaine.

Postulons que la Fed n'a pas pris en gage des titres de dette publique comme d'habitude, i.e. une politique monétaire conventionnelle, mais a « acheté » dans le cadre d'une politique monétaire non conventionnelle pour 200 milliards de dollars US (Md\$) de dettes publiques auprès des banques occidentales SVT.

Postulons que ces 200 Md\$ ne concernent qu'une petite partie de la dette publique américaine et donc que celle vendue par les banques occidentales SVT aux pays étrangers, sur le marché secondaire. Un point à souligner, le rachat de créances hypothécaires n'est pas compris dans ce montant. De plus, après leur revente, les banques SVT ne détiennent plus que des « passifs » de dettes publiques, les actifs étant aux mains des pays étrangers (Chine, Russie, Arabie saoudite, Qatar, Brésil, Inde...). Comme pour la BCE, nous ne prenons pas en compte les actifs de dette publique US détenus par les résidents américains ni par les pays étrangers qui sont dans la sphère géopolitique occidentale (Japon, Royaume-Uni, Corée du Sud, Australie...).

A suivre
Medjdoub Hamed

Notes :

1. Banque de France. Eurosystème. « L'Europe à la croisée des chemins ». 8 février 2015 https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/Article-conjoint-FVG-JW-20160208.pdf
2. « BCE : ce que la baisse des taux va changer », Le Figaro. 10 mars 2016. <http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/explicateur/2016/03/10/29004-20160310ART-FIG00183-la-bce-reduit-ses-taux-et-augmente-ses-rachats-d-actifs.php>

BLIDA

Covid-19: des mesures pour prendre en charge les malades

Des mesures exceptionnelles ont été prises à Blida, suite à la hausse des contaminations par le coronavirus parmi les personnels de la santé, pour assurer la prise en charge des cas suspects de Covid-19, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de wilaya de la santé. «Suite à l'enregistrement d'un taux de 50% d'infection par le coronavirus parmi les employés du secteur de la santé qui ont dû prendre un arrêt de travail, un plan d'action exceptionnel a été mis en place par nos services pour assurer la prise en charge des malades atteints par ce virus», a expliqué Ahmed El Djemai, directeur de la santé. Il a

cité parmi ces mesures exceptionnelles, la suspension des activités médicales à travers certaines salles de soins et le transfert de leurs staffs médicaux vers les polycliniques et les services hospitaliers accusant un déficit en raison du départ de leurs personnels en arrêt maladie suite à une infection par la Covid-19.

Ce même responsable a assuré qu'il n'existe aucun problème ou insuffisance concernant la disponibilité d'analyses en laboratoire pour les travailleurs du secteur, signalant que la wilaya dispose de deux laboratoires à cet effet, celui de l'hôpital des maladies infectieuses de Boufarik et le laboratoire de

l'établissement hospitalier spécialisé dans la greffe des organes et tissus du CHU Frantz Fanon. «A cela s'ajoute l'envoi de prélèvements vers le laboratoire Pasteur d'Alger», a-t-il fait savoir.

Au titre des mêmes mesures visant à assurer la prise en charge des malades atteints par la Covid-19, notamment les cas nécessitant une hospitalisation, M. El Djemai a fait part de la poursuite de l'opération d'ouverture de nouveaux services, avec une moyenne de 20 à 30 nouveaux lits par semaine. «Le secteur compte actuellement 520 lits, dont seul 79 sont inoccupés», a souligné le même responsable.

ALGER

Trafic de stupéfiants, un réseau démantelé



Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de Djenane Sfari (Alger) ont démantelé un réseau de trafic de stupéfiants composé de 7 individus et procédé à la saisie de

2.333 comprimés psychotropes et d'armes blanches, a indiqué, dimanche, un communiqué du groupement territorial de la GN d'Alger. «Dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupé-

fiant et sur la base d'informations fournies aux services de la Gendarmerie nationale (GN) de Djenane Sfari, ces derniers ont réussi à démanteler un réseau de trafic de drogues».

Vol de locaux commerciaux, 5 arrestations

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'une association de malfaiteurs composée de 5 individus, spécialisée dans le vol des locaux commerciaux, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). «Les services de la sûreté de wilaya d'Alger, représentée par la Brigade de la police judiciaire (BPJ) relevant de la circonscription administrative de Chéraga, ont traité une affaire de constitution d'une association de malfaiteurs dans

le but de préparer un vol avec effraction et utilisation d'un véhicule à moteur, et procédé à l'arrestation de cinq suspects, âgés entre 20 et 38 ans, issus de la wilaya d'Alger», a précisé la même source. «Sous la supervision du parquet territorialement compétent, l'affaire a été traitée suite à une plainte déposée par un citoyen, après le vol de son local commercial où des individus se sont accaparés d'une somme d'argent estimée à 50 millions de centimes», lit-on dans le communiqué. Au terme des investigations menées

sur le terrain et après exploitation des moyens techniques, d'autres cas de vol similaires ont été découverts, d'autant que les suspects utilisaient le même véhicule et le même procédé pour accéder et sortir des locaux commerciaux volés. L'opération s'est soldée par le recensement de six victimes de vol de leurs commerces où différentes sommes ont disparu. Après parachèvement des formalités légales, «les mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes».

MÉDÉA

Campagne de reboisement

Une opération de reboisement a été entamée sur des parcelles du massif forestier de la commune d'El-Haoudine», nord-est de Médéa, ravagé, l'été dernier, par de violents incendies ayant affecté plusieurs hectares, a-t-on appris dimanche auprès de la conservation locale des forêts. L'opération de reboisement concerne, dans une première étape, une superficie de trois hectares totalement détruite par les feux qui avaient touché des dizaines

d'hectares du massif forestier situé dans cette commune qui connaît de fréquents incendies durant la saison estivale, a-t-on indiqué. La mise en terre des nouveaux plants forestiers, destinés au repeuplement de ce massif, est menée conjointement avec l'association «Tarik El-Amel», dans le cadre d'un par-

tenariat entre la conservation des forêts et le mouvement associatif local, a expliqué la même source, précisant qu'une quinzaine d'associations, actives dans le domaine de l'environnement et la protection du milieu naturel, participent au programme de reboisement des sites affectés par des incendies.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 jourmada ethania 1443

El Fedjr 06h26	Dohr 13h01	Assar 15h46	Maghreb 18h09	Icha 19h31
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TIZI-OUZOU

Appel à la vaccination du personnel de l'éducation

Un appel à la vaccination contre la Covid-19 a été lancé dimanche à l'adresse du personnel de l'éducation nationale à Tizi-Ouzou, à l'occasion du lancement de la 4^{ème} campagne de vaccination contre ce virus qui s'étale jusqu'au 27 de ce mois de janvier. Ahmed Lalaoui et Mohamed Mokhtari, respectivement directeur de l'éducation et de la santé, qui ont animé une conférence de presse conjointe, ont exhorté le personnel non vacciné à se rapprocher des points réservés à cet effet. Pour l'heure, a fait savoir M. Lalaoui, seuls 4.731, soit 20,57% dont 14,17% enseignants, du personnel de l'éducation nationale au niveau de la wilaya se sont fait vacciner. Le responsable local a appelé le personnel de son secteur à se faire vacciner pour «la sécurité de tous, la leur et celles des élèves qui reprendront le chemin de l'école dès dimanche prochain. Il a également appelé les responsables des communes dont dépend la gestion des écoles primaires, au nombre de 664 au niveau de la wilaya, à procéder aux opérations

de désinfection et à leur dotation en produits d'hygiène.

M. Lalaoui a rappelé, à l'occasion, que pas moins de 334 cas positifs ont été enregistrés à travers 120 établissements au niveau de la wilaya, dont 3 d'entre eux, 2 lycées et une école privée, ont même été fermés.

M. Mokhtari qui a souligné, pour sa part, que ce nouveau variant se caractérise par sa rapidité de contagion, ajoutant que «seule la vaccination peut constituer un rempart contre sa propagation». Pour sa part, M. Mokhtari dira, à ce propos, qu'une quarantaine d'équipes médicales, qui s'ajoutent aux points de vaccination au niveau des structures de santé, sont mobilisées pour cette opération au niveau des unités de dépistage et de suivi (UDS) situées dans les établissements scolaires. Il a indiqué, dans ce sillage, que depuis le début de l'opération de vaccination contre la Covid, un total de 493.007 doses de vaccins ont été injectées au niveau de la wilaya dont 266.567 pour la 1^{ère} dose, 166.496 pour la 2^{ème} et 5.944 pour la 3^{ème}.

M'SILA

Un concours pour la promotion du tourisme



L'association de wilaya «le média» pour la culture et le multimédia vient de lancer un concours consacré à la production de courts métrages promotionnels sous le titre «M'sila biouyounek» (M'sila avec tes yeux), a-t-on appris dimanche auprès de cette même association.

Selon la même source, il est demandé aux participants de ce concours de concevoir des programmes touristiques, des reportages photos et des articles en lien avec le patrimoine touristique de la wilaya de M'sila. Le concours vise également, a-t-on souligné, à mettre l'accent sur les composantes les plus marquantes de l'identité touristique de la wilaya de M'sila et à focaliser les objectifs des photographes amateurs et professionnels sur les plus beaux sites naturels, touristiques, créatifs et culturels de la wilaya.

L'Association «le média» a déterminé les domaines et les axes du concours qui devraient inclure le tourisme naturel, la production d'un court métrage sur le patrimoine et le tourisme culturel et sa diversité ainsi que les expériences de tourisme patrimonial et culturel telles que la visite de ksars et de bâtiments architecturaux uniques à l'image des mosquées, les

zaouïas, les marchés populaires en plus de l'habillement, des arts culinaires, des arts folkloriques traditionnels et de l'artisanat, a-t-on noté.

Selon le président de cette association, Brahim Sid, les cinq premiers gagnants du concours seront sélectionnés par un jury composé d'un groupe d'experts et de spécialistes du domaine pour évaluer les films soumis, en fonction de leur respect des exigences mentionnées et en fonction de la qualité du contenu.

Le but du concours, selon le même responsable associatif, est de soutenir, d'encourager les jeunes talents prometteurs dans le domaine du court métrage, en raison de l'excellence, de la maîtrise et du savoir-faire en matière de tourisme et de patrimoine dans la wilaya, en plus d'impliquer les jeunes à consentir des efforts et encourager les initiatives pour soutenir et développer le secteur du tourisme.

Il est à noter que la date de remise des œuvres participant au concours est fixée pour le 5 février prochain, a-t-on indiqué, invitant les participants à visiter le site web de l'association et ses pages sur les réseaux sociaux pour en savoir plus sur le concours.

TÉBESSA

Des promesses pour des équipements de l'hôpital

Les établissements hospitaliers étaient l'objet d'une visite d'inspection du wali Mohamed El Baraka Dahedj, lors de son déplacement à Bir El Ater.

Ali Chabana

Ace propos, le chef de l'exécutif de la wilaya a promis le renforcement des hôpitaux Tidjani Haddem et Mohamed Chebouki de matériel médical, d'un scanner chacun, utilisé dans le diagnostic de plusieurs pathologies. Le wali a suivi un exposé des statistiques de nombre d'actes médicaux effectués, soit 2.500 opérations chirurgicales, toutes spécialités confondues, durant l'exercice 2021. Tout en procédant à l'inspection du service Covid-19. Il était aussi question de l'ouverture d'une première structure privée d'hémodialyse, dotée de 24 lits, pouvant accueillir 144 patients. Le secteur de la santé est aujourd'hui le nouveau domaine de

l'investissement privé. Mohamed El Baraka Dahedj a entamé sa sortie par la clinique chirurgicale Alia Salah au chef-lieu, là où les conditions de l'accueil des malades étaient évoquées, notamment celles concernant la prise en charge des malades atteints de Covid, l'entretien du générateur d'oxygène. De même à l'EPH Boulaâres Bouguerra à Bekkaria où l'appareillage d'imagerie médicale (scanner, IRM) a été passé en revue, en présence des cadres médicaux et gestionnaires des unités visitées. La situation épidémiologique était le sujet de l'actualité, en rappelant le respect strict du protocole sanitaire, la nécessité de la poursuite de la campagne de vaccination. A signaler que le secteur de la santé dans la wilaya de Tébessa

s'est renforcé avec la réception de nombreuses infrastructures sanitaires d'importance. Petit bémol, l'inégalité de la répartition de celles-ci affecte plus au moins la couverture sanitaire escomptée. Certaines localités reculées en zone rurale demeurent fortement handicapées.

Les malades sont souvent contraints d'effectuer de longs déplacements pour des soins ou parfois pour de simples consultations médicales. Mais aussi pour ce qui est des retards de réalisation de nouvelles unités médicales ou encore des travaux de réhabilitation d'autres. Certes l'amélioration des prestations est perceptible, la santé pourra connaître plus d'acquis, en valorisant les ressources humaines et équipements existants.

La campagne de vaccination au ralenti



Plus de la moitié (56,96%) des fonctionnaires des corps pédagogiques, administratif de la direction de l'éducation a été vaccinée contre le Covid. Et ce, après plusieurs campagnes de vaccination effectuées en coordination avec les services de la DSP. Sur les 15.291 fonctionnaires que compte le secteur, une opération de vaccination menée avec comme objectif, briser

la chaîne des contaminations. Pour sa part, le wali Mohamed El Baraka Dahedj a critiqué le taux de 27,36% réalisé au niveau de la population ciblée de la wilaya. Ceci en pleine 4^{ème} vague de la propagation du Covid. Les autorités de la wilaya se trouvent devant un véritable dilemme: comment faire respecter toutes les mesures de protection sans toutefois pénaliser les activités

essentiels. De ce fait, les sujets de plus de 18 ans sont sollicités afin de se faire vacciner, seul moyen efficace pour le moment indiqué contre la circulation du coronavirus, notamment son nouveau variant Omicron. Il est à rappeler aussi le manque flagrant des mesures de restrictions observées dans les lieux publics, espaces de commerce et transport. **A.C.**

Une nouvelle mini-zone d'activités en vue

Un terrain d'une superficie de 60.179 m² a été réservé dans la ville de Tébessa pour accueillir la première mini-zone d'activités, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Ce terrain, a-t-on précisé, sera aménagé en mini-zone d'activités au profit de porteurs de projets innovants et d'investisseurs, en vue d'y installer des projets industriels dans les divers domaines, de dynamiser le développement dans cette wilaya frontalière et de générer des emplois. Cette mini-zone sera divisée en 124 parcelles de

240 m² chacune, a souligné la même source qui a inscrit l'aménagement de ce site dans le cadre d'un plan de travail des autorités locales prévoyant la création de 28 mini-zones similaires à travers la wilaya en application des instructions des hautes autorités du pays.

La wilaya de Tébessa compte actuellement trois zones industrielles, deux dans la commune d'El Aouinet et une autre au chef-lieu de wilaya, en plus de 16 zones d'activités dans plusieurs autres communes, a-t-on fait savoir. Une commission chargée d'écouter et de trou-

ver des solutions aux entraves rencontrées par les investisseurs a été installée au niveau du cabinet du wali et regroupe tous les secteurs concernés, a-t-on noté. Dans ce contexte, une série de sorties dans les entreprises économiques est prévue pour prendre connaissance des problèmes rencontrés et établir un diagnostic de la situation.

La commission œuvrera à traiter les insuffisances, dans le cadre de la réglementation, et ce, dans le but de préserver le tissu industriel productif, accroître la production et générer des emplois.

SÉTIF

Covid-19: plus de 40% du personnel de l'éducation vaccinés



Le taux de vaccination contre la Covid-19 du personnel du secteur de l'éducation ayant reçu les deux doses a dépassé 40% dans la wilaya de Sétif, a indiqué dimanche le directeur du secteur. En marge du lancement de la 4^{ème} campagne de vaccination contre la Covid-19, Athmane Hemana a affirmé que près de 12.000 travailleurs du secteur ont reçu, à ce jour, le vaccin contre la Covid-19, mettant l'accent sur l'importance accordée par les pouvoirs publics à la vaccination pour lutter contre la pandémie. L'objectif de la direction du secteur est de parvenir à un taux de vaccination de 70% au moins afin de briser la chaîne de contamination et d'atteindre l'immunité collective, a ajouté le même responsable qui a estimé que la suspension des cours était «devenue nécessaire face à l'augmentation des infections par le coronavirus chez les élèves, les enseignants et le reste des travailleurs».

M. Hemana a également relevé que 182 enseignants et 145 élèves ont été atteints de la Covid-19 de manière confirmée au niveau de divers établissements scolaires de la wilaya, estimant que ce nombre est probablement beaucoup

plus élevé en raison de l'absence de tests.

Cette quatrième campagne de vaccination se poursuivra jusqu'à jeudi prochain avec la mobilisation de tous les moyens humains et matériels, a soutenu la même source qui a fait état d'une coordination avec les associations des parents d'élèves pour amener les élèves à éviter les regroupements et les lieux à forte fréquentation.

L'opération vient en application des instructions du ministère de tutelle et des autorités publiques relatives à l'intensification de la vaccination contre la Covid-19, notamment en cette période d'augmentation des contaminations, a rappelé la même source.

Des équipes médicales se rendront aux établissements scolaires pour faciliter l'opération au personnel de l'éducation, selon le directeur du secteur qui a invité l'ensemble des travailleurs à y adhérer, surtout que «le vaccin et les mesures de prévention demeurent le seul moyen pour la préservation de la santé de tous». Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Sétif compte 31.697 travailleurs tous corps confondus, a souligné le directeur de l'éducation.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 jomada ethania 1443

El Fedjr
06h12

Dohr
12h47

Assar
15h33

Maghreb
17h56

Icha
19h18



«Repêchées» après l'étude de leur recours Relogement de 45 familles du bidonville «Es Sebkhah» à Oued Tlalat

J. Boukraa

Plus d'une quarantaine de familles, initialement exclues du relogement du bidonville 'Es Sebkhah', viennent de bénéficier d'un logement après l'étude de leurs recours. Au total ce sont 45 familles qui ont été « repêchées » après l'étude des recours. Ces familles seront relogées au pôle urbain de Oued Tlalat. La semaine dernière et après une étude approfondie, les résultats de l'enquête lancée après l'opération de relogement des occupants du bidonville 'Es Sebkhah', dans la commune de Sidi Chahmi, ont été publiés par la daïra d'Es-Sénia. Après l'étude de près de 320 recours déposés auprès de la daïra, la commission a révélé que 45 recours seulement sont fondés et 275 autres, non fondés pour diverses raisons, ont été rejetés.

Les résultats ont été publiés sur la page 'Facebook' de la daïra avec le nom, la date de naissance et le motif du rejet du recours. Certains avaient déjà bénéficié de logements sociaux, d'autres ne résident pas dans le quartier, alors que certains ont occupé les lieux après le recensement selon la daïra. Les services de la daïra avaient invité ceux dont les recours sont fondés à se rapprocher de ces services, dimanche prochain, pour remplir les formalités en perspective de leur relogement. Il y a lieu de signaler que le relogement des occupants du bidonville 'Es Sebkhah', dans la commune de Sidi Chahmi, il y a plus d'un mois, a provoqué la colère des habitants qui n'ont pas été satisfaits lors de cette opération. Des dizaines de personnes ont organisé, ce jour là, un sit-in devant le siège de la daïra d'Es Sénia, en

guise de protestation. Ces derniers avaient dénoncé le fait qu'elles n'ont pas bénéficié d'un logement alors qu'elles occupent le site depuis plusieurs années. « On a pas bénéficié d'un logement dans le cadre de cette opération de relogement, alors que ma famille et moi occupons une baraque dans ce bidonville depuis une dizaine d'années », dira un père de famille exclu du relogement.

Les protestataires crient « à l'injustice » et interpellent le wali pour intervenir. « Nous sollicitons le wali d'Oran, pour ouvrir une enquête. On n'a pas où aller » dira un autre. Notons que quelque 1.000 familles, occupant des habitations de fortune dans le bidonville 'Sebkhah' dans la commune de Sidi Chahmi ont été relogées, il y a plus d'un mois, au pôle urbain de Oued Tlalat.

Sur une superficie globale de 230 ha Sept zones d'activité ciblées par des travaux de réhabilitation

D. B.

D'importants travaux de réhabilitation ont été lancés dans sept zones d'activités, dans le cadre des dispositions prises par la wilaya pour booster l'investissement local, indiquent les services de la direction de l'Energie. Ces travaux ont touché les zones d'activité d'El-Kerma, Sidi Chahmi, Oued Tlalat, Boufatis, Benfréha, Hassi Benokba et Boutlelis, sur une superficie globale de près de 230 ha. Selon les mêmes sources, ces travaux de réhabilitation portent sur le raccordement à l'énergie électrique et au gaz naturel, la réfection des réseaux d'assainissement et d'eau potable. En parallèle les travaux dans les zones d'activités de Boutlelis et Oued Tlalat sont en phase de réception. Par ailleurs et selon les mêmes services ; une enveloppe de 700 millions de DA a été débloquée par la Caisse de garantie et de solidarité des Collectivités locales, pour le financement de l'aménagement des zones d'activités de la wilaya d'Oran. Selon les services de la wilaya, les travaux d'aménagement lancés dernièrement comportent la réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement, d'électricité, du gaz et autres. En outre, les autorités de la wilaya ont effectué, il y a 2 années, des travaux de réaménagement de 7 anciennes zones d'acti-

vités dont 2 sont en cours de réception, à savoir : les zones d'activités de Oued Tlalat et Boutlelis. Pour l'extension du foncier industriel, il est prévu la création d'une nouvelle zone industrielle dans la commune de Tafraoui sur une superficie de 596 ha et une autre dans la commune de Bethioua sur une superficie de 592 ha, sachant que les procédures sont en voie de parachèvement pour la réalisation de cette dernière, selon le directeur de l'Industrie. Il y a quelques jours, la wilaya d'Oran avait donné son aval pour la création des premières mini-zones d'activités dans les communes. La wilaya d'Oran prendra en charge les travaux d'aménagement des assiettes foncières retenues par les communes, avant de mettre ces assiettes foncières à la disposition des jeunes investisseurs. Une commune pilote sera retenue pour la création des premières mini-zones d'activités. C'est ce qu'a annoncé le wali d'Oran M Said Sayoud. Le chef de l'exécutif a indiqué, à l'occasion, que la commune qui sera retenue, doit disposer du foncier et jouir d'un emplacement approprié dans une zone proche des différents réseaux. Sur la base des résultats obtenus par cette première expérience, l'opération sera généralisée au restant des communes en prenant en considération la spécificité de chaque commune. La création de nouvelles zones industrielles vise à encourager l'investissement productif,

notamment dans les secteurs stratégiques pourvoyeurs d'emploi, à l'instar de la sidérurgie, la mécanique et le secteur pharmaceutique. Il a été procédé, depuis l'année dernière, à la création de petites zones d'activités qui s'étendent sur 5 ha, dédiées aux start-up ainsi qu'aux porteurs de projets dans le cadre du dispositif d'emploi des jeunes. A signaler que la wilaya d'Oran dispose de 35 zones d'activités qui s'étendent sur une superficie globale de 1.230 ha dont 12 nouvelles zones d'activités totalisant 461 ha et de 5 zones industrielles dont la superficie globale est de 4.000 ha. Par ailleurs quelque 151 ha de foncier industriel inexploités ont été récupérés dans la wilaya d'Oran depuis le lancement de l'assainissement du foncier destiné à l'investissement, a-t-on appris, jeudi, de la direction locale de l'Industrie. L'opération d'assainissement, initiée par le Comité de wilaya chargé du suivi et de l'évaluation du taux de réalisation des investissements depuis 2 ans, a permis la récupération de 171 terrains d'une surface globale de 151 ha dont leurs propriétaires ont accusé un retard pour la concrétisation des projets d'investissement. Ces assiettes foncières sont situées dans les zones industrielles et zones d'activités des communes d'El Kerma, Es-Sénia, Boutlelis, Bethioua, Ain El Turck et Sidi Chahmi.

Après une fermeture de deux semaines

Réouverture aujourd'hui de la gare routière «El Bahia»

J. Boukraa

Après une fermeture qui a duré deux semaines, la gare routière des voyageurs El Bahia reprendra du service aujourd'hui mardi, a indiqué un communiqué rendu public hier par la direction des Transports. Selon, la même source, les lignes concernées par la décision n° 885, relative au transfert vers Hai Es Sabah, ont été

transférées « définitivement » à la cette station. Il s'agit des lignes de transport de voyageurs des wilayas de Mostaganem, Relizane, Sidi Bel-Abbès, Tissemsilet, Tiaret et les daïras de Taougrit et Tenès (Chlef). Pour rappel cette structure a été fermée le 10 janvier en cours sur décision du wali pour une durée de 15 jours suite « au non respect par le gérant de la gare routière de ses engagements envers la partie qui lui

a accordé cette gestion, ainsi que le non respect du cahier des charges ». Toutes les lignes inter-wilayas ainsi que la ligne Oued Tlalat - Oran ont été transférées à l'Agence de Hai Es-Sabah durant cette période.

Bethioua Un quinquagénaire victime d'une chute mortelle

Les accidents de travail continuent de faire des victimes. Un homme âgé de 57 ans, a été victime d'une chute mortelle dans une unité industrielle implantée dans la commune de Bethioua. Selon la Protection civile l'infortuné a chuté d'une hauteur de 30 m. Il a rendu l'âme sur place. La dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital d'El-Mohgoun. Une enquête a été ouverte.

J. B.

Direction de l'Emploi Placement de près de 19.000 demandeurs dans des postes de travail en 2021

Près de 19.000 demandeurs d'emploi ont été placés dans des postes de travail dans la wilaya d'Oran, durant l'année écoulée, a-t-on appris, jeudi, du directeur de l'Emploi, Abdelkader Mekki. Le même responsable a indiqué, lors d'une rencontre organisée par la radio régionale d'Oran sur la réalité du secteur de l'Emploi, que 18.860 demandeurs d'emploi ont bénéficié de placement dans des entreprises économiques et d'administration, en 2021. Les bénéficiaires figurent parmi 52.000 demandeurs d'emploi enregistrés auprès de 9 antennes de l'Agence de l'emploi de la wilaya et 2 antennes privées, a-t-il fait savoir, estimant ce nombre de placements « très positif » compte tenu de la situation marquée par la pandémie de Covid-19, ayant engendré une baisse de l'offre d'emploi. Pour sa part, le directeur de la wilaya de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), Redouane Bentaiba, a souligné, lors de cette rencontre, que l'année 2022 verra de nouvelles mesures au profit des jeunes porteurs de projets désireux créer des micro-entreprises

dans le cadre de ce dispositif. Dans son intervention, Brahim Bessai, cadre chargé de la communication à l'antenne d'Oran de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a fait part des mesures incitatives introduites dans ce dispositif pour créer un climat d'affaires convenable qui permet l'émergence de micro-entreprises de qualité et qui promeut la culture d'exportation et de diversification et qui assure des programmes de formation au profit des porteurs de projets. Il a souligné, dans ce contexte, que la nouveauté réside dans la levée du gel sur l'ensemble des activités, à l'exception du transport, faisant observer que plusieurs mesures ont été prises, notamment pour l'accompagnement de porteurs de projets jusqu'à la création de l'entreprise, assurée par des cadres et des conseillers de l'ANADE, de même que la prise en charge d'autres mesures non des moindres à travers la plateforme électronique de l'Agence, qui présente un autre avantage, celui d'épargner les déplacements et instaurer le couloir vert au profit de la femme entrepreneure.

Un enfant blessé dans un effondrement partiel au centre ville Les immeubles désaffectés squattés posent toujours problème



J. Boukraa

La problématique des immeubles évacués et non démolis se pose toujours. Dimanche, un immeuble évacué puis squatté a été le théâtre d'un effondrement qui a fait un blessé. Le sinistre s'est produit au 6 rue capitaine Si Merbah, au quartier Miramar, dans le secteur urbain 'El Emir'. Selon la Protection civile, le plafond d'un appartement situé au rez-de-chaussée de cette vieille bâtisse, composée de deux niveaux s'est effondré. Les éléments de la Protection civile ont pu sauver un enfant âgé de 4 ans enseveli sous les décombres. Souffrant de blessures aux membres inférieurs, la victime a été évacuée vers le service des Urgences de l'établissement hospitalier spécialisé en pédiatrie 'Boukhroufa Abdelkader'. Selon la délégation urbaine, l'immeuble en question est une propriété privée. Il a été évacué en 2015, et ses occupants ont été relogés. La même source a ajouté qu'au moment du sinistre trois personnes étaient à l'intérieur de la bâtisse. La problématique des habitations évacuées et non démolis se pose avec acuité et leur éradication traîne toujours. Avec la dynamique que connaît la wilaya d'Oran en ce qui concerne la résorption de l'habitat précaire et la multiplication des opérations de relogement, le nombre de ces vieilles bâtisses qui présentent actuellement un grand danger pour la sécurité des riverains et des passagers

et qui risquent de s'effondrer à tous moments ne cesse de s'accroître. Certaines ont déjà fait objet d'effondrements partiels et nombreux sont ceux laissés vacants depuis le lancement des opérations de relogement en 2006, se sont transformés en un refuge pour les délinquants et les dealers. A défaut qu'ils soient de nouveau investis par des indus occupants, ces immeubles sont en état d'abandon et certains tiennent miraculeusement debout. En cas d'incident provoqué par l'occupation de ces habitations et ou pouvant être à l'origine de dégâts humains ou matériels, toute la responsabilité incombe au propriétaire de l'immeuble et les squatteurs. Pour rappel, pas moins de 116 immeubles désaffectés et non démolis ont été squattés par des mal-logés à travers plusieurs quartiers de la ville d'Oran, selon un recensement effectué par la commune. 2.000 familles squattent ces immeubles désaffectés. Il s'agit surtout des habitations dont les anciens occupants ont été relogés dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire. Au total durant ces dernières années, près de 20.000 familles qui résidaient dans quelque 800 anciennes bâtisses réparties à travers le territoire de la commune d'Oran ont été relogées. Il faut signaler que le nombre d'immeubles désaffectés démolis ne dépasse pas la cinquantaine, ce qui ouvre la voie aux familles en quête d'un relogement pour réoccuper ces bâtisses au péril de leur vie.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Amar Kedadra, 23 ans, USTO
Kenoussi Yamina, 71 ans, Mediouni
Saha Abdelkader, 70 ans, Mediouni
Sebah Fatma, 91 ans, 33 rue Sid Chahmi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 jourmada ethania 1443

El Fedjr 06h40	Dohr 13h16	Assar 16h04	Maghreb 18h27	Icha 19h48
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



MASCARA

Enseignement : une dizaine d'établissements privés fermés

Belkecir Mohamed

Depuis la semaine passée, le gouvernement a pris des mesures sanitaires à l'effet de mettre à l'abri le monde de l'éducation nationale face à la vertigineuse hausse de la propagation du Covid 19 en décidant de la fermeture temporaire des établissements des trois paliers. Toutefois des écoles privées ont continué à fonctionner par la récupération des élèves en dehors de l'emploi du temps des écoles pour leur dispenser des cours, notamment, les vendredi et samedi.

Une situation qui a poussé la police à réagir pour identifier les établissements en question qui ouvrent leurs portes au moment où les écoles publiques sont fermées. Aussitôt les établissements en question ont été sommés de cesser toute activité. Selon la sûreté de wilaya, une dizaine d'établissements privés ont été fermés et des poursuites judiciaires lancées. Le contrôle va s'étendre aux « établissements » qui travaillent dans la clandestinité, et qui entassent des élèves dans des caves, des magasins dans des appartements, ou garages.

SIDI BEL ABBÈS

Prolifération inquiétante des bidonvilles

M. Delli

Il y a un peu plus d'une année, les pouvoirs publics ont consacré 26.000 logements sociaux dont plus de 1400 ont été réservés pour la résorption de l'habitat précaire. Une vaste opération de recasement des familles a été menée et des bidonvilles entiers ont été rasés notamment au quartier «Lazary» et à proximité des groupements AADL. Alors que l'on pensait que ce phénomène qui a permis à des centaines de familles d'accéder au logement social sans passer par les commissions classiques d'attribution, allait être éradiqué à jamais, on assiste ces derniers temps à une

prolifération inquiétante des ces baraquas de fortune aux mêmes endroits indiqués.

Ce qui est inquiétant c'est la passivité et le mutisme des services concernés à l'image de la commune, de la daïra et de la police de l'urbanisme.

Le nouveau maire fraîchement élu que nous avons contacté à ce propos, nous a répondu que le wali et le président de l'APW ont été saisis et une réponse pour une éventuelle action est attendue. En attendant une réaction des autorités de la wilaya, a déploré notre interlocuteur, on assiste chaque jour à au moins une dizaine de nouvelles bâtisses en parpaing et en tôle.

TLEMCEM

Saisie de psychotropes, six personnes arrêtées

Les services de police à Tlemcen ont saisi 183.004 comprimés de psychotropes et arrêté six personnes, a indiqué dimanche la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué. La saisie de cette quantité de comprimés psychotropes a été menée par des éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire, sur la base d'informations faisant état d'agissements louches d'une gérante d'une pharmacie à Tlemcen dans la vente de comprimés neuroleptiques. Ainsi, après le lancement d'une opération d'investigation sur le terrain pour s'assurer de

la véracité des informations, les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire ont saisi cette quantité de comprimés psychotropes et arrêté six personnes, dont un spécialiste en médecine interne détenant un cabinet dans la ville de Maghnia, a-t-on indiqué.

Cinq autres personnes ont été arrêtées pour trafic de psychotropes acquis auprès de pharmacies dans les daïras de Maghnia et de Sabra, a-t-on fait savoir, soulignant qu'une procédure judiciaire a été engagée pour présenter les mis en cause devant le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen.

EL BAYADH

Investissement agricole : 200 ha pour des jeunes

Une surface estimée à 200 hectares est réservée pour l'investissement agricole en faveur des jeunes de la commune de Boussemghoun, a-t-on appris dimanche auprès de la daïra éponyme.

Cette surface située au périmètre agricole «Nakhliia» intervient dans le cadre de l'incitation des jeunes de la région à bénéficier du foncier agricole redevant de l'Etat destiné à l'investissement et mise en valeur par la concession agricole en vue de concrétiser des projets d'investissement dans ce secteur.

Les mêmes services ont appelé les jeunes désirant bénéficier des surfaces d'investissement agricole et d'élevage au sein de ce périmètre soit pour les professionnels du secteur ou des diplômés des éta-

blissements de formation et universités de se rapprocher du comité de l'agriculture au niveau de la commune pour déposer leurs dossiers qui seront examinés et puis ces terrains de 5 hectares seront octroyés à chaque jeune investisseur.

Par ailleurs, pour élargir les opportunités pour les jeunes en vue d'avoir un emploi dans cette collectivité locale, une autre surface de 9 ha est consacrée pour implanter une mini zone d'activités limitrophe du périmètre urbain de la commune. Cette surface dont l'aménagement a été lancé dernièrement sera subdivisée en assiettes foncières et leur répartition aux jeunes porteurs de mini projets dans divers domaines.

RELIZANE

Les cours suspendus à l'université

La cellule locale de suivi de l'année 2021-2022 de l'université «Ahmed Zabana» de Relizane a décidé de suspendre toutes les activités pédagogiques en présentiel pour une durée d'une semaine en raison de la situation sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, a-t-on appris auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Selon un communiqué de l'université Ahmed Zabana de Relizane, cette décision prendra effet à

compter de lundi pour s'étaler jusqu'à dimanche prochain et comprendra les cours et les examens, ainsi que toutes les manifestations scientifiques, culturelles et sportives. La cellule, constituée des doyens des instituts et du directeur des œuvres universitaires, a décidé d'adopter le modèle d'enseignement à distance (à travers les différentes plateformes et médias) concernant les cours en présentiel, lors de la période de suspension des

études et d'évacuer les cités universitaires des étudiants, à l'exception des étudiants étrangers, selon la même source.

Les instances administratives, pédagogiques et scientifiques poursuivront leurs activités de manière normale, lors de cette période, afin de garantir la bonne marche des services de la famille universitaire, dans le respect rigoureux des mesures sanitaires et de prévention du protocole sanitaire.

Un mort dans une collision

Une fille a trouvé la mort et une autre personne a été blessée dans un accident de la circulation survenu dimanche dans la commune d'Oued Djemaa, a-t-on appris des services de la protection civile de la wilaya.

Le chargé de l'information, le lieutenant Abbès Khamallah a in-

diqué que cet accident s'est produit au niveau de l'autoroute est/ouest au lieu-dit «El Melh», suite à une collision entre un véhicule et un camion semi remorque.

L'accident a causé la mort d'une jeune fille âgée de 20 ans sur place et un blessé (29 ans). Les éléments de la protection civile relevant des

unités de Hmadna et Jdioua sont intervenus pour évacuer les victimes vers l'établissement public hospitalier «Mohamed Boudiaf» du chef-lieu de wilaya.

Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

CHLEF

24 kg de kif saisis



Abbad Miloud

Suite à l'exploitation d'informations parvenues à la brigade de recherches et d'interventions relevant de la sûreté de la wilaya de

Chlef, faisant part de personnes s'adonnant à la commercialisation de la drogue, une enquête a été ouverte. Elle s'est soldée par l'arrestation de quatre personnes, âgées entre 30 et 40 ans, en pos-

session 24 kilogrammes de kif traité. Les policiers ont mis en fourrière deux véhicules touristiques utilisés pour le transport de la drogue.

Les quatre suspects ont été présentés à la justice.

TISSEMSILT

Nouvelle campagne de vaccination anti-Covid

La quatrième campagne de vaccination anti-Covid a été lancée dimanche dans la wilaya de Tissemsilt en faveur du personnel de l'Education, a-t-on appris auprès de la direction de l'Education.

Co-organisée avec la direction de la Santé, cette campagne cible environ 10.000 enseignants, fonctionnaires et administratifs des établissements scolaires des 22 communes de la wilaya.

Pas moins de 25 équipes médicales mobiles et fixes ont été mobilisées pour la réussite de la campa-

gne, qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain, pour couvrir l'opération de vaccination au niveau de toutes les structures éducatives dans les différentes phases pédagogiques, ainsi que les unités de détection et de suivi implantés dans les CEM et lycées.

Parallèlement à cette opération, la direction de l'Education a lancé une campagne de sensibilisation pour prévenir le Coronavirus au profit des parents d'élèves, qui comporte la distribution de dépliants et la diffusion de spots de

sensibilisation sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, en plus d'affiches dans les établissements scolaires, contenant des conseils de précaution durant la période de suspension des cours et exhortant à exploiter cette période pour la révision.

D'autre part, elle a fait savoir que le taux de vaccination contre Covid-19 au secteur de l'Education dans la wilaya de Tissemsilt a atteint 30,44 % sur un total de 10.000 employés, depuis décembre dernier jusqu'à ce jour.

AÏN TEMOUCHENT

Plus de 800 agriculteurs bénéficient d'arbres fruitiers

Plus de 800 agriculteurs de la wilaya d'Aïn Témouchent ont bénéficié du programme de l'arboriculture fruitière, en recevant des arbustes destinés à la plantation à travers les zones montagneuses, a-t-on appris du directeur des services agricoles (DSA), Ghali Boulénouar.

Le même responsable a indiqué que 100 plants de variétés d'arbustes fruitiers résistants par hectare ont été alloués à plus de 800 agriculteurs, à travers les zones montagneuses de la wilaya.

Cette opération, qui entre dans le cadre du programme de développement des zones montagneuses, actuellement en cours, se poursuivra jusqu'en 2024, en tant que feuille de route du ministère de tutelle visant à développer le secteur et la promotion des produits agricoles, a souligné le même interlocuteur. La plantation des arbres résistants comprend certaines espèces telles que le figuier, l'amandier et l'olivier, sur une superficie de 1.000 ha, répartie à travers 13 zones

montagneuses de la wilaya, à l'instar de la commune d'El Hassasna, Oued Berkeche, Tamazoura, Sidi Ouriache et Oulhaça.

Dans le même cadre, d'autres variétés d'arbustes agrumicoles, à savoir le citronnier et l'oranger ont été distribués aux agriculteurs de la zone de Beni Ghanem, relevant de la commune d'Oulhaça, connue par son relief montagneux et la particularité de son climat propice au développement et à la réussite de l'agrumiculture, a-t-on indiqué.

AIR ALGÉRIE



VOLS NATIONAUX

Vol Départ

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05

MERCREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Elbayadh	07h15
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	11h00
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55

JEUDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h05
Oran - Alger	17h00
Oran - Ouargla	08h00
Oran - Tamanrasset	09h00
Oran - El Oued	13h20
Oran - Annaba	14h35
Oran - Adrar	15h45

VENDREDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30

SAMEDI

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00

DIMANCHE

Oran - Alger	08h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h15
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20

LUNDI

Oran - Alger	08h30
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30

TRAIN - SNTF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h35	14h39
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h30	14h39
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00	18h23
-------	-------

MEGHNIA - TLEMCEN

06h00	07h24
-------	-------

ORAN - SBA

17h10	18h32
-------	-------

SBA - ORAN

05h30	06h47
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h15	18h35
-------	-------

CHLEF - ORAN

06h50	09h16
-------	-------

ORAN - RELIZANE

17h30	19h03
-------	-------

RELIZANE- ORAN

05h45	07h32
-------	-------

ORAN - SAIDA

15h20	17h59
-------	-------

SAIDA - ORAN

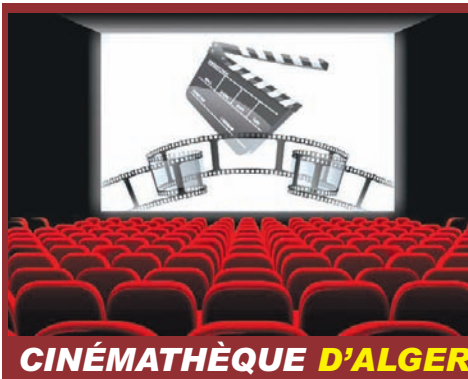
07h00	09h42
-------	-------

ORAN - BECHAR

10h20	17h11
-------	-------

BECHAR - ORAN

06h15	13h10
-------	-------



CINÉMATHEQUE D'ALGER



Mardi 25 janvier

-13h00: «UGEMA»

De Mohammed Latréche (52 mn)

-15h00: «Body & Art»

de fatma Zohra Zamoum (73m)

-18h00: «Bahrouna» De Fatiha Afiane

(70mn) avant première. En présence

du réalisateur et l'équipe du film



Mercredi 26 janvier

-13h00: «Les Camps de

Regroupements» De Said Oulmi (74 mn)

-18h00: «Ni la bas, ni la bas»

De Hocine Saadi (65 mn)

avant première En présence

du réalisateur et l'équipe du film



Jeudi 27 janvier

-13h00: «A Mansourah tu nous as

séparés» De Meriam Dorothée

Kellou (71mn)

-15h00 : «Enrico Mattei

et La Révolution Algérienne»

De Ali Ayadi (53 mn)

---COURRIER EXPRESS---

EL MOUNAKASSA EL DJAZAÏR

Tél : 0560 06 95 01 / 0560 05 60 00 / 0559 70 26 61

KAZI TOURS

ALGER

-Bab Ezzaouar: 0770.91.38.06

0560.27.51.59

0560.91.40.67

-Aïn Naâdja : 0770.61.65.32

0560.27.00.09

-Gare Routière Kharrouba :

0770.34.74.21

Oran: 0770.61.65.31

0560.27.54.02

0770.33.91.32

0770.33.91.14

Saida : 0560.90.86.18

048.41.31.57

Mascara : 0560.27.05.72

0560.26.62.91

Sidi Bel-Abbès: 0560.27.52.48

0561.61.14.82

Mostaganem : 0770.94.89.73

0560.27.73.59

Relizane : 0560.27.08.41

Setif : 0770.78.13.26

0560.27.71.05

El-Eulma : 0770.89.44.64

0560.24.09.76

Constantine : 0770.97.62.02

0560.23.04.21

Annaba : 0770.91.38.03

0560.27.51.66

Blida : 0561.91.61.49

Skikda : 0561.94.86.27

Batna : 0561.93.75.34

Bechar : 0561.65.80.70

Boumerdès : 0560.27.51.59

Tipaza : 0561.95.62.30

MÉTÉO

AUJOURD'HUI

DEMAIN

ORAN

Nuageux
Max.16-Min.9Nuageux
Max.17-Min.11

MOSTAGANEM

Peu nuageux
Max.16-Min.9Nuageux
Max.17-Min.12

TLEMCEN

Nuageux
Max.14-Min.6Nuageux
Max.13-Min.8

MASCARA

Nuageux
Max.15-Min.5Nuageux
Max.17-Min.7

TIARET

Nuageux
Max.12-Min.3Nuageux
Max.11-Min.3

CHLEF

Ensoleillé
Max.16-Min.7Nuageux
Max.17-Min.8

BÉCHAR

Nuageux
Max.14-Min.10Averses
Max.8-Min.7

ALGER

Ensoleillé
Max.16-Min.9Ensoleillé
Max.17-Min.9

CONSTANTINE

Ensoleillé
Max.13-Min.3Ensoleillé
Max.14-Min.4

ANNABA

Ensoleillé
Max.14-Min.8Ensoleillé
Max.16-Min.8

COTATIONS HEBDOMADAIRES

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	137,30	145,68
	1 EUR	157,08	166,73
	1 GBP	188,31	199,83
	100 JPY	119,84	127,16
	1 CHF	150,18	159,42
	1 CAD	109,84	116,58
	1 DKK	21,12	22,40
	1 SEK	15,35	16,29
	1 NOK	15,84	16,81
	1 AED	37,38	39,67
	1 SAR	36,58	38,82
	1 KWD	454,03	482,86
Chèque de voyage	Achat	Vente	
	1 USD	138,69	145,68
	1 EUR	158,68	166,73
	1 GBP	190,22	199,83
	100 JPY	121,05	127,16
	1 CHF	151,71	159,42
	1 CAD	110,95	116,58
	1 SEK	15,50	16,29



La Tunisie surprend le Nigeria

Le lièvre et la tortue à la CAN: après un premier tour parfait le Nigeria s'est fait éliminer en huitièmes de finale par la Tunisie, passée par le repêchage et diminuée par le Covid, dimanche à Garoua.



Rien ne sert de gagner ses trois matches du premier tour si c'est pour chuter dès le début de la phase à élimination directe, contre une Tunisie qui elle n'avait gagné qu'un match.

C'est elle qui affrontera le Burkina Faso en quart de finale, le 29 janvier, en position de favori, après ce match maîtrisé, alors qu'il lui manquait de nombreux joueurs positifs au Covid. Bombardés favoris pour la variété de leur jeu offensif, les «Super Eagles» ont déçu. Ils ont perdu le duel aquilin contre les «Aigles de Carthage», qualifiés comme meilleurs troisièmes après deux défaites. Une magnifique frappe de Youssef Msakni, sur laquelle Maduka

Okoye n'a pas eu la main assez ferme (47e), a suffi aux Tunisiens.

Le Nigeria a réagi, mais Augustine Eguavoen a eu le coaching malheureux. Alex Iwobi, entré en jeu à la place de Kelechi Iheanacho, a été exclu cinq minutes plus tard. En taclant Msakni, il glisse sur le ballon et heurte le buteur tunisien. De jaune au premier abord, le carton devient rouge après consultation de la VAR (64e). Les verts ont continué de pousser, mais ont manqué de précision. Moses Simon a perdu un face-à-face devant le gardien Bechir Ben Saïd (66e), et Umar Sadiq a croqué une balle d'égalisation en croisant trop son tir (90e+1). En première mi-

temps, les deux équipes étaient restées bien timides, avec une seule action de part et d'autre, une reprise de Montassar Talbi sauvée sur sa ligne par Wilfred Ndidi (10e), et une frappe de Joe Aribo, après un beau contrôle, déviée (12e). Le sélectionneur intérimaire Eguavoen, nommé après le limogeage de Gernot Rohr un mois avant le début de la CAN, espérait être prolongé. Il risque de devoir laisser comme prévu sa place au Portugais José Peseiro. Car les Super Eagles doivent vite sécher leurs larmes. Ils jouent les barrages du Mondial contre le Ghana, un autre géant d'Afrique encore plus décevant qu'eux à la CAN, éliminé dès le premier tour.

Burkina Faso

Kamou Malo encense ses joueurs

Qualifié au bout du suspense face à la Gabon, le Burkina-Faso a arraché sa qualification en quarts de finale au terme d'un match fou. Kamou Malo, sélectionneur de cette équipe des Etalons revient sur le match: «C'est une rencontre folle même dans la gestion des émotions, ce n'était pas facile. Nous avons effectivement eu l'opportunité de tuer le match bien avant. Mais c'est le foot. Tout peut arriver. Nous som-

mes heureux de l'issue du match, nous avons eu un adversaire qui a joué grandement ses chances. Nous savons qu'il y a des leçons à retenir. Il y a également de la satisfaction. Nous avons pêché quelques fois par naïveté, généralement les équipes qui loupent autant d'occasion se font éliminer par la suite. Nous, nous sommes heureux d'être toujours debout. Quand vous prenez cet effectif, beaucoup découvrent la CAN cet-

te année. Nous n'allons pas être prétentieux mais tout ce qui nous arrive à cette CAN ce n'est que du bonus. Nous sommes une équipe en devenir et je pense qu'elle devrait se bonifier avec le temps. Je pense que cette victoire va nous mettre dans une situation de confiance. Nous allons continuer à jouer. Ce n'est qu'à ce prix que les garçons vont grandir. Vous allez peut-être découvrir tous nos talents dans le match à venir.»

Gabon

Les Panthères sortent la tête haute

Le sélectionneur du Gabon, le français Patrice Neveu, qui a vu son aventure prendre fin avec les Panthères aux tirs au but devant le Burkina-Faso, s'est montré très satisfait de ses joueurs malgré l'élimination. «Si nous étions restés à onze sur le terrain il se serait agité d'un tout autre match. Les joueurs ont dû beaucoup compenser sur les actions de jeu pour garder un équilibre d'équipe. J'ai tout fait pour essayer de ramener du sang

neuf rapidement pour aller chercher, perturber la défense du Burkina. On va féliciter le Burkina pour sa qualification et on va rentrer au Gabon mais la tête haute parce que les joueurs n'ont rien lâché. On aurait pu et dû mieux rentrer dans la rencontre. On a été un peu surpris.

Certains de mes joueurs n'avaient pas totalement récupéré du match contre le Maroc. Évidemment c'est toujours regrettable de perdre aux

penalties. Mais il n'y a personne à accuser, c'est un groupe qui est arrivé, c'est un groupe qui repart. J'ai remercié mes joueurs pour leur combativité et leur investissement dans le tournoi. C'est une équipe avec des jeunes joueurs, qui est montée en puissance autour de ce capitaine Bruno Ecuele-Manga qui les a bien encadré. C'est l'avenir aussi, ça passe par ces matches pour pouvoir grandir et continuer à avancer.»

CAF

Ameur Chafik présent en qualité de superviseur

Le Directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), Ameur Chafik, fait partie du panel des techniciens retenus par la Confédération africaine de football (CAF) en qualité de superviseur technique (TSG CAF), rapporte lundi le site de l'instance fédérale. Le DTN s'est vu confier la responsabilité du site de Limbé où il a supervisé toutes les ren-

contres du groupe F. Il a été également désigné pour superviser le premier match des huitièmes de finale ayant opposé le Burkina Faso au Gabon. Il sera également parmi le panel des superviseurs lors de la rencontre opposant le Mali à la Guinée Equatoriale, prévue mercredi pour le compte des huitièmes de finale, souligne la FAF. Ameur Chafik, qui est également instructeur régional Elite de

la CAF et ses pairs établissent des rapports techniques au fur et à mesure, en assistant à toutes les rencontres de la CAN au Cameroun, avant de rédiger un rapport final sur cette compétition, mettant en exergue les grandes tendances, les nouveautés, les tactiques prônées et une multitude de thématiques techniques, appuyées par des statistiques et autres données d'analyse.

Arbitrage

La prestation du marocain Jiyed fait polémique

Au sifflet pour le premier 8e de finale de la CAN 2021 qui a opposé ce dimanche le Burkina Faso au Gabon (1-1, 7-6 tab), l'arbitre Redouane Jiyed a marqué cette rencontre de son empreinte... Outre un penalty sifflé de manière très sévère à l'encontre des Panthères (mais raté par Bertrand Traoré), et une erreur

de son assistant sur un hors-jeu signalé trop vite et à tort juste après l'égalisation gabonaise, le Marocain s'est surtout fait remarquer par son attitude cavalière tout au long du match. En attestent les 16 cartons (15 jaunes et un rouge) distribués durant la partie ! Ce total représente évidemment le record de cette édition en la

matière ! Plus globalement, Jiyed a donné l'impression d'avoir du mal à contrôler ses nerfs, comme lors de l'action du penalty, durant laquelle il apostrophe le gardien des Panthères, Jean-Noël Amonome, en lui demandant avec véhémence de garder ses pieds sur la ligne. Une soirée compliquée pour le marocain.

1/8es de finale: Sénégal - Cap-Vert, aujourd'hui à Bafoussam (17h00) Une affiche disproportionnée



Adjal L.

Après la première phase qui a débuté le 9 janvier, place à présent à une toute autre compétition. En effet, avec la formule championnat appliquée dès le coup d'envoi de la CAN, les équipes pouvaient avoir des «séances de rattrapage» après des résultats qui ne correspondaient pas à leurs souhaits. La présence de formations de réputation moyenne sur l'échiquier africain s'explique aussi par le fait que plusieurs grosses cylindres n'ont pas répon-

du à l'attente de leurs supporters. Certaines, comme l'Algérie, sont même passées à la trappe, tandis que d'autres, comme la Tunisie, se sont qualifiées de justesse au second tour. Ainsi s'expliquent ces affiches qui paraissent au départ disproportionnées. C'est le cas du match Sénégal - Cap-Vert à priori favorable aux Lions de la Teranga.

D'ailleurs, ces derniers, finalistes de l'édition 2019, ont été annoncés parmi le lot restreint des favoris pour la victoire finale. Néanmoins, sur le contenu de

leurs matches, les partenaires de la star de Liverpool, Sadio Mané, n'ont pas convaincu au cours de la première phase, ne remportant qu'une seule victoire et en butant sur la Guinée et le Malawi. Les fans sénégalais savent que leurs favoris n'ont pas montré leur véritable visage, qu'ils vont monter en puissance et se qualifier pour les quarts de finale. On dira que c'est la moindre des choses pour cette belle équipe, constellée de stars dans la plénitude de leur forme.

Maroc - Malawi, aujourd'hui à Yaoundé (20h00) Les Lions de l'Atlas favoris

Adjal L.

Le coach Vahid Halilodzic est connu par son intransigence et il l'a prouvé, une fois de plus, en écartant d'excellents joueurs afin de bâtir une sélection à son image, essentiellement orientée vers la recherche des bons résultats et une discipline de groupe acceptée par les joueurs. Le parcours de la première phase de la CAN-2021 lui donne entièrement raison, avec la conquête de la première place du groupe

C en compagnie du Ghana, des Comores et du Gabon. Sans forcer, les Lions de l'Atlas ont imposé leur suprématie dans un groupe où seul le Ghana paraissait en mesure de contrarier leur projet. Or, les Blacks Stars sont en plein déclin et ont été éliminés, alors que les Comores (un million d'habitants et affichées à la FIFA en 2005), sont passées au second tour grâce à leur victoire surprise face au Ghana. Objectivement, les coéquipiers de Boufal, en forme au bon

moment, sont largement favoris face à une équipe du Malawi dont le haut fait d'armes est d'avoir tenu en échec le Sénégal. Il faudra y ajouter la précieuse victoire acquise au cours de la seconde journée aux dépens du faible Zimbabwe. Pas de quoi donner des frayeurs aux hommes du coach Halilodzic qui, fort de leur expérience et de leurs automatismes, devraient se qualifier aux quarts de finale où fatalement, il y aura un adversaire beaucoup plus consistant.

Football - Ligue 1 Le MCO et le WAT sous pression



Adjal Lahouari

Doucement mais sûrement, la Ligue 1 se trouve à quelques encablures de la fin de l'aller, et cette particularité devrait « réveiller » toutes les parties qui pensent que le championnat est encore long pour masquer leurs mauvais parcours, particulièrement les clubs à la traîne. Le premier constat qui saute aux yeux après le déroulement de la 14^e journée demeure le fossé qui sépare l'USMA (9^e) et le NAHD (10^e). Ce qui revient à dire que les clubs de la seconde moitié vont connaître une phase retour compliquée où le danger sera quasi permanent. Le second fossé concerne le WAT et ses devanciers, eux-mêmes dans l'œil du cyclone. Avec une seule victoire, trois nuls et dix défaites, il faudrait un miracle pour que le WAT conserve sa place parmi l'élite. Ce mardi, les coéquipiers de Zenasni se déplacent à Chlef où l'ASO a bien l'intention de réagir et de se donner un peu de répit. Le point du nul serait une bonne affaire pour les Tlemceniens, sauf que les Chélifiens ne sont sûrement pas de cet avis.

Pour le CRB, tout va pour le mieux et ce, malgré les quelques remous tant au niveau de la barre technique que de l'effectif.

Après avoir aisément disposé du MCO, les Belouizdadis sont appelés à enchaîner avec une nouvelle victoire face à un RCR, lui aussi dans la tourmente au bas du classement malgré sa précieuse victoire de vendredi aux dépens du NAHD. Toutefois, les Relizanais misent sur le match en retard contre le PAC pour s'éloigner de la zone dangereuse. Pour le moment, seule la JSS parvient à soutenir la cadence imposée par le CRB, et ce n'est pas un hasard.

En témoigne la belle victoire ramenée vendredi dernier de Médéa où l'OM est en train d'établir un record peu reluisant avec sept revers consécutifs. Avec la réception de l'ESS, parfois fébrile à l'extérieur, les Sudistes ont toutes les chances d'ajouter leur neuvième victoire. A Alger, le derby USMA-PAC ne manque pas d'allure, car il s'agit de deux équipes à fort potentiel technique. Les Usmistes sont revenus avec des regrets de leur sortie à Constantine où, à quelques secon-

des de la fin, ils avaient le gain du match en main lorsque Koukpo en a décidé autrement. La satisfaction, c'est que la prestation a été solide et tout indique que le PAC va souffrir sur le terrain d'Omar Hamadi. On remarquera que le groupe des poursuivants est encore conséquent. Outre le MCA et la JSK dont le match a été reporté en raison de la rencontre JSK-Royal Léopards comptant pour la Coupe de la CAF, on retrouve le CSC, qui a une belle carte à jouer aujourd'hui à Chelghoum Laid, à condition toutefois d'éviter le « hourra football » utilisé face à l'USMA où les déchets ont largement dépassé la moyenne. De son côté, et malgré la défaite subie à Dar El-Beida face au PAC, l'USB a les moyens de mettre à la raison l'O. Médéa, en chute libre depuis belle lurette. Pour les Mouloudeens oranais, il est grand temps de réagir pour quitter la zone des turbulences. Une opportunité leur est offerte aujourd'hui avec la réception du NC Magra, autre équipe en difficulté.

S'il n'y a pas de victoire au bout, ce serait vraiment très grave. Néanmoins, si les pronostics émis venaient à se vérifier, le MCO se dégageait momentanément de cette position pour le moins inquiétante et inconfortable. Quant au débat RCA-NAHD, il s'annonce sous le sceau du suspense entre deux formations qui visent les trois points pour améliorer leur classement.

Aujourd'hui (14h30)

Oran:	MCO	-	NCM
Alger:	USMA	-	PAC
Biskra:	USB	-	OM
Chlef:	ASO	-	WAT
Chelghoum Laid:	HBCL	-	CSC
Alger (15h00):	CRB	-	RCR
Arbaâ (15h00):	RCA	-	NAHD
Béchar (17h00):	JSS	-	ESS

JSK- MCA reporté

Ligue 2 Victoire de l'ASMO sur le MCS

L'ASM Oran s'est imposée devant le MC Saïda, sur le score de (2-0) en match comptant pour la mise à jour de la 10^e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Ouest, disputée dimanche au stade de Bouakeul d'Oran, bouclant la phase aller de la compétition.

Les deux buts de l'ASMO

ont été inscrits par Djermouni. Pour rappel, cette rencontre avait été interrompue par l'arbitre suite à l'annonce du décès du capitaine du MC Saïda, Sofiane Loukar, qui avait été transporté à l'hôpital suite à une chute sur l'aire du jeu. A l'issue de cette rencontre, le MC Saïda reste à la 5^e place du classement avec 25 points,

alors que l'ASMO rejoint l'USM Harrach à la 11^e place avec 17 points pour chaque équipe.

A l'issue de la 15^e journée du groupe Centre-Ouest, disputée mardi dernier, le RC Kouba a été sacré champion d'hiver avec 35 points après son succès en déplacement contre le CRB Ain Ouessara (3-0).

Voile - FAV Oran fait la promotion du sport féminin

La Ligue oranaise de voile (LOV) a organisé, dans le cadre de la Journée internationale du sport féminin coïncidant avec la date du 24 janvier, un grand événement sportif au niveau de la station balnéaire des Andalouses, destiné à promouvoir la discipline parmi la gent féminine, a-t-on appris auprès de la Fédération (FAV). «L'évè-

nement a été marqué par la présence des championnes d'Afrique Amina Berrichi et Fatima Abid, qui ont encadré des athlètes de différentes classes et de différentes spécialités» a-t-on précisé de même source.

L'événement a été également marqué par une exhibition de kitesurf, effectuée sur le littoral des Andalouses, en présence

du président de la Commission fédérale chargée du développement du kitesurf, qui s'était déplacé à Oran spécialement pour assister à cet événement. D'autres personnalités ont assisté à l'événement, notamment, le chef de Daïra et le nouveau président de l'APC de Aïn El Turk, ainsi que la présidente de la Commission de Ligue, chargée du sport féminin.

Escrime - Championnat d'Afrique Les sélections algériennes poursuivent leur stage

Les sélections algériennes d'escrime juniors et seniors (sabre, épée et fleuret), poursuivent leur préparation au Complexe sportif de Ghermoul et au Centre féminin de Ben Akoun à Alger, en vue des championnats d'Afrique, prévus du 22 au 27 février à Lagos au Nigéria, a-t-on appris de la Fédération algérienne d'escrime (FAE). «L'instance fédérale a tra-

cé un programme de stages organisés tout au long de la semaine, notamment pour les catégories cadets et juniors qui préparent les championnats d'Afrique de Lagos dont le départ est programmé pour le 20 février.», a indiqué Hocine Ameziane, président de la FAE. Et d'ajouter : «Pour mieux préparer ce rendez-vous africain, les sélections algé-

riennes s'apprêtaient à participer aux différents tournois internationaux, mais faute de visas, nous avons décidé de poursuivre notre préparation à Alger.». Les sélections algériennes sont conduites par les entraîneurs nationaux, Ouassila Yemi et Nassim Bernaoui (sabre), Walid Benyahia et Farid Bennour (épée) et Chahira Soudani (fleuret).

Judo - Arbitrage Cinq tests continentaux pour les Algériens

Les arbitres algériens de judo devront passer cinq tests continentaux, entre mars et novembre 2022, pour régulariser leur situation, sur instruction de l'Union Africaine de la discipline (UAFJ), a-t-on appris auprès de la Fédération nationale (FANJ). «Le premier test aura lieu les 12-13 mars à Tunis, le deuxième les 18-19 juin à Madagascar, le troisième

les 16-17 juillet au Burkina Faso, le quatrième les 1-2 octobre en Angola, et le dernier, les 19-20 novembre au Cameroun» a précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

«Pour ce qui est du grade arbitre international+, il n'y aura qu'un seul test, et il aura lieu entre le 25 et le 29 mai 2022, en marge

du championnat d'Afrique (seniors), prévu à Oran (Algérie)», a-t-on encore annoncé de même source. L'ancien judoka algérien Mohamed Meridja, aujourd'hui vice-président de l'Union africaine de judo, a beaucoup insisté sur la nécessité de passer ces tests, car susceptibles de contribuer au développement de la discipline sur le plan national.

Athlétisme - FAA La Coupe d'Algérie de marche avancée de 24 heures

La Coupe d'Algérie de la spécialité marche, initialement prévue le samedi 5 février prochain à Alger, a été finalement avancée de vingt-quatre heures, a annoncé la fédération d'athlétisme (FAA), sans préciser le motif de cette reprogrammation. «La Coupe d'Algérie de marche aura lieu officiellement le vendredi 4 février 2022 à Alger» a indiqué l'instance fédérale dans un bref communi-

qué, diffusé sur son compte facebook. L'organisation de cette compétition a été attribuée en premier lieu à la Ligue d'athlétisme d'Oran, mais puisque celle-ci s'était excusée de ne pas pouvoir l'abriter, il a été décidé de la reprogrammer le 5 février à Alger. Seulement, moins de 48 heures après avoir fait cette annonce, la FAA a publié un nouveau communiqué, annonçant que cette Coupe d'Algérie

2022 de marche a été reprogrammée 24 heures plus tôt. Idem pour le Championnat national de cross-country, initialement domicilié à Relizane et qui aura lieu finalement le 12 mars prochain à Bordj Bou Arréridj. Là encore, et toujours selon la même source, «la Ligue d'athlétisme de Relizane s'était excusée de ne pas pouvoir abriter l'événement», dont on lui avait initialement attribué l'organisation.

Coupe de la CAF JSK-Royal Léopards décalé à jeudi

Le match entre la JS Kabylie et Royal Léopards d'Eswatini, comptant pour le 2^e tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération africaine, a écrit la JSK sur sa page officielle Facebook. Programmée une première fois le 20 décembre au stade Omar Hamadi d'Alger, puis le 5 janvier et le 26 janvier au stade du 1^{er} novembre à Tizi-Ouzou, a annoncé lundi le club algérien.

«La Confédération africaine de football a décidé de reporter au jeudi 27 janvier

à 18h00 la rencontre JSK-Royal Léopards, comptant pour le 2^e tour préliminaire additionnel de la Coupe de la Confédération africaine.», a écrit la JSK sur sa page officielle Facebook. Programmée une première fois le 20 décembre au stade Omar Hamadi d'Alger, puis le 5 janvier et le 26 janvier au stade du 1^{er} novembre à Tizi-Ouzou, la rencontre ne s'est pas jouée pour des considérations sanitaires, liées

au nouveau variant Omicron du Covid-19. Lors de la première manche, disputée au stade de Manzini, les «Canaris» se sont inclinés (1-0). Selon le tirage au sort de la phase de poules, effectué fin décembre au siège de la CAF au Caire (Egypte), le vainqueur de cette double confrontation évoluera dans le groupe B aux côtés d'Orlando Pirates (Afrique du Sud), de la JS Saoura (Algérie) et d'Al-Ittihad (Libye).

CAF Une amende de 5.000 dollars infligée à la FAF

La Confédération africaine de football (CAF) a infligé une amende de 5000 dollars à la Fédération algérienne de football pour «envahissement de terrain», lors de la défaite des Verts face à la Côte d'Ivoire (1-3) en match comptant pour la 3e journée de la phase de poules du groupe E de la Coupe d'Afrique des Nations, disputé jeudi dernier au stade Japoma de Douala, à annoncé l'instance lundi. «Dans leur rapport, les officiels de match rapportent qu'à la fin du match, le terrain a été envahi par une quarantaine de supporters, principalement de la tribune

Est. Le rapport a noté que le nombre de stewards de sécurité était insuffisant pour contrôler le tumulte déclenché par un supporter algérien qui a envahi le terrain», indique la CAF dans un communiqué publié sur son site officiel. La commission de discipline de la CAF a infligé d'autre part, une amende de 10 000 dollars à la Fédération ivoirienne de football pour «l'envahissement du terrain par leurs supporters, dont 5 000 dollars avec sursis à condition qu'un tel incident ne se reproduise pas pendant le tournoi».

La Fédération camerounaise de football a écopé de son côté d'un avertissement

«pour le manque de sécurité» lors dudit match et «un rappel sévère au strict respect des règles de sécurité». Par ailleurs, la commission de discipline a infligé une amende de 5000 dollars à l'entraîneur de la Tunisie Mondher Kbaier pour son comportement lors de la défaite face à la Gambie (0-1). La même amende a été infligée au gardien tunisien Farouk Ben Mustapha pour «comportement regrettable» lors de la même rencontre. Enfin, la Fédération tunisienne a été «rappelée à l'ordre concernant le respect des principes de loyauté, d'intégrité, d'esprit sportif et «d'éthique», conclut la CAF.

JO-2022

Face aux inquiétudes, les organisateurs ajustent leurs mesures

Les organisateurs des Jeux olympiques de Pékin (4-20 février) ont précisé lundi leurs mesures sanitaires, alignant notamment la sensibilité de leur dépistage du Covid-19 sur les standards occidentaux, face aux inquiétudes des premières délégations. «En consultation avec les experts médicaux et le Comité international olympique», pressé de questions à ce sujet depuis des jours, Pékin-2022 et le gouvernement chinois ont «affiné» leur gestion sanitaire «pour mieux l'adapter à l'environnement actuel et soutenir les participants aux Jeux». Dès les premiers tests PCR menés à l'aéroport, puis quotidiennement, seules les personnes détectées positives avec un «seuil CT» inférieur à 35 se-

ront considérées comme telles et placées à l'isolement dans des chambres dédiées, précise le communiqué. La question commençait à inquiéter après les témoignages de plusieurs techniciens et journalistes de médias internationaux testés positifs à l'arrivée en Chine, malgré une succession de tests négatifs juste avant leur départ, ce qui jetait un doute sur la sensibilité supérieure des dépistages chinois. La présence du Covid-19 étant détectée par «zooms» successifs dans l'échantillon prélevé, un nombre élevé de cycles d'amplification génétique (dits CT) permet de trouver des traces de virus même chez un patient qui ne présente plus de risque contagieux. Selon ces nouvelles

mesures, tout participant aux Jeux dépisté par un test PCR de valeur CT supérieure ou égale à 35 sera traité comme un «cas contact proche», donc échappera à l'isolement et pourra travailler ou s'entraîner, tout en étant testé deux fois par jour. La même surveillance rapprochée s'appliquera aux personnes qui auront d'abord été jugées positives et isolées, puis négatives espacées d'au moins 24 heures. Une «politique distincte» sera communiquée ultérieurement pour les «cas positifs persistants», précisent les organisateurs, pour permettre aux personnes qui demeurent positives au Covid de «revenir à la maison le plus tôt possible» sans être bloquées à l'isolement.

Juventus

Chiesa opéré, absence estimée à 7 mois



Federico Chiesa, l'ailier international italien de la Juventus victime d'une rupture d'un ligament du genou gauche, a été opéré dimanche à Innsbruck (Autriche) et sera absent des terrains pendant environ sept mois, a annoncé le club italien. «Federico Chiesa a subi dimanche une intervention chirurgicale de reconstruction du ligament croisé antérieur du genou gauche», indique le club turinois dans un communiqué mis en ligne sur son

site. «L'opération a parfaitement réussi. Le délai de récupération est estimé à environ sept mois», ajoute la Juve. Chiesa, joueur clé de la «Vieille dame» mais aussi de l'équipe d'Italie engagée dans d'incertains barages de qualification au Mondial-2022 fin mars, s'est blessé le 9 janvier contre l'AS Rome (4-3). Le lendemain son club avait officialisé la gravité de la blessure, synonyme de saison d'ores et déjà terminée pour le joueur de

24 ans. Son capitaine à la Juventus et en équipe d'Italie, Giorgio Chiellini, avait reconnu que l'absence pour plusieurs mois de Chiesa était un «coup dur pour tout le football italien». Roberto Mancini lui avait aussi apporté son soutien: «Les blessures font partie de la carrière d'un joueur», lui avait-il écrit sur Twitter. «Ce qui fait la différence, c'est la volonté de se relever et tu en as à revendre. On t'attend Federico.»

Real Madrid Benzema cambriolé en plein match



Le buteur vedette du Real Madrid et de l'équipe de France Karim Benzema s'est fait cambrioler chez lui, dimanche soir, alors qu'il disputait un match de championnat contre Elche (2-2), selon des sources policières.

«Le joueur s'est rendu compte de ce qui s'était passé en rentrant chez lui, après la rencontre, en constatant notamment que tout avait été retourné dans la maison», ont

précisé ces sources, ajoutant que ce qui avait été dérobé n'était pas encore connu dans le détail. Selon les premières constatations, les voleurs ont escadé la clôture extérieure de la propriété et sont entrés dans la maison en casant une baie vitrée.

Benzema est le dernier footballeur en date à avoir été cambriolé pendant qu'il disputait un match avec son équipe. En octobre 2019, la garde civile

espagnole et Europol avaient annoncé le démantèlement d'un réseau de cambrioleurs, qui comptaient parmi leurs principaux objectifs des joueurs de l'Atlético et du Real. Selon les médias espagnols, Benzema figurait déjà parmi les victimes de ce réseau, comme le Brésilien du Real Casemiro ou le Ghanéen Thomas Partey, ex-joueur de l'Atlético qui joue actuellement à Arsenal.

Milan AC

Théo Hernandez va prolonger

Arrivé à Milan en juillet 2019, Théo Hernandez enchaîne les bonnes performances et devient l'un des éléments les plus convoités à ce poste (19 buts inscrits et 20 passes décisives délivrées en 105 matchs). Le contrat du Français à Milan, qui se ter-

mine en 2024, devrait être prolongé comme l'a indiqué le directeur sportif milanais, Paolo Maldini. «Theo Hernández prolongera son contrat dans les prochains jours. Nous sommes parvenus à un accord, c'est simplement une question de temps pour

rencontrer ses agents et signer les papiers», a-t-il expliqué. Malgré les sollicitations de plusieurs grands clubs européens, l'international français préférerait donc rester chez les Rossoneri, avec qui il devrait s'engager jusqu'en 2026 selon la presse espagnole.

Tennis - Open d'Australie Medvedev accroché mais jouera les quarts

Daniil Medvedev, N.2 mondial, a perdu son premier set du tournoi mais il s'est qualifié pour les quarts de finale de l'Open d'Australie en battant lundi, par une forte chaleur, l'Américain Maxime Cressy (70e) 6-2, 7-6 (7/4), 6-7 (4/7), 7-5.

«A part le premier set où j'ai réussi à rapidement me détacher, le match a vraiment été dur. Un match d'enfer !», a commenté le Russe après 3h30 de combat. Finaliste l'an passé, il n'avait encore jamais été aussi accroché cette année lors de ses trois premiers tours. Au deuxième, il lui avait bien fallu 2h58 pour battre l'Australien Nick Kyrgios mais il l'avait fait en trois sets. Contre Cressy, Medvedev a connu une petite alerte physique au niveau du haut de la jambe droite et a dû se faire

manipuler sur le court, mais il a rejeté tout risque de complication. «Le match a été long mais, même si j'ai mal quelque part, en prenant un antidouleur, je pourrai jouer mon match» mercredi, a-t-il assuré. Ce sera contre le Canadien Felix Auger-Aliassime (9e).

Face à Cressy, le match a été tendu, spectaculaire et indécis jusqu'au bout, même si, finalement, Medvedev n'a eu qu'une balle de break contre lui et qu'il l'a sauvée. Les deux joueurs ont fait un festival de coups gagnants (75 pour Cressy, 60 pour Medvedev) mais également commis de nombreuses fautes directes. La plus importante peut-être a été commise par l'Américain à 5-5 dans quatrième set, sur une volée haute de coup droit cadeau pour

mener 6-5 qu'il a mise dans le filet. Quelques points plus tard, c'est Medvedev qui a fait le break avant de servir pour le match. Le Russe a remporté son jeu de service blanc en terminant avec autorité sur un ace puis un énorme coup droit gagnant. Vainqueur du dernier US Open, Medvedev pourrait devenir le premier joueur de l'ère Open (depuis 1968) à remporter ses deux premiers tournois du Grand Chelem coup sur coup. Naomi Osaka l'a fait chez les femmes lorsqu'elle a remporté son premier Majeur à l'US Open 2018 puis son deuxième à l'Open d'Australie 2019.

L'an dernier, Medvedev avait été nettement dominé en finale par Novak Djokovic mais, cette année, le Serbe est absent.

Angleterre Liverpool y croit toujours, Chelsea domine Tottenham



Vainqueur (3-1) à Crystal Palace, Liverpool se rapproche un peu du leader Manchester City, alors que Chelsea a battu Tottenham pour la quatrième fois cette saison (2-0) et qu' Arsenal n'a pas su battre le dernier Burnley (0-0), dimanche, lors de la 23e journée de la Premier League. Irrésistible pendant plus d'une demi-heure, Liverpool a dû faire le dos rond pendant tout le second acte pour ramener les trois points de Crystal Palace, pas récompensé de ses efforts.

Ce succès permet aux Reds de compter 48 points, soit quatre de plus que Chelsea, qui a joué une rencontre supplémentaire et qui reçoit Tottenham plus tard tandis que les hommes de Patrick Vieira restent englués dans la secon-

de moitié du classement, à la treizième place avec 24 unités. Un nul n'aurait pourtant pas paru injuste, tant les Eagles ont su se mettre au niveau après avoir semblé totalement impuissants en début de match. Battu 3-0 chez lui à l'aller, puis 2-0 et 1-0 en demi-finale de la Coupe de la Ligue, Tottenham s'est encore incliné contre les Blues (2-0) qui consolident leur place sur le podium. Avec 47 points, Chelsea est troisième à une unité de Liverpool, mais il prend surtout neuf points d'avance sur le quatrième, Manchester United, même si les Reds Devils ont joué deux matches de moins.

Pour les Spurs, 36 points, et qui se seraient emparés de la quatrième place, qualificative pour la Ligue des champions,

en cas de victoire, c'est la première défaite en championnat depuis qu'Antonio Conte est sur le banc. Mais ils ont encore trois matches en retard pour essayer de recoller à la course à la C1. Entre les joueurs en instance de départ, comme Tanguy Ndombélé ou Dele Alli, absents de la feuille de match, et les absences comme celle de Son Heung-min, blessé, Conte a dû composer avec des choix limités pour faire son onze et il était clairement venu défendre.

Les Gunners auraient aussi pu prendre la quatrième place en cas de succès, mais ils n'ont jamais réussi à battre Burnley. Avec 36 points, Arsenal est sixième devant Tottenham à la différence de but, à deux longueurs de Manchester United.

Italie Milan et la Juve se neutralisent, l'Inter s'envole

L'AC Milan et la Juventus se sont neutralisés (0-0) dans l'affiche verrouillée de la 23e journée de Serie A, dimanche, permettant à l'Inter Milan de conforter encore sa place de leader devant les Rossoneri et Naples, vainqueur de la Salernitana (4-1).

Les Nerazzurri, vainqueurs à l'arraché de Venise (2-1) samedi, vont se reposer pendant la trêve internationale sur un matelas de quatre points d'avance - et un match en retard à jouer - sur Naples et Milan, dix sur l'Atalanta (quatrième) et onze sur la Juventus (cinquième).

Dans un San Siro sonnant creux avec les 5.000 spectateurs maximum autorisés actuellement en Italie, Milan et la Juventus ont eu du mal à faire décoller l'affiche du week-end, les deux équipes portant d'abord l'attention sur la discipline défensive. La Juventus, solide et organisée, manque toujours d'arguments offensifs, en l'absence de Federico Chiesa, opéré dimanche après sa rupture d'un ligament du genou gauche le 9 janvier et annoncé absent pour sept mois. Milan, de son côté, a rapidement perdu Zlatan Ibrahimovic, remplacé avant la demi-heure de jeu



par Olivier Giroud pour aller mettre une poche de glace sur un tendon d'Achille douloureux. Sans Franck Ribéry, absent des terrains depuis le début de l'année pour cause de Covid-19, la Salernitana n'a pas existé à Naples. Malgré une égalisation miraculeuse en première période sur son seul tir du match, la lanterne rouge a logiquement craqué devant le Napoli.

Avec son but, son 115e avec Naples, Lorenzo Insigne égale le total de la légende Diego Maradona, devenant troisi-

me ex aequo dans l'histoire du club derrière Marek Hamsik (121) et Dries Mertens (144 désormais). Derrière la Juve, la Roma remonte à la sixième place après sa victoire à Empoli (4-2) construite grâce à une première période foudroyante (4-0 à la pause).

Tammy Abraham, avec un doublé, a confirmé sa belle forme du début d'année, tout comme la recrue portugaise Sergio Oliveira et Nicolò Zaniolo, les autres buteurs du jour.

France Paris, Nice, Marseille, trio gagnant

Le leader Paris SG et son dauphin Nice ont dominé Reims (4-0) et Metz (2-0), dimanche en championnat de France, répondant au succès samedi de l'OM, 3e. Le PSG de Kylian Mbappé, gêné par les Rémois jusqu'à la pause, a déroulé ensuite une partition sans faute note pour acquérir une deuxième victoire d'affilée en championnat. Le club de la capitale conserve son épais matelas de 11 points d'avance sur Nice et 13 sur Marseille, vainqueur à Lens (2-0) samedi et qui dispose d'une munition supplémentaire avec son match à rejouer contre Lyon, le 1er ou le 10 février.

A trois semaines de la réception du Real Madrid en 8e de finale aller de Ligue des champions, les Parisiens ont empilé plusieurs bonnes nouvelles : Sergio Ramos, titulaire pour la pre-

mière fois au Parc des princes, a inauguré son compteur but avec le club français qu'il a rejoint cet été, et Lionel Messi a rejoué en seconde période après plus d'un mois d'absence, entre congés et contamination au Covid-19. Par ailleurs, les Aiglons niçois continuent de planer dans les hauteurs de la L1, grâce aux griffes toujours acérées d'Amine Gouiri. En l'absence d'Andy Delort, forfait, l'attaquant de 21 ans s'est occupé de tout. Son dimanche aurait pu être agrémenté d'un doublé, mais la VAR l'a frustré en signalant un hors jeu peu évident. Nice a de toute façon maîtrisé son sujet face au 18e du Championnat, portant à cinq son nombre de victoires consécutives.

Les hommes de Christophe Galtier comptent 42 points, soit deux de plus que l'OM. Au fond du trou

avant la 22e journée, avec une 19e place indigne de ses moyens et ambitions, Bordeaux a remporté un match de folie contre Strasbourg (4-3) malgré la pression maximale qui pesait sur ses épaules.

Les Girondins venaient de subir trois défaites de suite, dont la déroute à Rennes (6-0) le week-end dernier, dans un contexte lourd marqué par la mise à l'écart de plusieurs joueurs et le sursis accordé à l'entraîneur Vladimir Petkovic. L'ancien sélectionneur de la Suisse, sous contrat jusqu'en 2024, peut remercier son attaquant sud-coréen Hwang Ui-Jo, auteur d'un fantastique triplé (17e, 39e, 90e). Bordeaux a mené 3-0, avant de s'affaïsser devant un doublé de Kevin Gameiro (43e, 57e) et un but d'Abdul Majeed Waris (90e+7). Mais la victoire était au bout.

Espagne Le Barça au mental, frayeur pour le Real



Le FC Barcelone, toujours sans Ousmane Dembélé, a empoché un succès inespéré 1-0 sur le fil à Alavés dimanche pour la 22e journée de Liga, et remonte à la cinquième place au classement, à quinze points du leader, le Real Madrid, qui a arraché un nul miraculeux 2-2 contre Elche. Les Catalans, en difficulté tout le match, n'ont réussi à transpercer la défense basque qu'à la 90e minute : Jordi Alba a servi Ferran Torres dans la surface, qui a remis en retrait pour Frenkie de Jong, auteur de son

deuxième but de la saison. Il s'agit de la première victoire depuis trois semaines pour Xavi et les Catalans, dont le dernier succès en championnat remontait au 2 janvier à Majorque... mais le fond de jeu laisse à désirer, avant une pause de deux semaines et un choc attendu contre le champion en titre, l'Atlético Madrid, lors de la prochaine journée. Éliminés de la Supercoupe d'Espagne et de la Coupe du Roi cette semaine, Xavi et le Barça peuvent souffler ce soir, mais devront encore se battre avec leurs dé-

mons durant quinze jours, avant d'aborder le mois de février durant lequel ils aborderont la Ligue Europa. De son côté, le Real Madrid a arraché un nul miraculeux 2-2 sur le fil contre Elche à domicile et reste leader avec quatre points d'avance sur le Séville FC, accroché 2-2 par le Celta Vigo samedi. Les Merengues étaient mal embarqués, après le pénalty manqué par Karim Benzema (33e) avant qu'il ne sorte sur blessure (58e), et les deux buts encaissés par Lucas Boyé (42e) et Pere Milla (76e).

Allemagne Le Bayern reprend six points d'avance en tête

Nullement impressionné par la victoire de son dauphin Dortmund samedi à Hoffenheim (3-2), le Bayern a repris dimanche ses six points d'avance en tête de la Bundesliga en s'imposant 4-1 à Berlin contre le Hertha. Dans ce dernier match de la 20e journée, Corentin Tolisso (25e), Thomas Müller (45e), Leroy Sané (75e) et Serge Gnabry (79e) ont marqué pour le Bayern. Après son triplé de la se-

maine dernière contre Cologne (4-0), Robert Lewandowski est en revanche resté muet. Jurgen Klopp a sauvé l'honneur pour le Hertha en fin de match (80e).

Devant 3000 spectateurs autorisés dans le stade olympique de Berlin, les Bavarois ont surclassé leurs adversaires dans le jeu, mais la courageuse résistance des joueurs de la capitale et les exploits de leur gardien Alexander Scholz ont

longtemps retardé l'heure de la punition, et permis au Hertha de rester dans le match pendant 75 minutes. Derrière le Bayern (49 pts) et Dortmund (43 pts), la lutte pour les deux autres places en Ligue des champions fait toujours rage : Leverkusen (35 pts) et l'Union Berlin (34 pts) occupent les 3e et 4e places, talonnés par Fribourg (33 pts), Leipzig - vainqueur dimanche de Wolfsburg 2-0 - et Hoffenheim (31 pts).

L'OMS entrevoit la fin possible de la phase aiguë de la pandémie



L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé lundi que la fin à la phase aiguë de la pandémie est peut-être à portée de main dès cette année, au moment où entre en vigueur en France le pass vaccinal pour les plus de 16 ans.

"Nous pouvons mettre fin à la phase aiguë de la pandémie cette année - nous pouvons mettre fin au Covid-19 en tant qu'urgence sanitaire mondiale", le niveau d'alerte le plus élevé de l'OMS, a déclaré son directeur général Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Pour y parvenir, les pays ne doivent pas rester les bras croisés et doivent entre autres lutter contre l'iniquité vaccinale, surveiller le virus et ses variants et prendre des mesures de restrictions adaptées, a-t-il expliqué à l'occasion de l'ouverture du Comité exécutif de l'OMS, qui se réunit cette semaine à Genève.

Or, en Afrique, 85% de la population n'a pas encore reçu une seule dose de vaccin, a-t-il souligné.

Il a aussi averti qu'"il est dangereux de supposer que (le variant très contagieux) Omicron sera le dernier variant ou de parler de fin de partie", car les conditions sont "idéales" actuellement dans le monde pour

que d'autres variants émergent. Le potentiel d'un variant "plus transmissible et plus mortel" est "très réel", selon lui.

Dimanche, le directeur Europe de l'OMS Hans Kluge avait estimé qu'une sortie de la pandémie de Covid-19 pourrait se profiler dans la région deux ans après l'apparition de cette maladie sur le continent, dans un entretien avec l'AFP, dans lequel il appelait toutefois à la prudence du fait de la versatilité du virus.

L'OMS estime qu'Omicron pourrait avoir contaminé 60% de la population européenne d'ici à mars.

OMICRON SUPPLANTE DELTA

Dans un communiqué publié lundi, M. Kluge a souligné qu'"Omicron est en train de supplanter Delta à une vitesse sans précédent" en Europe. "Moins de deux mois après sa découverte en Afrique du Sud, il représente désormais 31,8% des cas dans la région européenne, contre 15% la semaine précédente", a-t-il ajouté.

En France, le pays d'Europe à l'incidence la plus élevée hors micro-Etats, le pass vaccinal a été introduit lundi et se traduit par un

durcissement vis-à-vis des non-vaccinés, en dépit des critiques que ce nouveau dispositif suscite chez ses opposants. Un test négatif ne suffit plus, sauf pour accéder aux établissements et services de santé: il faut justifier pour les plus de 16 ans d'un statut vaccinal contre le Covid-19 afin d'avoir accès aux activités de loisirs, restaurants et bars (sauf restauration collective), foires ou transports publics interrégionaux (avions, trains, cars).

L'incidence en France est de 3.733 cas pour 100.000 habitants sur les sept derniers jours, selon un comptage AFP. Le pays a enregistré une moyenne de 360.000 cas quotidiens sur la même période, ce qui en fait également le pays européen le plus touché en valeur absolue.

Le gouvernement a néanmoins annoncé la fin du port du masque en extérieur et du télétravail obligatoire le 2 février, puis la réouverture des discothèques et le retour de la consommation au comptoir le 16 février.

BULLE SANITAIRE

En Chine, le long confinement de la ville de Xi'an (nord) a été levé lundi, ont annoncé les autorités, qui ont fait état par ailleurs

de 72 cas de Covid chez les participants aux JO de Pékin.

Les 13 millions d'habitants de l'antique capitale impériale avaient été confinés à domicile le 22 décembre après la découverte d'un foyer qui a contaminé au total plus de 2.100 personnes.

Ce confinement d'un mois est le plus long et le plus étendu imposé en Chine depuis la mise en quarantaine de la métropole de Wuhan, premier épicentre de la pandémie, de janvier à avril 2020.

Le nombre officiel de contaminations reste minime en Chine comparé au reste du monde mais les autorités réagissent au moindre regain épidémique avec des mesures radicales, qui se renforcent à l'approche des Jeux olympiques de Pékin (4 au 20 février).

C'est désormais Pékin qui compte le plus grand nombre de contaminations quotidiennes, à une dizaine de jours du début des JO: la capitale a fait état lundi de six nouveaux cas, sur un total national de 18, auxquels s'ajoutent 39 cas importés.

Afin de limiter les risques de contamination, les athlètes et autres participants aux Jeux d'hiver doivent rester à l'intérieur d'une bulle sanitaire.

Washington

Manifestation contre «la tyrannie» des obligations vaccinales

Au nom de leurs libertés, de leurs enfants ou de leurs convictions religieuses, quelques milliers d'Américains ont manifesté dimanche à Washington pour protester contre les obligations de se faire vacciner contre le Covid-19. "Les obligations (vaccinales) et les libertés, ce n'est pas compatible.

Comme l'eau et l'huile", lance un orateur sur les marches du Lincoln Memorial, l'imposant édifice de marbre blanc dédié au 16^e président des Etats-Unis.

"Respirez", exhorte un autre. "Inhalez Dieu, exhalez la peur", ajoute-t-il sous les applaudissements de la foule, des Américains de tous âges, non masqués, parfois accompagnés d'enfants. "Je ne suis pas anti-vaccins, mais je suis contre ce vaccin-ci", dit à l'AFP Michelle, une kinésithérapeute de 61 ans habitant en Virginie qui préfère ne pas donner son nom de famille et juge les sérums à ARN messenger "trop expérimentaux", "hâtifs".

Après avoir marqué une pause dans l'interview pour pouvoir chanter l'hymne national avec le reste des manifestants, main sur le coeur, Michelle explique avoir refusé le vaccin et bénéficier d'une exemption religieuse. Mais pour continuer à travailler à Washington, elle doit se faire tester toutes les semaines, dit-elle.

A son grand regret, son fils, au départ hésitant, a fini par se faire vacciner. "Tellement de pression de la part de ses amis", lâche-t-elle.

«MON CORPS, MON CHOIX»

Therese, elle, est catégoriquement opposée aux vaccins - tous les vaccins. Elle explique être venue en bus du Michigan, dans le nord du pays, pour protester contre l'atteinte "à nos libertés" que constituent les obligations vacci-



nales. "Les vaccins ne marchent pas, on nous ment", assure la sexagénaire, qui travaillait dans une cantine scolaire avant sa retraite et refuse de donner son nom de famille.

"Et nous ne devrions pas masquer nos enfants", argue-t-elle. "J'ai parlé à des psychologues qui disent que nos enfants souffrent, qu'ils sont déprimés; c'est terrible, il faut que nous récupérons nos libertés", lâche-t-elle.

Plus haut, sur les marches, les orateurs - notamment des personnes en blouse blanche, présentées comme des médecins venus du Texas - continuent à se succéder.

"Nous sommes Américains et c'est notre truc: nous combattons la tyrannie!", lance quelqu'un à la tribune. De rares joggeurs, comme perdus, traversent la foule au milieu des pan-

cartes "Mon corps, mon choix" ou "Dieu est notre roc et il vaincra Goliath".

Nombreuses aussi sont les affiches anti-Joe Biden, au milieu de quelques drapeaux frappés du nom de Donald Trump.

Est-il difficile de ne pas être vacciné à Washington, ville démocrate à une majorité écrasante, plutôt attachée aux règles et où le pass vaccinal est désormais exigé pour aller au restaurant ou au cinéma?

"Ça va, on fait des économies", dit en riant Isaac Six, 34 ans, qui travaille dans une organisation caritative.

Le jeune homme, non vacciné contre le Covid-19, raconte être allé "une dernière fois" à son restaurant préféré, Le Diplomate, établissement spécialisé dans la cuisine françai-

se et très couru de la capitale, avant l'instauration le 15 janvier du pass sanitaire.

Les vaccins en général "sont merveilleux, ils ont aidé des millions de personnes" dans le monde, mais "que les gens soient obligés de se faire vacciner, surtout quand le vaccin n'empêche pas complètement la transmission", il trouve cela "irrationnel".

Contrairement à d'autres ici, qui voient dans les obligations vaccinales une menace pour la démocratie, il se dit confiant. Mais ce qui l'inquiète, ce sont des politiques adoptées selon lui "sur fond de peur et de panique" et "par décret". "Je voudrais voir davantage de processus législatif, que les gens que nous avons élus pour nous représenter soient ceux qui adoptent effectivement les lois", fait-il valoir.

Trois blessés lors d'une attaque au couteau dans un tram à Tunis



Trois personnes ont été blessées lors d'une attaque au couteau, par un homme qui souffrirait de troubles psychologiques, dans un tramway au centre de Tunis, a appris lundi l'AFP auprès du ministère de l'Intérieur. L'agresseur, qui vivait en Italie et était de retour en Tunisie depuis 2020, "souffre de problèmes psychologiques selon sa famille", a indiqué une responsable au sein du ministère, précisant qu'il n'y avait aucun blessé grave.

Des investigations sont en cours pour "déterminer les circonstances et le caractère de cet acte" survenu dimanche soir, a ajouté cette source.

A l'arrivée d'un tramway à la station de Bab Alioua, non loin du centre de Tunis, "nos collègues ont constaté un mouvement

anormal et des passagers en panique qui se poussaient violemment les uns les autres pour sortir", a indiqué dimanche un syndicat de police sur sa page Facebook. "Quelqu'un (...) était en train de poignarder des passagers avec un couteau. Il en a agressé trois", a précisé le syndicat.

L'individu, dont l'identité n'a pas été communiquée, a été maîtrisé et arrêté par les agents, après avoir tenté de les poignarder également. La Tunisie traverse une importante crise socio-économique, aggravée par la pandémie de Covid-19 qui a fait passer le taux de chômage de 15 à 18%, avec un taux dépassant les 40% chez les jeunes. Le taux de suicide est également élevé et est la deuxième cause de mortalité chez les jeunes adultes.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Tunisie compterait environ 120.000 personnes atteintes de schizophrénie sur 12 millions d'habitants mais pas plus de 1.200 sont prises en charge dans des hôpitaux.

Depuis le 25 juillet, le pays est également plongé dans une période d'incertitude politique après le coup de force du président Kais Saïed qui a, ce jour-là, gelé les activités du Parlement.

M. Saïed a annoncé une feuille de route, avec un référendum prévu l'été prochain et de nouvelles élections législatives en décembre. Mais beaucoup de Tunisiens s'inquiètent de l'inflation galopante (plus de 6% par an), du recul de leur pouvoir d'achat ces dix dernières années, et de la montée de la pauvreté.

Royaume-Uni

Enquête sur des accusations d'islamophobie au sein du parti de Johnson

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a ordonné l'ouverture d'une enquête après qu'une députée de son parti conservateur a affirmé avoir été limogée du gouvernement, lors d'un remaniement il y a deux ans, en raison de sa religion musulmane. Nusrat Ghani, 49 ans, a affirmé à l'hebdomadaire Sunday Times qu'un cadre du parti lui avait expliqué en février 2020 que "ses origines et sa foi" avaient été déterminantes dans son éviction, relançant les soupçons d'islamophobie au sein de la majorité.

Ces accusations surviennent à un moment déjà difficile pour la formation politique de Boris Johnson, qui se trouve sur un siège éjectable après le scandale des fêtes à Downing Street en plein confinement.

Les conclusions d'une enquête interne en cours à ce sujet sont attendues dans les jours qui viennent, et s'annoncent déterminantes pour l'avenir politique de Boris Johnson.

"Le Premier ministre a demandé au Cabinet Office", organe du gouvernement, "de mener une enquête au sujet des accusations faites par la députée Nusrat Ghani", a déclaré un porte-parole de Downing Street dans un commu-

niqué lundi. Le Premier ministre a demandé que soient établis "les faits au sujet de ce qui s'est passé", a poursuivi le porte-parole, affirmant que "comme il l'avait déclaré à l'époque, le Premier ministre prend ces accusations très au sérieux".

Lorsque ces accusations avaient été formulées pour la première fois, Boris Johnson avait recommandé à Nusrat Ghani de déposer formellement une plainte auprès des instances du parti, ce que la députée et ex-secrétaire d'Etat aux Transports n'avait pas fait, rappelle Downing Street.

"Comme je l'ai dit hier au Premier ministre, tout ce que je veux, c'est que tout cela soit pris sérieusement et qu'il enquête", a réagi Nusrat Ghani, saluant la décision du Premier ministre dans un communiqué sur Twitter.

L'enquête doit englober "tout ce qui a été dit à Downing Street" et par le cadre du parti, a-t-elle ajouté. "On m'a dit que lors de la réunion de remaniement à Downing Street, ma +foi musulmane+ avait été soulevée comme +un problème+, qu'une femme musulmane au gouvernement mettait mes collègues mal à l'aise et qu'on craignait que je ne sois +pas loyale envers le parti car je

n'en faisais pas assez pour le défendre contre les allégations d'islamophobie+", a déclaré la députée au Sunday Times.

"C'était comme un coup de poing dans l'estomac. Je me suis sentie humiliée et impuissante", a-t-elle confié, expliquant ne pas en avoir parlé publiquement à l'époque car elle avait été avertie qu'elle serait "ostracisée par ses collègues" et que sa "carrière et sa réputation seraient détruites".

Un cadre du parti, Mark Spencer, s'est lui-même identifié comme étant le cadre visé par ces accusations, tout en les démentant.

Elles viennent raviver les vieux démons chez les conservateurs, longtemps accusés de laisser prospérer l'islamophobie dans leurs rangs. En 2021, un rapport avait conclu que "le sentiment antimusulman demeurerait un problème au sein du parti", confronté à un problème d'islamophobie aux niveaux local ou individuel mais pas "institutionnel".

Boris Johnson avait été lui-même mis en cause pour avoir écrit en 2018, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, un article dans lequel il comparait les musulmanes portant le voile intégral à des "boîtes aux lettres" ou des "voleurs de banque".

Grand froid et chutes de neige exceptionnelles en Grèce



La neige a recouvert lundi une grande partie de la Grèce, jusqu'à l'île méridionale de Crète, en raison d'une vague de froid avec des températures qui sont parfois descendues à -14 degrés Celsius, provoquant coupures de courant et de routes.

La neige est pour la première fois cet hiver tombée dans le centre d'Athènes, ce qui a conduit à la fermeture du Parlement grec ainsi que des écoles.

Le transport aérien et maritime n'a pas été impacté, mais la circulation des rames de métro jusqu'à l'aéroport de la capitale a été perturbée.

"C'est une situation extrême pour notre pays", a commenté Christos Zerefos, un professeur de physique atmosphérique, sur la chaîne de télévision publique ERT.

Costas Lagouvardos, le directeur de recherche à l'Observatoire natio-

nal d'Athènes, a quant à lui dit à la chaîne de télévision ANT1 que la capitale n'avait pas connu de telles conditions météorologiques depuis 1968. La neige est même tombée sur plusieurs îles grecques de la mer Égée (entre la Grèce et la Turquie), isolant certains villages de montagne sur celles d'Andros, de Naxos et de Tinos et recouvrant les plages de Mykonos.

De fortes chutes de neige se sont aussi produites sur l'île d'Eubée, au nord d'Athènes, déjà ravagée par des incendies cet été.

Les municipalités y ont redoublé d'efforts pour maintenir les principales routes ouvertes, tandis que de nombreux villages ont été victimes de coupures d'électricité.

Les chutes de neige devraient se poursuivre mardi, avec des températures inférieures à zéro, a annoncé la protection civile.

Trafic interrompu à l'aéroport d'Istanbul en raison de la neige



L'aéroport international d'Istanbul, l'un des principaux d'Europe, a suspendu ses opérations lundi en raison d'abondantes chutes de neige, ont annoncé les autorités de l'aviation civile.

La direction générale des aéroports civils a déclaré sur Twitter que les opérations y avaient été provisoirement arrêtées "en raison de conditions exceptionnelles" qui réduisent la visibilité sur les pistes et reprendraient à 18H00 heure locale (15H00 GMT).

Un millier d'avions se croisent chaque jour à l'aéroport "Istanbul Havalimani", situé sur la rive européenne à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest du centre-

ville, près de la Mer Noire.

Le second aéroport, Sabiha Gökçen, sur la rive asiatique, fonctionne normalement lundi malgré quelques retards.

Istanbul Havalimani a été inauguré en 2019 en remplacement de l'aéroport Ata Türk, devenu trop exigu.

En 2021, Istanbul Havalimani a accueilli 37 millions de passagers, selon le ministère turc des Transports, ce qui en faisait le premier aéroport d'Europe, connecté notamment à l'Asie centrale, au Moyen-Orient et à l'Afrique.

C'est la première fois que le trafic y est suspendu depuis son ouverture, ont dit les responsables de l'aviation civile.

Mexique: une deuxième journaliste assassinée en une semaine



Une journaliste, qui avait pu brièvement déclaré qu'elle craignait pour sa vie il y a déjà quelques années, a été assassinée dimanche à Tijuana, deuxième meurtre d'un professionnel des médias en une semaine dans cette ville du nord-ouest du Mexique, à la frontière des Etats-Unis.

Lourdes Maldonado Lopez a été tuée par "arme à feu alors qu'elle se trouvait à bord d'un véhicule", a indiqué le parquet général de l'Etat de Basse-Californie dans un communiqué. Elle "travaillait comme journaliste", a ajouté le parquet en annonçant l'ouverture d'une enquête. Des coups de feu ont été entendus vers 18h20 (02h20 GMT) dans un quartier de Tijuana, a rapporté le journal Zeta Tijuana.

Un autre journaliste, le photoreporter Margarito Martinez, avait été tué lundi dernier à Tijuana. Il collaborait avec Zeta, le quotidien Jornada et des journalistes étrangers en reportage à Tijuana. Le parquet a déclaré qu'il n'écarterait aucune piste.

La journaliste assassinée dimanche avait travaillé pour Primer Sistema de Noticias (PSN) de Jaime Bonilla, gouverneur de l'Etat de Basse-Californie de 2019 à fin 2021, au sein d'une coalition soutenant le parti présidentiel Morena.

La victime avait gagné il y a quelques jours un procès contre PSN, qu'elle poursuivait depuis neuf ans

pour licenciement abusif, avait rapporté la presse mexicaine.

Elle avait demandé il y a deux ou trois ans au président de la République, Andres Manuel Lopez Obrador, "appui, aide et justice parce qu'on a peur pour ma vie", selon une vidéo republiée sur les réseaux sociaux à l'annonce de son assassinat.

"Je suis en procès depuis six ans avec lui", ajoutait-elle au sujet du gouverneur Bonilla, en interpellant le chef de l'Etat lors de l'une de ses conférences de presse.

Le président l'avait renvoyée vers son "coordinateur de communication sociale" (porte-parole) pour "qu'il l'aide et l'appuie, pour que l'on demande justice, pour qu'il n'y ait pas d'abus de pouvoir".

La déléguée de l'ONG Reporters sans frontière (RSF) au Mexique, Balbina Flores, a déclaré à l'AFP qu'il restait à confirmer si Mme Maldonado disposait d'une protection officielle. La représentante de RSF a demandé aux autorités d'enquêter de manière exhaustive et transparente. La plupart des assassinats de journalistes restent non élucidés.

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) s'est déclaré "choqué" par ce dernier assassinat, en demandant également aux autorités "d'enquêter de manière exhaustive et transparente".

Au moins sept journalistes ont été tués en 2021 au Mexique,

d'après un décompte de l'AFP, qui tente à chaque fois d'établir si la victime était bien encore en activité, et si elle a été tuée à cause de son travail journalistique.

C'est le cas dans l'Etat du Veracruz (sud-est), où un homme présenté comme un journaliste, José Luis Gamboa, a été retrouvé mort poignardé le 10 janvier, ont indiqué lundi plusieurs sources.

Reporters sans frontière et la Commission d'Etat pour la protection des journalistes ont demandé aux enquêteurs de prendre en compte son statut de journaliste.

"Gamboa avait dénoncé et critiqué fortement les autorités locales pour leur relation avec le crime organisé", d'après RSF.

Sur son compte suivi par 1.070 abonnés, la victime se présentait comme le "directeur général" de trois publications en ligne. Dans l'un de ses derniers articles publiés fin décembre - en fait un long éditorial -, José Luis Gamboa dénonçait des acteurs politiques "liés au crime organisé". Le Mexique est considéré comme l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes, exposés aux représailles des cartels de narcotrafiquants à l'oeuvre dans plusieurs des 32 Etats du pays.

Une centaine de journalistes ont été tués depuis 2000, d'après des chiffres de la Commission des droits de l'homme.

Corée du Sud

La femme d'un candidat à la présidence menace d'emprisonner des journalistes critiques

La femme d'un candidat à la présidentielle en Corée du Sud a menacé "d'emprisonner tous les journalistes" critiques de son mari s'il arrivait au pouvoir, élaboussant lundi le parti du candidat d'un deuxième scandale depuis la semaine dernière.

"Si j'arrive à la Maison Bleue (résidence et bureau officiel du président, ndlr), je les mettrai tous en prison", a assuré Kim Keon-hee, épouse du candidat du parti conservateur Pouvoir au peuple (PPP) Yoon Suk-yeol, à un journaliste. Ce dernier a enregistré ses commentaires, rendus publics la semaine dernière après une bataille judiciaire.

Dans ces enregistrements, elle affirme que les médias critiques se-

raient probablement poursuivis sous l'administration de son mari. "La police les accusera, que nous le leur ordonnions ou non", a-t-elle déclaré. Il s'agit du deuxième scandale à frapper le candidat Yoon Suk-yeol depuis la semaine dernière.

Le premier a éclaté le 18 janvier, quand le PPP a pris ses distances avec les propos - les premiers à avoir fuité - de Kim Keon-hee prenant la défense d'Ahn Hee-jung, ancien candidat à la présidentielle en prison depuis trois ans et demi pour des viols répétés sur sa secrétaire.

Le directeur de campagne du candidat a déclaré lundi que le parti "essayait de trouver la meilleure façon d'avancer" après les remarques

de la potentielle future première dame. Yoon Suk-yeol est au coude-à-coude dans les sondages avec le candidat du parti démocrate, Lee Jae-myung, en vue de l'élection présidentielle de mars.

Le parti avait tenté maintes fois de bloquer la publication de ces enregistrements à coups de recours devant les tribunaux, le journaliste en question ayant l'intention de les faire fuiter. Toutes ces demandes ont été rejetées.

Les commentaires d'une femme qui pourrait devenir la prochaine première dame du pays "reflètent ses opinions (...) et sont donc soumis à l'intérêt et à l'inspection du public", avait jugé la semaine dernière la Cour fédérale de Séoul.

Libye

Un centre d'accueil pour migrants réservé aux femmes et aux enfants



Le ministère libyen des Affaires étrangères a annoncé dimanche l'ouverture d'un centre d'accueil pour immigrants clandestins spécialement réservé aux femmes et aux enfants à Tripoli, la capitale du pays.

Ce nouveau centre a été inauguré au cours d'une cérémonie à laquelle ont assisté le ministre de l'Intérieur Khaled Mazen et la ministre des Affaires étrangères Najla Mangoush, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

D'une capacité de 1.500 places et entièrement géré par des agents de sécurité féminins, le centre fournira des services alimentaires et médicaux de base aux migrants, selon le communiqué. Le nouveau centre d'accueil contient une clinique, une école, un jardin d'enfants, un centre sportif, un laboratoire informatique et un

dortoir pour orphelins, a-t-il ajouté. "Ce centre et toutes ses installations et services reflètent l'attention que porte le Gouvernement d'union nationale aux migrants, ainsi que son souci d'améliorer leurs conditions de vie, de préserver leur dignité et de respecter leurs droits conformément aux accords humanitaires internationaux", a déclaré Mme Mangoush.

La Libye est en proie à l'insécurité et au chaos depuis 2011. Cette situation a fait d'elle un point de départ privilégié pour les immigrants clandestins qui tentent de traverser la mer Méditerranée pour atteindre les côtes européennes.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 32.000 migrants clandestins ont été secourus en mer et renvoyés en Libye en 2021.

Allemagne: plusieurs blessés dans une attaque à l'université



Un homme muni d'une arme à feu a fait plusieurs blessés dans un amphithéâtre de l'université de Heidelberg, dans le sud-ouest de l'Allemagne, lundi, avant d'être retrouvé mort.

"Un individu a blessé plusieurs personnes dans un amphithéâtre avec une arme longue", a expliqué la police de Mannheim dans un communiqué avant d'ajouter que l'assaillant était "mort".

Elle n'a cependant pas précisé les conditions de ce décès alors que les forces de l'ordre sont arrivées en nombre sur les lieux. Selon le quotidien Bild, le tireur s'est suicidé.

La police a également indiqué

qu'elle n'avait "pas connaissance d'une lettre de revendication", tout en appelant l'opinion publique à éviter les spéculations.

Selon les informations de la chaîne publique Südwestrundfunk (SWR), l'université d'Heidelberg a demandé par mail à ses étudiants de ne pas se rendre sur le campus du quartier de Neuenheimer Feld. Il n'y aurait cependant "plus de menace imminente", selon SWR.

Ce site universitaire, situé sur la rive nord du fleuve Neckar, accueille notamment des facultés de sciences naturelles, des départements du centre hospitalier universitaire et le jardin botanique.

Il parcourt Johannesburg-
Amsterdam dans le train
d'atterrissage d'un avion

Un passager clandestin a fait 9.000 km, entre Johannesburg et Amsterdam, caché dans le train d'atterrissage avant d'un avion cargo, a annoncé dimanche la police militaire, qui précise que l'homme a été hospitalisé "dans un état stable". L'homme, non identifié, se serait glissé à bord de l'avion avant son départ de Johannesburg, a indiqué Joanne Helmonds, porte-parole de la police militaire royale néerlandaise. "L'homme a été retrouvé vivant dans le train avant de l'avion et a été transporté à l'hôpital dans un état stable", a-t-elle détaillé auprès de l'AFP, ajoutant qu'"il est tout à fait remarquable que l'homme soit encore en vie".



Les vols entre Johannesburg et Amsterdam durent en moyenne 11 heures. Les passagers clandestins sur les vols à destination des Pays-Bas sont rares, selon Joanne Helmonds, qui note que les tentatives précédentes avaient

concerné des personnes originaires du Nigeria et du Kenya. L'année dernière, la police des frontières a découvert le corps d'un Nigérien dans le train d'atterrissage d'un avion arrivant à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol.

Tanzanie : des agresseurs tuent cinq
personnes d'une même famille

Au moins cinq personnes d'une même famille ont été tuées par des agresseurs non identifiés dans la région tanzanienne de Dodoma (centre), a déclaré dimanche la police. Les victimes sont un homme et son épouse, deux enfants et un petit-enfant, a indiqué Onesmo Lyanga, commandant de la police régionale de Dodoma. M. Lyanga a précisé en conférence de presse que l'enquête préliminaire montrait que les victimes avaient été frappées avec des objets lourds. Il a ajouté que les corps des défunts avaient été amenés à l'hôpital pour y subir une autopsie afin de déterminer comment ils ont été tués. Une fois que l'autopsie sera terminée, a-t-il poursuivi, la police publiera un communiqué. M. Lyanga a promis que la police explorerait toutes les pistes afin de retrouver les agresseurs.

Noah Kapande, un proche des victimes, a déclaré aux médias locaux que les dépouilles des défunts avaient été trouvées dans leur maison du village de Zanka, samedi à 16h00 heure locale, par des enfants qui s'étaient approchés de la maison pour y faire paître du bétail. Anthony Mtaka, commissaire régional de Dodoma, s'est rendu dimanche sur les lieux du crime avec le comité régional de défense et de sécurité. Il a exhorté les villageois et les proches des victimes à coopérer avec les enquêteurs afin d'identifier les agresseurs. "Cet incident pourrait avoir été réalisé en collaboration avec des habitants de cette zone et non des individus venant de loin. Personne ne vient de loin pour tuer cinq personnes de la même famille sans disposer de suffisamment d'informations", a-t-il expliqué.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Société d'Impression de l'Est
EPE/SPA au capital : 1500.000.000.00 DA
Zone industrielle Boumerzoug-Constantine
Nif : 099925006330057

Avis de vente de déchets
d'imprimerie et d'emballage
n° 01/2022

La Société d'impression de l'Est «SIE» lance un avis de vente pour ses produits déchets, et met en vente au plus offrant par soumissions cachetées, ses produits composés de :

- Lots n° 01 :
 - Papier Blanc « Beefeack »
 - Papier blanc format journal
 - Papier blanc en bobineau
 - Vieux journaux « mauvais tirage »
 - Papier offset format livres
 - Papier offset en Ball
 - Papier journal en balle
 - Papier blanc offset
 - Craft
 - Rondelles
 - Papier glacé
- Lots n° 02 :
 - Plaques offset usagées
- Lots n°03 :
 - Futs métalliques de 200L en tôle vides
 - Fûts en plastiques de 200 L
 - Bidons en plastique 20L

Les soumissionnaires doivent mentionner un prix fixe en hors taxe et non révisable correspondant au Kg pour les lots n° 1 et 2, et à l'unité pour les lots n°3.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis peuvent se présenter au siège
EPE/SPA « Sie »

Société d'impression de l'Est
Zone industrielle Boumerzoug – Constantine

L'enveloppe extérieure doit être fermée, anonyme et devra ne comporter que la mention :
Avis de vente déchets d'imprimerie et d'emballage

n° 01/2022

« Soumission à ne pas ouvrir »

Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.
Les soumissions doivent être déposées à l'adresse ci-dessus, le 06/02/2022 avant 12h00.
L'ouverture des plis aura lieu au siège de l'entreprise à 13h00 le jour du dépôt des offres, en présence des soumissionnaires qui désirent y assister.
Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres est prorogé au jour ouvrable suivant.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trente (30) jours à compter de la date de l'ouverture des plis.

APPARTEMENTS

■Vds appts luxe F2-F3-F4 et F5 cuis équipée, chauffage/C, box très bien situés à Choupot, wilaya, Millénium – Fernand-ville – 0772.43.37.38/ 0555.89.91.04

■Vds ou échange bel appart standing 140 m², RDC élevé seul au palier ds une résidence, à Oran, côté rond-point wilaya – 0555.69.67.75

■Loue F3 avec douche, cuisine, SDB, cour, WC + cour au RDC à Hassi Bou-nif + Loue grand local 200 m² + petit local à la même adresse, visite jeudi 10h à 11h – 0552.09.00.39

■A louer au centre ville d'Oran studio 22 m², 2^e étage – 0793.71.32.99

■Loue F3 Seddikia, 1^{er} (4U) – F3 Ain El-Turck, 2^e (2,5 U) – F2 dans une villa à Coca, 1^{er} (2,5U) – F4 Cavaignac, 2^e (3,5 U) – villa à El Kerma (4U) – ag AB-DALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■Vs appart promotionnel luxe, top F3 de 100 à 120 m², 3^e et 4^e étage, F4, 150 m², F5 200 m² au 2^e étage avec cuis équipées, chaudière, radiateur, réservoir et pompe indiv. Résid de 4 étages neuve – bien ensoleillés, bien aérés – 0552.80.60.09

■A.V appartement F3, acté, 2^e étage, quartier Plateau, Oran libre de suite, bien ensoleillé, toutes commodités. Ccourtier, intermédiaire et curieux s'abstenir. Prix après visite – 0778.30.25.71

■Promotion immobilière, située à Oran, vous propose des appartements de qualité avec une large variété de typologie T2/T3/T4. Paiement par tranches et possibilité de crédit bancaire. Plus d'info : 0699.51.20.31-0699.51.20.50

■A louer centre-ville Mascara une gde pièce + cuisine + hall, sanitaire au Rdc, refait à neuf pour prof libérale + Loue local 125 m² à Bastié/ Oran – 0770.69.38.15

VILLAS

■A vendre Haouch à Hai Bouâmama (El-Hassi) 100 m, face au stade, dotation de gaz de ville et d'électricité. Contacter 0663.74.71.17

■A.V villa 260 m² 2f ; piscine moderne 7MD Belgaïd + carcasse de 700 m² sur zone Bir el Djir/ Carcasse 250 m² Bir el Djir 3,5 MD – 0550.03.16.64

■Vds / Loue (H.B) Ain Témouchent, maison 180 m², dble faç RDC +1^{er}, balcon, cour, cave, 3 wc, 1 Sdb, b/eau, gaz, élect 380, 3 gds garages, 2 gd halls, 2 chbres, 1g sal, gd cuis, salle à manger + terrasse – 0783.21.76.96

■A vendre gde maison de maître 560 m², 3 apparts, un gd garage, située à Lamur (El Hamri), Oran – Tél : 0658.12.48.60

■Vends une maison au Camp 5, Bethioua, 260 m², actée + livret foncier + vds magasin centre-ville d'Oran, pas très loin de Front de mer et marché Michelet, 50 m² acté -Tél: 0699.26.29.25 et sur whatsApp

EMPLOIS

■Ets à Oran cherche vendeur en meubles avec connaissance en montage/ poseur de meubles pour montage et démontage (4 fois, semaine) et Fem. de ménage 3 fois /semaine, entre 48 et 55 ans - 0774.71.38.35

DIVERS

■Particulier vend ascenseur 5 portes (5 étages) très bon état, prix après visite – 0555.61.53.11 / 0561.65.69.45

TERRAINS

■A vendre terrain 460 m², 2 façades Ain El-Turck Oran – 0697.61.66.99

■Avez-vous bien immobilier à louer ou à vendre ou voulez-vs acheter / louer terrains, villas, apparts, hôtels, showroom, carcasse, local... n'hésitez pas à contacter. Bureau d'aff 0550.03.16.64

PENSÉE

A la mémoire de notre chère mère et grand-mère
Mme LAFTAS DAHAOUIA née BOUDALIA, décédée le 25 janvier 2012 Cela fait dix ans depuis qu'elle nous a quittés pour un monde meilleur en laissant derrière elle un immense vide irremplaçable. Les familles LAFTAS, BOUDALIA, FETTOUCHE, SAHRAOUI, LABIOD et BOUHRAOUIA demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu Le Tout-Puissant l'accueillir en Son Vaste Paradis.



PENSÉE

SENHADJI Zoubida (Dite Rahma Bentchacha) 24.01.2012 / 24.01.2022
Le 24 janvier 2012, 10 ans depuis que tu n'es plus parmi nous, très chère et adorable mère. En cette circonstance mémorable, les familles DJEBBAR et SENHADJI, au complet, demandent à tous ceux qui l'ont connue et appréciée d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire et prier Dieu Le Tout-Puissant de l'accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis, in challah, Amine.
Ton cher fils **DJEBBAR Abou-Bekr**
إنا لله وإنا إليه راجعون



Avis

EURL SAFESC BENMOSTEFA décline toute sa responsabilité à l'utilisation frauduleuse de son cachet rond humide bureau de Mascara et une griffe au nom de **HABIB Abdessamii**
HABIB Abdessamii suite à un vol en date du 01 janvier 2022



CONDOLEANCES

Monsieur **HASNAOUI Brahim** et toute sa famille

ainsi que le personnel du Groupe

des Sociétés **HASNAOUI**,

présentent, à toute la famille **CHERIF**,

leurs plus sincères condoléances

suite au décès de

Monsieur **CHERIF Athmane**,

Un grand Homme.

Paix à son âme.

"وبشر الصابرين الذين إذا أصابتهم مصيبة،

قالوا انا لله وانا اليه راجعون"

2

11.50 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.50 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.55 Tout le monde a son mot à dire
18.30 N'oubliez pas les paroles
19.40 Météo 2
20.00 Journal 20h00
20.45 Un si grand soleil

21.10 Affaire conclue remonte le temps

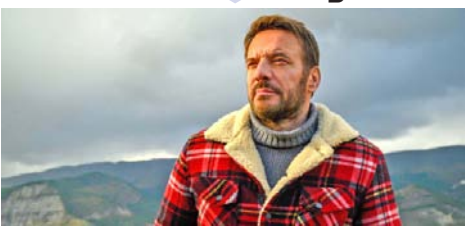


Présenté par Sophie Davant
Sophie Davant et sa fidèle équipe de commissaires-priseurs remontent le temps en faisant découvrir les secrets que referment certains objets d'exception. Parmi eux figurent un requin-tigre en résine long de 2,5 mètres, un escalier signé Roger Tallon des années 60, un salon Harcourt et Paulin, un gisant du XVIème siècle, un bronze monumental d'Arman ou encore une guitare électrique Fender Telecaster ayant appartenu à Johnny Hallyday.

3

09.51 Dans votre région
12.25 12/13 : Journal national
14.00 Rex
16.10 Des chiffres et des lettres
17.00 Slam
17.45 Questions pour un champion
19.30 19/20 : Journal national
19.55 Ma ville, notre idéal
20.00 Saveurs de saison
20.20 Plus belle la vie
20.45 Tout le sport
21.00 Les Bleus en or

21.10 Alex Hugo



Série policière - France - 2020
Saison 7 - Episode 3/4
- Seuls au monde
Avec Samuel Le Bihan, Lionnel Astier, Marilyne Canto, Michaël Fitoussi
Lors d'une balade en montagne, Alex tombe sur la carcasse d'une voiture qui a fait une sortie de route. A côté, git Myriam, la fille d'un médecin de Marseille que le baroudeur connaissait bien. Très vite, Alex est convaincu qu'il ne s'agit pas d'un simple accident. Après avoir annoncé la triste nouvelle au père de Myriam, Alex remarque chez elle des bouteilles de vin vides.

4

10.10 Il était une fois... l'Homme
11.30 Un jour, une question
12.45 Disco Dragon
14.05 Une saison au zoo
16.20 Angelo la débrouille
17.50 Grizzly et les lemmings
18.30 Les as de la jungle à la rescousse
19.45 Au galop ! Une saison à cheval
20.25 Culture-box l'émission

21.10 Face B comme bossa, l'autre histoire d'Henri Salvador



L'interprète de «Zorro est arrivé» et de «Syracuse» était aussi un musicien de génie. Né à Cayenne, en Guyane, Henri Salvador a débarqué au Havre à l'âge de 12 ans. Ce guitariste fou de jazz a été l'élève de Django Reinhardt et le meilleur ami du poète Boris Vian. Il fut également l'un des inspirateurs de la bossa nova à la fin des années 1950.

5

11.10 La loi des reptiles
12.00 Saint-Brandon, l'archipel perdu
12.59 Imprévus
13.00 Les routes de l'impossible
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Au bout c'est la mer
15.10 L'Afrique vue d'en haut
16.00 Mayas, la tête dans les étoiles
16.55 C Jamy
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.00 C à vous la suite
21.00 Enquête de santé
22.40 C ce soir

arte

TF1

11.55 Stonehenge, ses origines révélées
12.50 Arte journal
13.00 Arte Regards
13.35 Meurtres à Sandhamn
15.35 À la rencontre des peuples des mers
16.05 Six femmes sur la planète des grands singes
16.55 Mystérieuse planète
17.40 Invitation au voyage
18.55 Mystérieuse planète
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Les marches de la mort : printemps 1944- printemps 1945
22.25 Les résistants de Mauthausen

09.20 Si près de chez vous
12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne
15.05 The Middle
18.05 Doctor Who
21.10 The Wave
23.05 La grande inondation

C8

11.04 Touche pas à mon poste !
12.45 William à midi
14.20 Inspecteur Barnaby
18.10 Le 6 à 7
19.06 TPMP
20.35 Touche pas à mon poste !
21.15 Soleil rouge
23.20 Nevada Smith



TFX 21.05

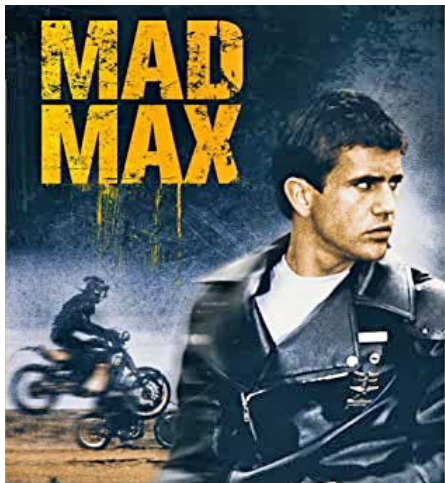
DIVERSION

Thriller - Etats-Unis - Argentine - 2015
Avec Will Smith, Margot Robbie, Rodrigo Santoro

Nicky, personnage élégant, est abordé dans le restaurant d'un hôtel par la très séduisante Jess. La jeune femme, une petite arnaqueuse, ne parvient pas à soutirer de l'argent à Nicky, bien plus aguerri qu'elle. Quelque temps plus tard, à La Nouvelle-Orléans, alors que Nicky prépare un gros coup avec son équipe, il accepte d'intégrer Jess à son gang. Dans le cadre de son entraînement, Jess et les complices de Nicky multiplient les petites combines.

CINE + FRISSE 20.50

MAD MAX

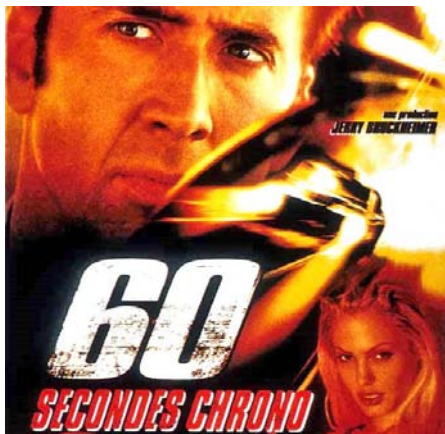


Film d'action - Australie - 1979
Avec Mel Gibson, Joanne Samuel, Steve Bisley, Vincent Gil

Dans un futur proche, des bandes de motards nomades sans foi ni loi font régner la terreur. Max, un jeune policier idéaliste, tente de mener une vie ordinaire avec sa femme Jessie et son bébé dans ce monde de violence et de barbarie. Un jour, il se lance à la poursuite de L'Aigle de la route, un dangereux criminel, qui finit par se crasher au volant de son bolide. Le frère de celui-ci décide de le venger.

RTL9 20.55

60 SECONDES CHRONO



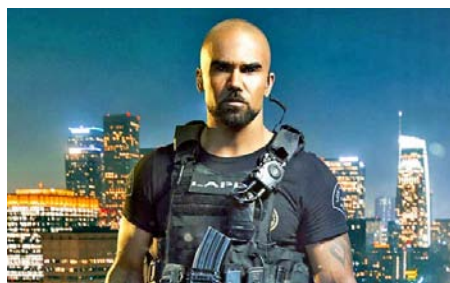
Film d'action - Etats-Unis - 2000
Avec Nicolas Cage, Vonni Ribisi, Angelina Jolie, William Lee Scott

Randall Raines, dit Memphis, a tiré un trait sur son passé de voleur de voitures, et préfère désormais les réparer tranquillement dans son garage. Un matin, il reçoit la visite d'un ancien membre de son gang, Jackson, venu l'avertir des ennuis de son frère Kip. Ce dernier, impliqué dans un mauvais coup, est retenu en otage et menacé de mort par le truand Raymond Calitri, qui lui reproche de ne pas avoir honoré un contrat. Pour le tirer d'affaire, Memphis doit voler en une nuit cinquante voitures de luxe disséminées à travers la ville.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 S.W.A.T.



Série policière - Etats-Unis - 2020
Saison 4 - Fusillade au tribunal

Avec Shemar Moore, Alex Russell, Lina Esco, Kenny Johnson, David Lim
L'heure est grave pour Deacon et Hondon, qui sont appelés à témoigner devant la cour. Mais au cours de l'audience, ils se retrouvent piégés par des hommes armés au sein même du tribunal. Luca se voit chargé par Hicks de prendre en charge les opérations afin de tenter de régler la situation.

6

21.10 Pour te retrouver



Série dramatique - France - 2021
Saison 1 - Episode 1/2 : Partie 1

Avec Laetitia Milet, Assaad Bouab, Arthur Jugnot, Florence Thomassin
Marion et Alexis n'arrivent plus à se parler depuis quatre mois et se croisent uniquement pour s'occuper de leur fils Lucas, 11 ans, autiste. Un samedi matin, le garçon a disparu de sa chambre alors qu'Alexis était venu le garder tout le week-end. Alexis prévient Marion, hébergée chez ses parents, et la police pour lancer des recherches. Lucas n'est pas prêt pour affronter seul le monde extérieur.

CANAL+

21.11 Mandibules



Comédie - France - Belgique - 2020
Avec David Marsais, Grégoire Ludig, Adèle Exarchopoulos, India Hair

Alors qu'il dormait, enroulé dans une couverture, sur une plage, Manu, un personnage un peu simplet, est réveillé par Raimondo, qui lui propose une mission un peu spéciale : se rendre en voiture chez un certain Michel Michel pour y récupérer une valise, au mystérieux contenu, afin de la convoier. Après avoir volé une voiture, il emmène avec lui son ami Jean-Gab.

PLANETE +

09.30 Etats-Unis : fondements d'une nation
11.00 Révoltes barbares
12.50 Le marcheur de l'Himalaya
13.39 Very Food Trip
14.08 La science des émotions
15.57 La grande aventure du France
17.32 Faites entrer l'accusé
19.11 Le marcheur de l'Himalaya
20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
20.55 Les titans de l'industrie américaine
22.27 Nazis : les visages du mal

TFX

09.00 TFX infos
09.05 Une nounou d'enfer
16.00 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 10 couples parfaits
20.00 Friends



20.50 Sisbro
21.05 Diversion
23.05 Jackpot

W9

10.30 W9 Hits Gold
11.35 W9 Hits
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait



19.50 Les princes et les princesses de l'amour
21.00 Météo
21.05 Vice-versa
22.50 Miss Peregrine et les enfants particuliers



Bélier 21-03 au 20-04

Vos amis vous sollicitent souvent, mais aujourd'hui vos pensées sont principalement dirigées vers l'argent. Attention à l'obsession !



Taureau 21-04 au 21-05

Actuellement, vous visez haut et vous avez probablement raison. Mais vous gagnez à tenir compte de vos collaborateurs et... de votre partenaire.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Depuis quelque temps, vous avez envie d'entreprendre, d'élargir votre horizon. Mais les vicissitudes du quotidien freinent vos élans. Une chose après l'autre.



Cancer 22-06 au 22-07

Depuis un certain temps, vous ne pensez qu'à l'argent, mais cela développe votre pouvoir de création et vous rend très romantique.



Lion 23-07 au 23-08

Vous vivez une période où votre partenaire ou vos collaborateurs deviennent prioritaires. Pourtant, il ne faut pas oublier votre propre famille !



Vierge 24-08 au 23-09

Le travail devient votre souci majeur depuis quelque temps et vous multipliez avec raison les démarches et les contacts professionnels.



Balance 24-09 au 23-10

Votre expression personnelle et votre pouvoir de création sont à l'ordre du jour. D'autant que cela vous permet de gagner un peu plus ou de pouvoir économiser.



Scorpion 24-10 au 22-11

Votre autorité s'exerce en ce moment beaucoup plus dans la famille, le foyer, que dans votre sphère professionnelle. Ce qui vous met dans une humeur en dents de scie...



Sagittaire 23-11 au 21-12

En ce moment, vous privilégiez la lecture ou les moyens de communication. Mais vous avez tendance à vous isoler ou à bouder. Dès demain, sortez de votre tour d'ivoire !



Capricorne 22-12 au 20-01

N'ayez crainte de mettre en avant vos qualités et de penser à vos acquis personnels. Vos projets ont le vent en poupe et vos amis peuvent vous aider à les concrétiser.



Verseau 21-01 au 18-02

Votre tempérament se manifeste, en ce moment, par un élan qui vous pousse à vous démarquer. D'autant qu'aujourd'hui la réalisation personnelle et les ambitions professionnelles sont prioritaires.



Poissons 19-02 au 20-03

Depuis quelques jours, vous vous isolez afin de faire le point ou préparer au mieux les lendemains qui viennent. Pensez à vous aérer de temps en temps !

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 8267

	VÊTEMENTS, EFFETS, AFFAIRES, FRUSQUES						SAINT BOURRICOT
				MAUVAIS REPAS, INFECT, RAGOÛT GROSSIER			
	FROMAGE ROUGE				IRIDIUM		PRISON DE TRAVAUX FORCÉS
	ENLEVE				SHOOT ÉQUIPÉ		
			POTE				
			PRESSER				
			ARGENT				
	TAPENT SUR LES NERFS			BRANCHE D'ARBRE			DOMPTÉS, MATÉS, ÇA LEUR FERA LES PIEDS !
	CONVIENDRA			VOIE			
			JEU DE CARTES			NEGATION	
			MAIS OUI			BOURDE, GAFFE, MEPRISE	
					NOMADE DU SAHARA		
					ERBIUM		
			NOMBRE				
			COUP DE TAMBOUR				
					COBALT		
					MESURE AGRAIRE		
	COMME CECI, COMME CELA			FARCES			
	NOUER			DU GAZ DANS L'AIR			
					POSSESSIF		
					LE WEB (LA)		
	ROULÉ			MISTER			
	METAL			GRIMACE DES MECONTENTES			
			PARCOURS			VEHICULE	
			TOUR			A RAS BORD	

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

CROISÉS N° 8267

Horizontalement:

- On peut dire qu'elle est à point...
- Coupe le contact.
- Il ne fait que passer.
- Plante à tequila et tampico. Marcha.
- Infinitif. Mère indigne !
- Se démena.
- A n'y rien comprendre, on ne voit que ça !
- Tache de rousseur.
- Mis au courant.
- A fait le ménage à grande eau. Fait surface.
- Fouette et cogné.
- Un exploit que leur fait !

Verticalement:

- Tour d'argent.
- Plus qu'ouvrier. C'est une chèvre... et elle vole !
- Points opposés.
- S'aperçut.
- Zéro pointé !
- Cheville.
- Entreprenant, tu parles, Charles !
- Bonze bien.
- Adjoint décorateur.
- A faire au fou furieux.
- Article. Lettres de Rome.
- Pigeonne le pigeon.
- Tendre quand il n'est pas mûr.
- Faute avouée.
- Préposition.

E	T	E	P	T	H	C	A	Y	U	T	O	P	I	E
L	N	N	A	T	E	S	S	E	L	P	U	O	S	G
A	E	R	R	E	I	M	O	N	O	R	G	A	E	A
N	M	E	E	T	I	L	O	T	I	E	R	N	T	P
O	E	C	S	I	A	D	N	E	G	A	E	T	O	E
I	T	N	S	N	U	O	T	A	N	R	E	S	N	T
T	R	A	E	E	S	N	T	O	O	N	T	O	C	I
A	A	E	L	S	E	N	I	S	T	E	I	A	R	S
C	C	L	I	M	E	T	I	I	R	T	L	E	E	O
O	E	O	E	C	A	T	O	I	A	E	M	E	R	U
V	M	D	R	T	E	N	T	R	M	I	S	I	D	T
O	U	U	I	G	N	E	A	B	R	U	O	V	U	C
R	O	D	R	O	R	P	O	F	M	S	I	N	O	N
P	E	A	I	M	E	U	E	R	T	E	N	E	F	O
M	M	L	E	S	R	L	A	N	G	O	U	S	T	E

FOUILLIS N° 8267

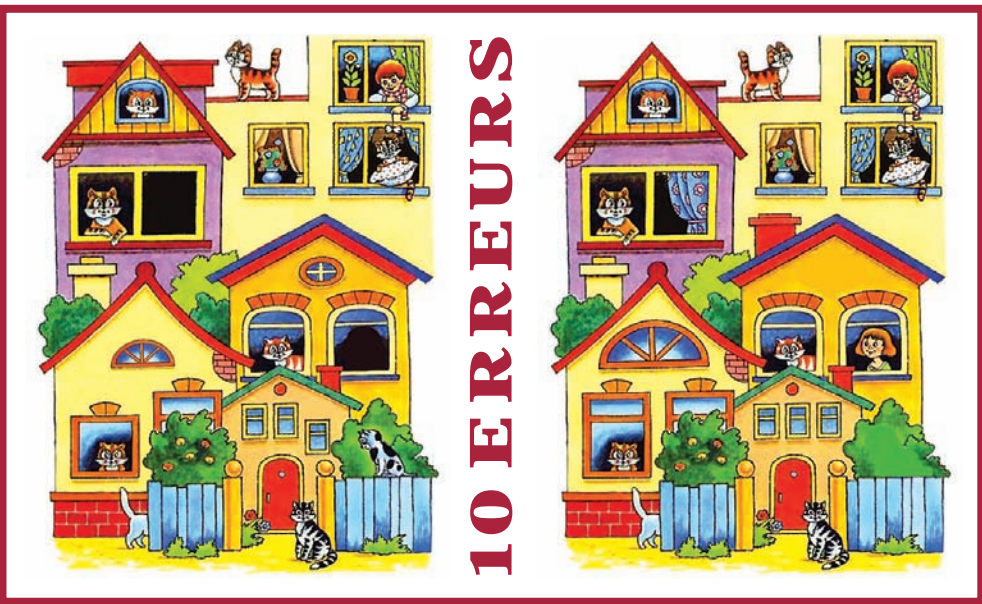
AGENDA – AGRONOMIE – ATTENTION – CALEMBOUR – CERNE – DOLEANCE – DUEL – ECARTEMENT – ELAN – ENVIE – FENETRE – Foudre – FRIMER – GENEROSITE – ILOTIER – LANGOUSTE – LION – MARGE – MEDITATION – MOISSON – MUSE – ONCTUOSITE – PARESSE – POSTERITE – POURCENTAGE – PROVOCATION – RUDEMENT – SEPARATION – SINON – SOIN – SOUPLESSE – TERME – TETINE – YACHT.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er c'est la totalité. Mon 2e est un oiseau qui jacasse.
Mon tout est un jouet d'enfant.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
N	L	U										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

9	10	11	12	7	1	1	6	10	3
6	8	7	3	12	6		1	3	2
12	6	1	1	6		3	14		8
9	2		5		6	11	6	9	5
6	5		4	6	4		1	7	11
4	6	8		13		10	5	11	10
4	9		15	7	3	9	11	6	8
5		11	6	1	10	15	6		3
7	12	6		7		3		10	11
1	7	1		11	5	11	10		4
	6	8	7	5	2	6	6	4	
10	2	5		16		1		10	2
14	6	9		3		8	6	8	6
6			12	6	2	6	9	5	1
13	2	10	4	4	6	9	6	1	8

CODÉS N° 8267



LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 8266

V	O	U	L	O	I	R	O
O	U	R	B	R	E	V	E
L	A	B	E	L	D	O	S
O	A	R	I	A	I	S	E
N	O	N	G	L	O	S	E
T	R	I	B	A	L	E	M
I	O	S	T	E	R	M	E
E	N	T	A	I	S	E	L
R	G	E	G	O	E	N	E
S	E	S	N	E	T	T	E

SUDOKU N° 1266

1	3	2	9	4	7	6	8	5
8	6	5	3	1	2	4	9	7
4	9	7	8	5	6	2	1	3
3	1	4	2	6	5	9	7	8
5	8	9	7	3	4	1	6	2
2	7	6	1	8	9	5	3	4
9	4	3	6	2	8	7	5	1
6	5	1	4	7	3	8	2	9
7	2	8	5	9	1	3	4	6

FLECHES N° 8266

E	L	E	G	A	N	T	E
N	E	I	T	R	O	P	E
R	I	V	E	S	A	U	B
I	N	E	X	A	C	T	E
T	A	S	E	U	P	E	T
S	G	E	N	E	U	R	A
L	A	C	R	O	N	E	E
I	S	U	R	E	R	I	E

FOUILLIS N° 8266

DEFAITE (Dé - Fête)

1	A	2	L	3	P	4	E	5	I	6	S
7	T	8	R	9	O	10	N	11	C	12	U
13	V	14	B	15	D	16	M	17		18	
19	20	21	22	23	24						

SUDOKU N° 1267

		6	3	4			1		
2				3					
						7	5		8
	5		1	4					3
		2							5
6	7		8	5		2	1	9	
	2			1					
		6				3	9		
	1	5		3	6		2		

Trois soldats tués dans une attaque au nord de Bagdad



Trois soldats irakiens ont été tués lundi dans l'explosion d'une bombe au passage de leur patrouille près de la ville de Kirkouk, au nord de Bagdad, a-t-on appris auprès d'une source militaire. Un quatrième soldat a été blessé dans cette attaque qui a eu lieu dans la matinée, au sud de Kirkouk, selon la même source. Elle n'a pas été revendiquée dans l'immédiat. Vendredi, 11 soldats irakiens ont été tués dans une attaque contre leur base dans la province de Diyala (est) et attribuée au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 en Irak et en Syrie voisine et la conquête de vastes territoires, l'EI a vu son "califat" autoproclamé vaciller sous le coup d'offensives successives dans ces deux pays.

L'Irak a proclamé sa "victoire" contre les jihadistes de l'EI fin 2017. Mais ils restent une menace et continuent de mener des attaques ponctuelles principalement contre les forces de sécurité. Le dernier attentat d'envergure revendiqué par l'EI en Irak a visé en juillet 2021 un marché du quartier chiite de Sadr City à Bagdad qui a fait une trentaine de morts.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Covid-19: le dispositif de protection reconduit

Le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, a décidé de reconduire les mesures du dispositif de protection et de prévention contre la pandémie du Coronavirus (Covid-19) pour une durée de dix (10) jours, à compter de ce mardi 25 janvier 2022, indique lundi un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des instructions de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (COVID-19). S'inscrivant toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus (COVID-19), ces mesures visent, au regard de la situation épidémiologique, à reconduire le dispositif actuel de protection et de prévention pour une période de dix (10) jours, à compter du mardi 25 janvier 2022.

Il reste entendu que les mesures édictées par Monsieur le Président de la République concernant la suspension de l'en-



seignement au niveau de l'éducation nationale demeurent applicables jusqu'au samedi 29 janvier 2022.

Le Gouvernement rappelle que le nombre de contaminations enregistré ces derniers jours dépasse celui enregistré au pic de la troisième vague de cette épidémie, ce qui témoigne de la gravité de la situation qui risque de mettre en grande difficulté nos structures hospitalières, lesquelles pourraient atteindre un seuil de saturation. De même, que ce rythme de propagation pourrait induire un fort impact sur notre population et chez les personnes les plus vulnérables, particulièrement les personnes non encore vac-

cinées. Il relève à cette occasion que la majorité des cas d'hospitalisation et de décès sont observés chez les sujets non vaccinés et exhorte, à ce titre, les citoyennes et les citoyens à participer massivement aux campagnes de vaccinations lancées au niveau de l'ensemble du territoire national.

Le Gouvernement, qui a pris la mesure d'interdire jusqu'à nouvel ordre, la tenue de tous les séminaires, rencontres et regroupements, appelle aussi les citoyens à éviter tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements".

Mali : tirs d'obus contre le camp de la Minusma



Un camp de la Mission des Nations unies (Minusma) à Ménaka, dans le nord du Mali, a été visé dimanche après-midi par des tirs d'obus de mortier qui n'ont pas fait de victime, selon un responsable de la mission onusienne. "Ce dimanche 23 janvier, vers 16H55 (GMT et locale), le camp de la Minusma à Ménaka a été visé par 4 obus de mortier", a déclaré un responsable de la Minusma cité par l'AFP. Aucune victime ou dégât n'a été signalé, selon la même source qui n'a pas précisé qui sont les auteurs de ces tirs. Le Mali connaît des tensions sécuritaires et politiques depuis 2012.

Un accord «possible» sur le nucléaire iranien



Il est "possible" de trouver un accord sur le nucléaire iranien et pour la libération de quatre citoyens américains détenus dans la République islamique, a affirmé lundi le porte-parole du ministère iranien des Affaires Étrangères.

Ces dossiers "suivent des voies différentes (...) Cependant, si l'autre partie (les Etats-Unis, NDLR) fait preuve de détermination, il est possible d'aboutir à un accord fiable et durable sur les deux sujets dans un temps très court", a déclaré Saïd Khatibzadeh lors de sa conférence de presse hebdomadaire.

Le porte-parole réagissait aux propos la veille de l'envoyé spécial américain pour l'Iran Robert Malley dans lesquels ce dernier indiquait qu'il semble peu probable que Washington parvienne à un accord avec Téhéran sur le nucléaire tant que quatre Américains sont toujours retenus en otage en Iran. "Ainsi, alors même que nous avons des pourparlers indirects avec l'Iran sur le dossier nucléaire, nous menons, encore une fois indirectement, des discussions avec eux pour assurer la libération de nos otages", avait déclaré dimanche à Vienne l'émissaire américain.

Nouveaux tirs de missiles contre les Emirats et l'Arabie Saoudite



Les rebelles au Yémen ont tiré lundi des missiles balistiques contre les Emirats arabes unis qui les ont interceptés et l'Arabie saoudite où deux personnes ont été blessées, franchissant un nouveau palier dans les attaques contre leurs deux adversaires. Lancés à quelques heures d'intervalle, les nouveaux tirs des Houthis ont eu lieu après une frappe aérienne attribuée à la coalition militaire contre une prison aux mains des rebelles à Saada dans le nord du Yémen qui a fait au moins 70 morts vendredi.

Après avoir revendiqué les tirs contre les Emirats et le royaume saoudien, les Houthis ont menacé d'"intensifier" leurs attaques.

"Nous sommes prêts à répondre à l'escalade par l'escalade", a affirmé le porte-parole militaire des rebelles Yahya Saree dans une déclaration télévisée.

"Les défenses anti-aériennes des Emirats ont intercepté et détruit deux missiles balistiques lancés par le groupe terroriste Houthis" tôt le matin, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué à Abou Dhabi. Quelques heures plus tôt, en pleine nuit, les autorités saoudiennes ont fait état de deux blessés par un missile balistique tiré par les Houthis contre la ville de Jazan (sud). Un autre missile tiré vers Dhahran Al-Janoub (sud) a été intercepté.

EDITORIAL

El-Houari Dilmî

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Nous sommes 44,6 millions d'habitants au premier janvier 2021, selon l'Office national des statistiques (ONS). Première puissance démographique au Maghreb, huitième en Afrique et 35^e dans le monde, le rapport de l'ONS note cependant un léger fléchissement de l'accroissement démographique, avec le recul du nombre de naissances pour la première fois depuis 2014 et l'augmentation du nombre de décès. Le dernier bulletin d'information de l'ONS relève également une baisse du taux brut de nuptialité, avec le recul de plus en plus marqué de l'âge de mariage et la baisse de la fécondité.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette tendance. En premier lieu, l'effroyable dégradation du pouvoir d'achat des

Algériens mais pas que. Le changement du mode de vie influencé par la «mode» du couple de petite taille avec un enfant ou deux, la primauté donnée aux études supérieures et à la carrière professionnelle sont les autres facteurs objectifs à l'origine du changement de la pyramide des âges en Algérie. Force ou faiblesse, 60% des Algériens sont âgés entre 15 et 60 ans contre 30% pour les enfants âgés entre 0 et 15 ans. Une population jeune est logiquement la première force d'un pays, avec moins de dépenses de santé et donc moins d'argent puisé du Trésor public. Pour couvrir le déséquilibre financier des

organismes de sécurité sociale, la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), ainsi que celui de la Caisse nationale des retraites (CNR), l'Etat a créé le Fonds national de la sécurité sociale (FNSS). Le déficit de la CNR, à lui seul, pourrait atteindre ou dépasser les 800 milliards de dinars pour quelque trois millions de retraités. La baisse de l'assiette des cotisations alimente le déficit des autres caisses dans une conjoncture de crise économique et sanitaire. Le retour à un ministère de la planification ou autre organisme dédié au Plan est peut-être une idée pour anticiper l'avenir et prévenir les contre-coups des politiques publiques pas toujours maîtrisées.